

OFFICE FEDERAL DE LA JUSTICE
Domaine de direction Droit public
Unité Projets et méthode législatifs
Bundesrain 20
CH – 3003 BERNE

Lausanne, le 12 août 2014

**Projet de loi fédérale sur les jeux d'argent.
Prise de position de « The European Lotteries » (EL)**

Madame la Conseillère fédérale,
Mesdames, Messieurs,

L'association faîtière des Loteries européennes, « The European Lotteries », a pris connaissance avec intérêt du projet de loi fédérale sur les jeux d'argent. Elle salue ce projet et tient, dans le cadre de la procédure de consultation, à exprimer son avis sur des points qui lui semblent importants.

À propos de « The European Lotteries »

« The European Lotteries » (EL) est l'organisation faîtière réunissant les opérateurs publics et privés, à but lucratif et non lucratif, qui opèrent pour le compte de l'Etat. Nos membres offrent des services de jeux d'argent et de paris uniquement dans les territoires dans lesquels ils sont autorisés par leur gouvernement national respectif, et ce à des fins d'utilité publique. Notre association a été créée en 1983 selon le droit suisse et son siège est à Lausanne, en Suisse. En 1999, elle a adopté le nom de « The European Lotteries » et intégré les opérateurs de paris sportifs parmi ses membres. En 2007, un bureau de représentation auprès de l'Union européenne a été mis en place.

EL a pour mission de promouvoir un modèle de jeu sain et durable au profit de la société, basé sur quatre valeurs fondamentales : subsidiarité, précaution, solidarité et intégrité.

General Secretariat
Avenue de Béthusy 36
CH-1005 Lausanne
T +41-21-311 30 25
F +41-21-312 30 11
info@european-lotteries.org
www.european-lotteries.org

Elle défend les intérêts collectifs de ses membres – les loteries nationales exploitant des jeux d'argent pour l'intérêt public – et cherche à préserver son modèle dans les débats actuels relatifs au cadre sociétal, politique, économique et réglementaire des jeux d'argent. Notre association est un forum stratégique de réflexions et de discussions entre ses membres et un véritable laboratoire pour la conception et la mise en œuvre d'un environnement de jeu basé sur des valeurs fondamentales à travers l'Europe.

Des valeurs fondamentales du point de vue législatif

« The European Lotteries » défend un modèle de réglementation des jeux d'argent qui repose sur quatre valeurs essentielles :

1. **Subsidiarité** – Les juridictions nationales détiennent la compétence première pour organiser et réglementer les activités de jeux d'argent. Elles doivent collaborer au niveau transnational afin de garantir le renforcement de la loi contre les opérateurs illégaux et protéger les consommateurs.
2. **Précaution** – Les joueurs doivent être protégés contre les offres de jeux néfastes et non réglementées grâce à l'application effective et efficace de la loi. Compte tenu des risques inhérents aux jeux d'argent, EL préconise que les gouvernements appliquent le principe de précaution dans le cadre de la réglementation des jeux.
3. **Solidarité** – Les revenus générés par les loteries en Europe contribuent de manière importante au budget de l'Etat et au soutien de bonnes œuvres. Les caractéristiques spécifiques des loteries et leurs contributions durables à la collectivité doivent être reconnues et prises en compte dans toute approche coordonnée au niveau politique.
4. **Intégrité** – En qualité de partenaires historiques du sport, les membres EL défendent le modèle sportif européen contre les menaces de matches truqués et autres activités criminelles et encouragent les mesures destinées à préserver l'intégrité du sport.

Relations avec l'Union européenne et les Etats membres

La Cour de justice de l'Union européenne a souligné à maintes reprises que, selon le droit de l'UE, les jeux d'argent en tant que secteur économique occupaient une position particulière du point de vue éthique et social. Elle a notamment déclaré que : « *Il est également constant que, à la différence de l'instauration d'une concurrence libre et non faussée au sein d'un marché traditionnel, l'application d'une telle concurrence dans le marché très spécifique des jeux de hasard, c'est-à-dire entre plusieurs opérateurs qui seraient autorisés à exploiter les mêmes jeux de hasard, est susceptible d'entraîner un effet préjudiciable, lié au fait que ces opérateurs seraient enclins à rivaliser d'inventivité pour rendre leur offre plus attrayante que celle de leurs concurrents et, de cette*

manière, à augmenter les dépenses des consommateurs liées au jeu ainsi que les risques de dépendance de ces derniers. »¹

« The European Lotteries » rappelle que, dans ce contexte, le Conseil des ministres de l'Union européenne a adopté à l'unanimité, en date du 9 décembre 2010, des Conclusions, dans lesquelles il précise que les discussions au niveau européen sur les services de jeux d'argent doivent être fondées sur la jurisprudence pertinente de la Cour de justice de l'UE, et dans lesquelles il reconnaît ce qui suit s'agissant des loteries :

III. CONTRIBUTION DES LOTERIES ET SERVICES CONNEXES À LA SOCIÉTÉ DANS UNE PERSPECTIVE DURABLE

LE CONSEIL

13. RAPPELLE que tous les Etats membres ont différents types de loteries d'Etat ou de loteries agréées par les autorités publiques compétentes qui proposent des services de loterie ;

14. NOTE que quelques Etats membres autorisent de manière temporaire ou permanente des loteries à plus petite échelle à des fins caritatives ou philanthropiques. De même, certains Etats membres autorisent d'autres jeux de hasard à ces mêmes fins ;

15. EST CONSCIENT que l'apport, notamment des loteries d'Etat ou des loteries agréées par les autorités publiques compétentes, joue un rôle important dans la société, par exemple en finançant des bonnes causes, directement ou indirectement, selon le cas ;

16. CONVIENT qu'il devrait être tenu compte de ce rôle spécifique dans les discussions au niveau européen.

« The European Lotteries » souligne que ces conclusions du Conseil des ministres doivent être prises en compte au niveau de l'UE, car elles reflètent un consensus essentiel entre tous les États membres.

1. C-186/11 & C-209/11, *Stanleybet*, § 45.

Le point de vue de « The European Lotteries » sur l'article 106 de la Constitution de la Confédération suisse et les dispositions d'application proposées

En ce qui concerne l'article 106 de la Constitution de la Confédération suisse ainsi que le projet de loi d'application, « The European Lotteries » :

Souligne l'importance que la Suisse ait inclus ses valeurs fondamentales et les aspects d'ordre public inhérents à l'exploitation des jeux d'argent dans sa Constitution, rejoignant ainsi un certain nombre de pays et d'entités fédérées² à travers le monde qui organisent des jeux d'argent au niveau constitutionnel.

Félicite la Suisse d'avoir intégré le principe de solidarité dans l'article 106 de la Constitution et l'article 126 du projet de loi, notamment en affectant le produit des taxes à l'assurance vieillesse, survivants et invalidité, ainsi qu'en veillant à ce que les revenus des loteries et des paris sportifs soient utilisés dans leur intégralité à des fins caritatives, notamment dans les domaines de la culture, de l'action sociale et du sport.

Salue le fait que l'alinéa 5 de l'article 106 de la Constitution se rapporte aux risques des jeux d'argent, et à la nécessité d'assurer une protection appropriée. EL tient à souligner l'ampleur de ces risques, y compris le risque de fraude, de blanchiment d'argent et de crime organisé, ainsi que le risque de dépendance et les autres problèmes de société liés aux jeux d'argent. Pour ces raisons, le législateur suisse devrait appliquer la plus grande marge de précaution s'agissant de l'application de l'article 106 de la Constitution.

Note qu'un rapport explicite est établi entre les paris sportifs et l'intégrité des compétitions sportives. À cet égard, EL invite le législateur à tenir dûment compte de la Convention du Conseil de l'Europe sur la manipulation des compétitions sportives, y compris la nécessité de mettre en place une plateforme nationale réunissant les parties prenantes des secteurs du sport et des paris, ainsi que les autorités de police, les autorités judiciaires et les instances de régulation. Il est impératif que, même si la Convention n'est pas encore en vigueur à l'heure de la procédure de consultation actuelle, la législation à venir ait déjà mis en place les structures nécessaires pour assurer la collaboration nationale et internationale en matière de lutte contre les matches truqués.

Réaffirme l'importance du principe de précaution, et se félicite ainsi de l'initiative visant à mettre en place une Commission consultative réunissant les spécialistes de la prévention et du traitement du jeu excessif. EL se déclare disposée à contribuer de manière proactive au fonctionnement de cet organe.

Conclusion

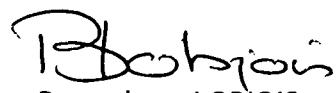
Pour les raisons énumérées ci-dessus, « The European Lotteries » :

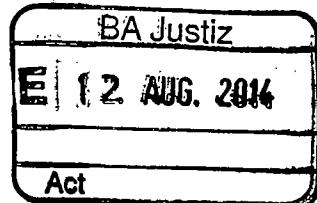
Félicite la Suisse pour avoir pris une position exemplaire et pionnière en matière de réglementation des jeux d'argent sur le continent européen ;

² Compris entre autres les Etats suivants des Etats-Unis d'Amérique : Colorado, Ohio, Kansas, Louisiane, New York, Géorgie et Missouri.

Appelle la Suisse à jouer un rôle proactif pour promouvoir ses valeurs fondamentales dans le débat paneuropéen sur les jeux d'argent - y compris à travers ses contacts avec les institutions de l'Union européenne et les États membres de l'UE - dans la perspective de renforcer le consensus européen selon lequel les jeux d'argent doivent être strictement réglementés au niveau national pour assurer la protection des consommateurs et la lutte contre la criminalité, tout en tenant compte des différences socio-économiques, religieuses et culturelles importantes qui peuvent exister au niveau national et/ou régional.

Tout en vous remerciant d'avance pour l'attention que vous porterez à ces lignes, nous vous prions de recevoir, Madame la Conseillère fédérale, Mesdames et Messieurs, nos salutations distinguées.


Bernadette LOBJOIS
Secrétaire Générale



Bundesamt für Justiz
Direktionsbereich öffentliches Recht
Fachbereich Rechtsetzungsprojekte und –methodik
Bundesrain 20
3003 Bern

Bad Ragaz 08. August 2014

Vernehmlassungsantwort zum Entwurf des Bundesgesetzes über Geldspiele

Sehr geehrte Damen und Herren

Der Bundesrat hat das Eidg. Justiz- und Polizeidepartement beauftragt, bei den interessierten Kreisen zum Entwurf des Bundesgesetzes über Geldspiele ein Vernehmlassungsverfahren durchzuführen.

Mein Name ist Marco Wiederkehr und ich lebe in Bad Ragaz. Ich begrüsse es nach wie vor, dass am 7. März 1993 das Schweizer Volk an der Urne mit 75% JA-Stimmen das Spielbankenverbot in der Schweiz aufgehoben wurde. Als Pokerspieler (THE ROCK / www.the-rock.eu) bin ich weltweit unterwegs in Casinos und spiele an den verschiedensten Turnieren mit.

Ich bezeichne mich in keiner Weise als Casino Kritiker auch bin ich kein Casino Gegner! Doch möchte ich nun mit diesem Schreiben den Pokerspieler wie auch unseren Nationalsportlern den Jasser eine Unterstützung geben. Ich bin im Jahr 1-3 mal in Las Vegas, auch im benachbarten Ausland besuche ich gerne Casinos, um meinem Hobby nach gehen zu können. Ich war auch schon mal in der Schweiz in den Casinos, doch als Pokerspieler sind die Angebote in der Schweiz sehr beschränkt. Leider gibt es in der Schweiz nur sehr wenige Turniere, welche als solche benannt werden können. Die Struktur erinnert mehr an ein Glücksspiel als an ein Geschicklichkeitsspiel. Der Grund dazu liegt nahe, sobald ein Spieler vom Turnier rausfliegt, soll er die geldvernichtenden Maschinen oder auch sein Geld am Roulette Tisch ausgeben.

Nach dem Verbot von Pokerlounges im Juni 2010, erhofften sich die Casinos, dass die Spieler nun öfters in den „geschützten Hallen“ das Geld ausgeben, nur Pokerspieler die das Automaten-Gen nicht haben, meiden solche Glücksspiele oder aber sie sind sehr



vorsichtig darin. Ich möchte mit meinem Schreiben hier nicht den Eindruck erwecken, dass ich nie an einem Geldspielautomat, mal Roulette oder Craps wie auch Black Jack gespielt habe. Nein, es ist so, dass ich auch schon ein Teil von meinem Geld in die Casinos investiert habe mit dem Unterschied, dass ich wohl eher zu einem Mikrospieler zähle und solche Aktionen eigentlich nur mal in Las Vegas mache. Mein Hauptspiel ist und bleibt Poker.

Eigentlich würde ich es begrüssen, wenn ich in der Schweiz wieder legal Turniere bestreiten kann. Wenn ich von Turnieren spreche, dann beziehe ich mich auf Angebote, von welchen man als Spieler auch von Turnier sprechen kann. Dazu gehören einen guten Stack, mit einer guten Struktur und genügend Zeit in den einzelnen Blind-Levels. Dies wird von den Schweizer Casinos nicht angeboten. Der Schweizer Casinoverband versucht ein Monopol in einem Markt zu erreichen, einen Markt, welcher nie von den Casinos bewirtschaftet wird. Mit fadenscheinigen Argumenten wird Stimmung gemacht um das Verbot von Poker und Jassen (!) ausserhalb von Casinos durchzusetzen. Ich verstehe von Politik vielleicht nicht viel, doch wurde mittels einer Volksabstimmung und mittels Abstimmung in den beiden Kammern klar deutlich gemacht, dass das Volk als Souverän den Volkssport Jassen wie auch Poker in Form von Geschicklichkeitsspiel auch ausserhalb von den Casinos will.

Gerne möchte ich das Thema Spielerschutz ansprechen. Ein exzessiver Spieler in den Casinos wird mit Gratisgetränken und anderen Annehmlichkeiten begünstigt, damit er sich wohl fühlt, dass er mehr als Willkommen ist. Tatsache ist, dass Spieler die über den Verhältnissen spielen gar nicht oder erst sehr spät erkannt werden. Dies zeigt auch der Link auf www.swisscasinos.ch/blog auf, wo das Umfeld eines Spielers die Rolle vom Casino übernehmen soll, um ein sogenannten „Problemspieler“ zu melden.

Jassturnier / Pokerturnier

Mit einem festgelegten Einsatz, kann der Spieler mehrere Stunden sich seinem Spiel widmen, ohne dass er noch mehr Geld investieren muss um allenfalls einen allfälligen Gewinn bzw. Verlustminimierung zu erzielen. Wenn ein Spieler aus dem Turnier ausscheidet, kann er nicht noch mehr Geld investieren, schon gar nicht in Geldvernichtungsmaschinen! Hier gibt es automatisch einen Schutz. Des weiteren hat sich ja in den letzten vier Jahren gezeigt, dass die Pokerspieler nicht ein Casino „gestürmt“ haben um das Angebot zu nutzen. Nein es wurde unter Freunden vermehrt Turniere um Kleinstbeträge organisiert.

Fazit, die Casinos sollen sich der freien Marktwirtschaft stellen. Wenn sie ein besseres Angebot haben, werden die Spieler das auch nutzen. Es soll nicht ein Monopol für einen Anbieter erstellt werden, wenn dieser nicht gewillt ist, den Markt auch zu betreiben.



Mein Schreiben kann ich sicherlich nicht irgendwelche Gesetzesbestimmungen umschreiben, anpassen oder ändern. Ich gehe davon aus, dass der Casinoverband genügend Juristen und/oder Geld hat, um Spezialisten zu organisieren, die Vorlagen zu Gesetzes Texten beschreiben und zu Papier bringen können. Mit meinem Schreiben versuche ich aus Sicht eines Pokerspielers zu erklären, warum wir nicht länger nur ins Ausland reisen wollen, um unserem Hobby nachkommen zu wollen. Warum wir auch in der Schweiz die Möglichkeit haben wollen, legal unsere Turniere spielen zu dürfen.

Ich bitte Sie dieses Schreiben entsprechend zu würdigen und die Argumente in der Ausarbeitung des Gesetzes zu berücksichtigen. Gleichzeitig möchte ich mich bei Ihnen bedanken, dass Sie sich die Zeit genommen haben, um dieses Anliegen zu prüfen.

Mit freundlichen Grüßen

Marco E. Wiederkehr
THE ROCK

Badriebstr. 3
7310 Bad Ragaz

www.the-rock.eu

Von: Bouvier Robert <Robert.Bouvier@ne.ch>
Gesendet: Donnerstag, 14. August 2014 17:20
An: Perler Cornelia BJ
Betreff: Nouvelle législation sur les jeux d'argent

Chère Madame,

Permettez-moi de vous envoyer ce courriel de façon spontanée afin de vous exprimer ma position au sujet de la mise en consultation du projet de la nouvelle loi sur les jeux d'argent proposé par le Conseil fédéral.

Je dirige le théâtre du Passage qui programme chaque saison près d'une vingtaine de spectacles fortement soutenus par la Loterie romande ainsi que la compagnie du Passage dont les différents projets bénéficient aussi d'une participation financière très conséquente de la Loterie romande sans laquelle ils ne pourraient être réalisés. Les montants distribués par la Loterie romande sont en effet plus importants que ceux provenant des organismes qui nous subventionnent. Ce qui est le cas pour la grande majorité des compagnies de théâtre ou de danse. La Loterie romande nous a permis aussi d'acquérir du matériel technique pour le théâtre et de mener différentes actions de médiation culturelle auprès du jeune public afin de mieux le sensibiliser au spectacle vivant. Notre théâtre jouit d'un excellent taux de fréquentation (près de 90 %) et notre compagnie a donné en dix ans plus de mille représentations dans une centaine de différents lieux en Suisse et ailleurs. Nous sommes donc heureux de constater que nos efforts sont récompensés puisque le public nous manifeste son intérêt et sa fidélité. Les pouvoirs publics nous encouragent comme ils le peuvent et nous nous efforçons de nous autofinancer à une hauteur de 50%, qu'il s'agisse du théâtre ou de la compagnie. Le théâtre fait de bonnes recettes, loue ses infrastructures, trouve de l'argent auprès des mécènes et des sponsors et la compagnie génère des produits importants grâce à la vente des spectacles. Malgré cela nous continuons de solliciter régulièrement la Loterie romande afin de réaliser nos projets. Sans elle le théâtre du Passage devrait renoncer à programmer de nombreux spectacles et ne pourrait plus encourager les plus jeunes à le fréquenter. Sans elle la compagnie du Passage ne pourrait pas créer de spectacles. Sans elle nous ne pourrions animer de façon si dynamique la vie culturelle de notre région et ne pourrions proposer tous les emplois que nous offrons à des techniciens, des administrateurs, des artistes, des fournisseurs, des chauffeurs, etc. C'est pourquoi je me permets, au nom de toutes les personnes qui travaillent au sein de ces deux entités, **d'insister pour que le nouveau cadre législatif qui sera voté n'empêche pas les sociétés de loterie de continuer à développer des jeux de loterie et de paris sportifs dont les bénéfices permettent de soutenir des milliers de projets d'utilité publique.** Ce qui avait été largement plébiscité par le vote des citoyens le 11 mars 2012. Je suis, comme bien d'autres, convaincu que des mesures disproportionnées dans le domaine de la prévention du jeu excessif nuiraient à la mission d'utilité publique des sociétés sans pour autant résoudre les problèmes d'addiction. La création d'un nouvel organe (commission consultative indépendante de 12 membres) ne s'avère pas justifiée puisque la CFMJ et la Comlot disposent déjà d'experts jouant leur rôle en matière de protection de la population.

Je trouve en outre indispensable **que l'article 106 de la Constitution fixe le principe selon lequel les bénéfices des jeux d'argent soient systématiquement affectés à des buts d'utilité publique.** Il importe de **lutter contre l'offre illégale et d'interdire les loteries à but commercial**, opérées notamment par certains médias.

Dans l'intérêt de très nombreuses institutions et associations, la nouvelle loi devra veiller à **fixer des règles très strictes afin d'assurer la transparence dans l'affectation des fonds destinés à l'utilité publique.**

Je me permets aussi de vous donner mon avis concernant les casinos. Il ne faut pas modifier les nouvelles définitions dans l'article 106 prenant en compte les lieux de vente et le mode de participation pour différencier les deux domaines : domaine des maisons de jeu et celui des loteries: les jeux de casino ont pour cadre des endroits fermés et uniques alors que les jeux proposés par les loteries peuvent être achetés dans de multiples point de vente par un nombre illimité de joueurs et dont le résultat est déterminé par un tirage au sort commun. **Il est primordial que la nouvelle loi garantisse un équilibre entre les compétences de la Confédération et des cantons en matière de jeu d'argent.**

Il est aussi important de contrer les offres des maisons de jeu dans les régions frontalières et les offres en ligne.
Les Suisses doivent jouer dans les casinos suisses contrôlés et surveillés et non avec des exploitants étrangers et illégaux. Cela permettra aux impôts que paient les casinos d'aller dans les caisses de l'AVS et non de l'étranger. Dans ce contexte il est impératif que la nouvelle loi sur les jeux crée des conditions cadres qui permettent d'améliorer la compétitivité des casinos suisses. Il faut veiller à empêcher les jeux illégaux sur internet, dans les bars et les clubs, lesquels ne prennent aucune mesure de protection contre les dangers du jeu et qui ne versent aucun bénéfice à des associations d'utilité publique. Mais à ce sujet il semblerait que le projet de loi prévoit fort heureusement plusieurs champs d'intervention.

En vous remerciant de prendre en considération **ma requête pour que la nouvelle loi sur les jeux d'argent permette aux sociétés de loterie d'exploiter des jeux attractifs, rentables et responsables, afin de garantir la stabilité à long terme des bénéfices distribués à l'utilité publique**, je vous prie de recevoir, Chère Madame, mes respectueuses salutations,

Robert Bouvier

Robert Bouvier

directeur



Théâtre du Passage
4, passage Maximilien-de-Meuron
CP 3172 · CH-2001 Neuchâtel
T +41 32 717 82 00
E robert.bouvier@ne.ch

www.theatredupassage.ch

Amstutz Jonas BJ

Von: Jann Schumacher <jann.schumacher@stca.ch>
Gesendet: Montag, 18. August 2014 18:22
An: Perler Cornelia BJ
Betreff: Consultazione Avamprogetto di legge sui giochi in denaro (LGD)

Gentili Signore, Egregi Signori,

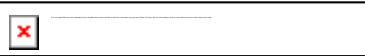
Ticino Addiction ha elaborato le proprie osservazioni in collaborazione con i suoi colleghi della Svizzera francese (GRE) e tedesca (Fachverband Sucht).

Vi preghiamo quindi, per facilità, di considerare la nostra adesione al documento che vi è stato inviato da parte del Groupement Romand d'Etudes des Addictions.

In allegato il comunicato congiunto del 30 aprile, che era stato tradotto anche in italiano.

Cordiali saluti

Jann Schumacher
Presidente Ticino Addiction


c/o Ingrado – Servizi per le dipendenze
Centro Residenziale Alcologia
6955 Cagiallo
Tel 091 936 00 40
Fax 091 936 00 44
jann.schumacher@stca.ch
www.ticinoaddiction.ch

Lausanne/Zurich/Lugano, 30 aprile 2014

Avvio della procedura di consultazione sulla legge sui giochi in denaro
Non dimenticare la protezione dei giocatori!

Il Consiglio federale ha avviato la consultazione sulla nuova legge sui giochi in denaro. Questa prevede di ampliare l'offerta dei giochi, in particolare su internet. Seppure siano previsti alcuni miglioramenti significativi, i professionisti delle dipendenze si rammaricano che sia nuovamente la prevenzione a subire le conseguenze di questa revisione. In relazione agli importi percepiti (circa 1 miliardo di franchi) gli specialisti delle dipendenze chiedono che vengano garantite le misure di aiuto ai giocatori.

L'11 marzo 2012 il popolo ha votato a favore di un nuovo articolo costituzionale sui giochi. In tale occasione il parlamento e il consiglio federale si sono impegnati a favore di una migliore protezione dei giocatori e la consigliera federale Simonetta Sommaruga dichiarò che « *ciò che è veramente nuovo, è che l'articolo costituzionale impone alla Confederazione e ai Cantoni di prendere delle misure contro la dipendenza dal gioco e rispetto agli altri pericoli legati al gioco. I giochi in denaro non portano solo degli introiti finanziari – dei quali beneficiano principalmente la cultura, i servizi sociali o lo sport - ma anche dei problemi* ».

Malgrado queste dichiarazioni di intenti il nuovo progetto di legge non prevede risorse finanziarie per affrontare il problema del gioco eccessivo: la Confederazione incassa quasi mezzo miliardo di franchi grazie alla tassazione dei casinò, ma non prevede di versare una parte di queste risorse ai Cantoni, ai fini della prevenzione e della consulenza alle persone che sono dipendenti dal gioco. Una perizia giuridica indipendente ha tuttavia mostrato che le ragioni evocate (la cessione ai Cantoni di parte delle tassazioni sui casinò non sarebbe conforme alla Costituzione) non sussistono. Il governo ha un atteggiamento paradossale rispetto ai giochi in denaro che da una parte portano molti introiti, ma dall'altra producono importanti danni.

La nuova legislazione presenta comunque anche dei reali miglioramenti, grazie ad una migliore integrazione dei differenti ambiti in una sola legge. L'istituzione di una commissione sulla prevenzione del gioco eccessivo permetterà inoltre di ottimizzare le pratiche in materia. Con l'apertura del mercato ai giochi su internet, sarà importante mantenere un equilibrio tra solidarietà ed entrate fiscali, in particolare per la protezione della gioventù.

Engadin St. Moritz, Via San Gian 30, CH-7500 St. Moritz
Bundesamt für Justiz
Direktionsbereich öffentliches Recht
Bundesrain 20
3003 Bern

St. Moritz, 23. Juli 2014

**Vernehmlassung zum Geldspielgesetz:
Stellungnahme der Tourismusorganisation Engadin St. Moritz**

Sehr geehrte Damen und Herren

Der Bundesrat hat am 30. April 2014 das Vernehmlassungsverfahren zum Entwurf des Bundesgesetzes über Geldspiele eröffnet. Mit dem Geldspielgesetz werden das geltende Spielbankengesetz und das geltende Lotteriegesetz in einem Gesetz zusammen geführt. Die Tourismusorganisation Engadin St. Moritz reicht hiermit ihre Stellungnahme im Rahmen der Vernehmlassung ein.

Für die Tourismusbranche generell und somit auch für die Tourismusdestination Engadin St. Moritz stellen die Casinos einen Teil des touristischen Angebotes dar. Zusammen mit der Casinobranche und der Casino St. Moritz AG **lehnen wir deshalb den vorliegenden Gesetzesentwurf ab**.

Wir fordern insbesondere eine Reduktion der Spielbankenabgabe um 50% für Casinos in ausgeprägten Tourismusgebieten. Die heutige Reduktion der Spielbankenabgabe um 33% erlaubt keinen wirtschaftlichen Betrieb der Casinos in Gebieten, die von saisonalem Tourismus wirtschaftlich abhängig sind. Der Verlust dieser Casinos würde das touristische Angebot reduzieren, zudem würden die Beiträge an den Standortkanton und an die AHV entfallen.

Wir unterstützen auch die weiteren Forderungen der Casinobranche: eine positive und wettbewerbsfähige Definition der Spielbankenspiele; eine rasche Einführung von Innovationen ermöglichen; die Lotterie-Automaten auf den heutigen Stand beschränken; keine Geldspieltturniere ausserhalb von Spielbanken gestatten; das illegale Spiel im Internet rasch und wirksam verhindern; auf eine Präventionskommission verzichten.

Wir danken Ihnen für die Kenntnisnahme.

Freundliche Grüsse
Tourismusorganisation Engadin St. Moritz

Hugo Wetzel
Präsident des Vorstands

Ariane Ehrat
CEO

Engadin St. Moritz, Via San Gian 30, CH-7500 St. Moritz, T +41 81 830 08 08, F +41 81 830 08 18, ariane.ehrat@estm.ch, www.engadin.stmoritz.ch



SWISS
olympic
TRAINING
BASE



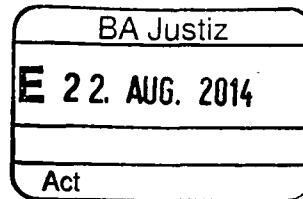
ENGADIN
St. Moritz



Gianni Infantino
General Secretary

A l'avance par e-mail

Office fédéral de la justice
Département fédéral de justice et police
3003 Berne
Suisse



Votre référence	Votre communication du	Notre référence	Date
		GS/zyl	20 août 2014

Madame, Monsieur

L'Union des Associations Européennes de Football (ci-après « UEFA ») souhaite prendre position sur la consultation relative à l'avant-projet de révision de la loi sur les jeux d'argent (ci-après « l'Avant-projet de Loi ») lancée par l'Office fédéral de la Justice.

1. Introduction

Fondée à Paris en 1954 et établie en Suisse depuis 1959, l'UEFA est l'instance dirigeante du football européen ; elle figure parmi les associations sportives majeures qu'accueille la Confédération. Sa raison d'être est définie à l'Article 2(1) de ses Statuts (édition 2014) qui précise sa mission en ces termes :

« L'UEFA a pour but :

- a) de traiter toutes les questions qui concernent le football européen ;
- b) de promouvoir le football en Europe dans un esprit de paix, de compréhension et de fair-play, sans aucune discrimination fondée sur la politique, le sexe, la religion, la race ou sur toute autre raison ;
- c) de surveiller et contrôler le développement du football en Europe sous toutes ses formes ;
- d) de préparer et d'organiser des compétitions internationales et des tournois internationaux de football sous toutes ses formes au niveau européen, dans le respect de la santé des joueurs ;
- e) d'empêcher que des méthodes ou pratiques ne mettent en danger la régularité des matches ou des compétitions ou ne donnent lieu à des abus dans le football ;
- f) d'assurer que les valeurs sportives priment toujours les intérêts commerciaux ;
- g) de redistribuer les revenus provenant du football conformément au principe de solidarité et de soutenir le réinvestissement en faveur de tous les niveaux et secteurs du football, en particulier du football de base ;
- h) de promouvoir l'unité parmi ses associations membres dans les questions touchant au football européen et mondial ;

- i) de sauvegarder les intérêts collectifs de ses associations membres ;
- j) d'assurer que les intérêts des différentes parties prenantes du football européen (ligues, clubs, joueurs, supporters) soient pris en compte de manière appropriée ;
- k) d'agir en tant que voix représentative de la famille du football européen prise dans son ensemble ;
- l) de maintenir de bonnes relations et de coopérer avec la FIFA et les autres confédérations reconnues par la FIFA ;
- m) de veiller à ce que ses représentants au sein de la FIFA agissent de manière loyale et dans un esprit de solidarité européenne ;
- n) de concilier les intérêts de ses associations membres, d'arbitrer les différends qui surgissent entre elles et de les assister dans des affaires particulières lorsqu'elles lui en font la demande ».

Les principes d'éthique, de transparence, de solidarité et de justice sociale sont au cœur de l'exercice des activités de l'UEFA.

2. Lutte contre les manipulations de résultats en lien avec des paris sportifs : une priorité absolue pour l'UEFA

La libéralisation du marché des jeux d'argent, notamment des paris sportifs, accroît le risque de pratiques illégales, telles que le trucage des matches, en même temps qu'elle menace le financement du sport. Des mécanismes régulateurs adaptés doivent être conçus afin de répondre aux enjeux de cette ouverture et garantir l'intégrité des compétitions sportives, dans le respect du droit de propriété de leurs organisateurs.

Face à ce phénomène, l'UEFA n'est pas restée immobile et a au contraire redoublé d'efforts (mise en place de campagnes de prévention et d'information ; création d'un réseau européen de '*Integrity officers*' à travers les 54 associations nationales membres de l'UEFA ; surveillance continue des mises placées sur plus de 30 000 matches chaque année par le biais d'un système de détection des fraudes aux paris ; sanctions disciplinaires dissuasives et proportionnées confirmées par le Tribunal Arbitral du Sport etc.).

Cependant, compte tenu des moyens structurels et légaux limités dont l'UEFA dispose, ces mesures ne suffisent pas. La nécessité de lutter contre les comportements criminels qui s'expriment à travers le trucage de matches fait pénétrer cette problématique dans la sphère de « l'ordre public », justifiant ainsi l'intervention des pouvoirs publics en faveur d'une action législative ferme et adaptée.

La plupart des orientations figurant dans l'Avant-projet de Loi sont à cet égard les bienvenues.

3. Créer un délit pénal de fraude sportive : une initiative bienvenue

L'UEFA se réjouit tout d'abord du libellé de la Section 3 intitulée « *Mesures contre la manipulation des compétitions* » et plus particulièrement encore de ses dispositions ayant pour objet de faire tomber les manipulations de résultats sous le coup d'une incrimination pénale spécifique de « *fraude sportive* ».

Ainsi que l'avait mis en lumière le *Rapport du Conseil fédéral du 7 novembre 2012 sur la lutte contre la corruption et les matches truqués dans le sport*, le droit pénal suisse ne suffit pas toujours, dans sa rédaction actuelle, à appréhender de façon adéquate les comportements à l'origine d'un match truqué. La pertinence des concepts classiques de corruption, d'escroquerie, de blanchiment d'argent et d'autres comportements criminels peut s'avérer, en la matière limitée, ceux-ci ne couvrant que de manière partielle – et donc lacunaire – les agissements ayant pour finalité la manipulation des résultats d'une compétition sportive ou de l'une de ses phases de jeu. La charge de la preuve peut de surcroît être particulièrement délicate à apporter.

Outre son caractère éminemment dissuasif, l'incrimination de la « fraude sportive » permet de faciliter la mise en œuvre de moyens d'investigation approfondis de la part des autorités publiques. Or, sans de tels moyens, la plupart des affaires de matches truqués ne peuvent pas faire l'objet de vérifications suffisantes pour la caractérisation d'une infraction, ou au contraire pour écarter les soupçons.

Afin, précisément, de remédier à ces lacunes, certains Etats européens – parmi lesquels l'Espagne, la France, l'Italie, la Pologne et la Turquie – ont développé une politique volontariste pour traiter de ces questions en instaurant un délit pénal spécifique. L'initiative de la Confédération s'inscrit donc dans une dynamique législative qui tend à se généraliser à l'ensemble du continent européen et que le Conseil de l'Europe appelle de ses propres voeux depuis une résolution du 22 septembre 2010 disposant que « *les mesures juridiques de lutte contre la manipulation des résultats sportifs peuvent être couvertes en s'insérant dans l'arsenal législatif existant, par exemple, dans le code pénal* ».

4. Etablir des voies de communication structurées entre autorités cantonales et fédérations sportives : un dispositif utile et adapté aux exigences de la lutte contre les matches truqués

L'Avant-projet de Loi formalise d'autre part un mécanisme de coopération structurée entre autorités publiques, d'une part, et fédérations sportives, d'autre part. L'UEFA souhaite là aussi s'exprimer au soutien de cette mesure.

On le sait, les enquêtes dans les affaires de fraude sportive exigent une bonne connaissance des singularités du secteur sportif.

De leur côté, les poursuites engagées au niveau disciplinaire par les fédérations concernées gagneraient à pouvoir s'appuyer sur des éléments d'instruction pénale, dans les limites des obligations de confidentialité et de secret de l'instruction. En effet, les sanctions disciplinaires prises par les instances sportives dans de telles affaires sont en général rendues possible par l'obtention d'informations révélées à la suite d'enquêtes pénales.

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a d'ailleurs fait sienne cette idée dans sa Résolution sur la nécessité de combattre le trucage de matchs (2012), aux termes de laquelle elle a appelé les gouvernements nationaux à « *développer, en collaboration avec les institutions sportives, des règles et des mécanismes adaptés pour s'assurer que les sanctions disciplinaires prises par les commissions des*

fédérations ainsi que les sanctions pénales pour corruption sont suffisamment dissuasives et effectivement appliquées ».

Un consensus semble donc exister aujourd’hui en ce qui concerne la mise à disposition de moyens appropriés pour les échanges d’informations entre le disciplinaire sportif et les autorités publiques chargées des enquêtes et des poursuites. Le mécanisme institué aux Articles 62 et 63 de l’Avant-projet de Loi est donc le bienvenu.

Naturellement, les mesures de prévention et de répression du trucage de matches doivent trouver un prolongement dans le dialogue avec la communauté internationale. La Convention du Conseil de l’Europe sur les manipulations de résultats, dont la ratification est programmée le 18 septembre prochain à Macolin, est, en ce sens, une avancée significative.

5. Reconnaître le droit de propriété des organisateurs de compétitions sportives sur les évènements faisant l’objet de paris : une impérieuse nécessité pourtant éludée par l’Avant-projet de Loi

L’Avant-projet de Loi occulte de façon tout à fait regrettable la reconnaissance du droit de propriété des organisateurs de compétitions sur leurs évènements, lequel constitue pourtant un pilier fondamental d’une stratégie de prévention responsable, proportionnée et pleine de bon sens destinée à faire disparaître les matches truqués. Ses vertus sont en effet nombreuses, et ce à plusieurs égards.

Appliqué au domaine des paris, ce droit de propriété implique tout d’abord que les exploitants autorisés ne puissent offrir de paris sur une compétition que moyennant la conclusion préalable d’un accord écrit avec son organisateur ; les acteurs concernés peuvent ainsi convenir ensemble des mécanismes de transparence, de surveillance et de contrôle qui s’imposent en la matière. Par sa seule présence dans la loi, il responsabilise donc organisateurs de compétitions et exploitants de paris sportifs tout à la fois et contribue de ce fait à mieux protéger l’intégrité des compétitions.

En s’affranchissant du droit de propriété des organisateurs de compétitions, l’Avant-projet de Loi menace d’autre part le financement durable du sport.

Seule la reconnaissance de ce droit permettrait auxdits organisateurs de percevoir une compensation financière de la part des opérateurs de paris sportifs qui exploitent commercialement leurs compétitions ; l’objet du pari étant le résultat d’un investissement intellectuel, financier et humain, son organisateur a naturellement besoin d’en retirer une certaine rémunération pour poursuivre son activité.

Si les chaînes de télévision, lorsqu’elles acquièrent les droits de retransmission des évènements sportifs, et les sponsors, afin d’être associés à ces événements, s’acquittent préalablement d’une telle compensation, les exploitants de paris sont à ce jour les seuls opérateurs commerciaux à échapper à cet ordre des choses pourtant bien établi et indispensable à la viabilité du modèle sportif européen.

Protéger les compétitions sportives contre toute utilisation commerciale non autorisée habiliterait en outre leurs organisateurs à déterminer les faits de jeu susceptibles de faire l'objet de paris et réduirait en conséquence les risques de fraude et de matches truqués ; les législations récemment entrées en vigueur en France ainsi qu'en Australie pourraient, en la matière, servir d'exemples¹.

Il convient enfin de souligner que la contrepartie financière perçue par l'UEFA dans ce cadre serait exclusivement affectée aux mesures destinées à lutter contre les manipulations de résultats (cf. ci-dessus le point 2), d'une part, et ventilée au profit du football amateur, d'autre part.

Bref, l'exploitation de droits de propriété par les organisateurs de compétitions constitue un mécanisme de contribution pertinent des exploitants de jeux d'argent au financement du sport et à la lutte contre les matches truqués. Et tant que ce droit fera défaut, le sport restera à la merci des manipulations de résultats.

6. Conclusion

Aujourd'hui plus que jamais, il est nécessaire qu'organisations sportives et autorités publiques conjuguent leurs efforts pour opposer une politique de « tolérance zéro » aux atteintes à l'intégrité des compétitions sportives et de prendre toutes les mesures nécessaires afin de protéger le financement durable du sport. La Confédération, qui accueille un grand nombre de fédérations sportives majeures, a toujours été en première ligne pour tenir compte de ces préoccupations ; elle doit aujourd'hui demeurer exemplaire. La pérennité du sport national, européen et international est à ce prix.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes meilleures salutations

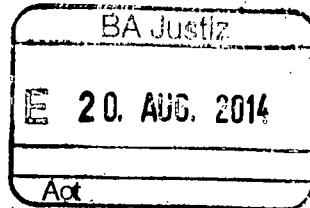
UEFA

Gianni Infantino
Secrétaire Général

¹ En France, l'article L.333-1 du Code du sport dispose que « les fédérations sportives, ainsi que les organisateurs de manifestations sportives (...) sont propriétaires du droit d'exploitation des manifestations ou compétitions sportives qu'ils organisent ». L'article L.333-1-1 précise pour sa part que "[c]e droit d'exploitation (...) inclut le droit de consentir à l'organisation de paris sur les manifestations ou compétitions sportives".

Zentrale Dienste
Überlandstrasse 12
Postfach 265
CH-3900 Brig

+41 27 922 70 50
admin@fernuni.ch
www.fernuni.ch



**Bundesamt für Justiz
Direktionsbereich Öffentliches Recht
Fachbereich Rechtsetzungsprojekte und -
methodik
Bundesrain 20**

3003 Bern

Brig, 19. August 2014

Sehr geehrte Damen und Herren

Unsere Stiftung Universitäre Fernstudien Schweiz (FS-CH) hat den Entwurf des neuen Bundesgesetzes über Geldspiele, das zurzeit in der Vernehmlassung ist, geprüft.

Als Nutzniesser der Zuwendungen der Loterie Romande sind wir am Fortbestand dieser Institution besonders interessiert, ebenso wie an demjenigen von Swisslos.

In diesem Zusammenhang möchten wir auf Folgendes speziell hinweisen:

- Die Lotteriegesellschaften verteilen jedes Jahr über CHF 570 Millionen an rund 15'000 gemeinnützige Projekte in den Bereichen Soziales, Kultur, Sport und Umwelt. Diese Unterstützung ist für viele Institutionen und Vereine, die sich für die Gemeinschaft einsetzen, unentbehrlich.
- Der neue Gesetzesrahmen muss es den Lotteriegesellschaften ermöglichen, im Interesse von tausenden von gemeinnützigen Projekten, die alljährlich dank der Reinerträge unterstützt werden, moderne, attraktive und verantwortungsvolle Lotteriespiele und Sportwetten zu entwickeln und anzubieten. Unverhältnismässige Massnahmen im Bereich der Spielsuchtprävention würden der gemeinnützigen Mission der Lotteriegesellschaften schaden, ohne die Suchtprobleme tatsächlich zu lösen.
- Artikel 106 der Bundesverfassung legt die Grundlage fest, wonach die Reinerträge aus den Spielen vollumfänglich für gemeinnützige Zwecke verwendet werden müssen. Dieses Grundprinzip muss bestehen bleiben, weshalb illegale Angebote zwingend zu bekämpfen und kommerzielle Lotterien, die zurzeit von gewissen Medien betrieben werden, zu verbieten sind.
- Um die Transparenz bei der Zuwendung der für das Gemeinwohl bestimmten Mittel sicherzustellen, braucht es massgebende Regeln. Die Unabhängigkeit der Verteilorgane von Reingewinnen aus den Lotterien und Sportwetten gegenüber den politischen Aufsichtsorganen muss gewährleistet sein.

Wir danken Ihnen für die wohlwollende Berücksichtigung unserer Meinung im Hinblick auf den definitiven Gesetzentwurf.

Mit freundlichen Grüßen

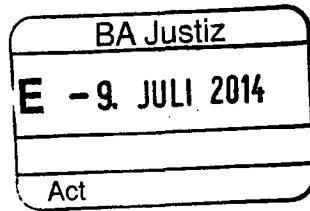
Universitäre Fernstudien Schweiz

Wilhelm Schnyder
Präsident

Prof. Dr. Marc Bors
Rektor

Valora Schweiz AG
Abteilung
Hofackerstrasse 40
4132 Muttenz
Schweiz

Fon +41 61 467 20 20
Fax +41 61 467 29 70
info@valora.com
www.valora.com



Bundesamt für Justiz
Direktionsbereich Öffentliches Recht Fachbereich Rechtsetzungsprojekte
und -methodik
Bundestrain 20
3003 Bern

Basel, 7. Juli 2014

Bundesgesetz über Geldspiele: Stellungnahme von Valora Retail

Sehr geehrte Frau Bundesrätin,
sehr geehrte Damen und Herren

Gerne ergreifen wir die Möglichkeit, im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens zum Entwurf des neuen Bundesgesetzes über Geldspiele Stellung zu nehmen. Wir fokussieren unsere Stellungnahme auf jene Punkte des Gesetzesentwurfs, die einen direkten oder indirekten Einfluss auf unsere Geschäftsaktivitäten haben.

Verbesserung der Wettbewerbsfähigkeit der Lotterien und Sportwetten

Für Valora Retail stellen die Produkte der Lotteriegesellschaften einen wichtigen Teil des Verkaufsortiments dar. Wir sind entsprechend stark interessiert daran, dass das neue Geldspielgesetz die Wettbewerbsfähigkeit der Lotteriegesellschaften und insbesondere die Attraktivität ihrer Angebote verbessert. Eine solche Verbesserung erscheint uns unabdingbar, da die Lotterie- und Sportwettenumsätze seit einigen Jahren stagnieren bzw. sogar zurückgegangen sind, während der Geldspielmarkt insgesamt gewachsen sein dürfte.

Spieldefinitionen und Spielabgrenzungen ermöglichen Anpassung der Lotterien und Sportwetten an die sich wandelnden Kundenbedürfnisse

Wir begrüssen die im Gesetzesentwurf vorgesehenen Definitionen der Lotterien und der Sportwetten. Sie ermöglichen einerseits die Anpassung dieser Spiele an die sich laufend verändernden Kundenbedürfnisse und die technologischen Entwicklungen sowie andererseits eine klare Abgrenzung zwischen Lotterien und Spielbankenspielen.

Schutz vor exzessivem Geldspiel

Die Bekämpfung des exzessiven Geldspiels ist zweifellos wichtig, muss aber verhältnismässig sein und ein marktfähiges legales Geldspielangebot ermöglichen. Die im Gesetzesentwurf vorgesehenen Massnahmen stellen einen wirkungsvollen Schutz sicher und tragen den unterschiedlich hohen Gefahrenpotenzialen Rechnung, die aus den verschiedenen Spieltypen, Angebotsarten und Vertriebsformen resultieren. Diese flexible und risikoabhängige Regelung ermöglicht es auch, zukünftige technische und gesellschaftliche Entwicklungen zu berücksichtigen. Sie trägt insbesondere auch Praktikabilitätsbeschränkungen beim Verkauf von Lotterien und Sportwetten über den Detailhandel Rechnung. Wir begrüssen insbesondere die entsprechenden Ausführungen im Erläuternden Bericht und gehen davon aus, dass diese von den

Aufsichtsbehörden und in allfälligen Verordnungstexten ohne Abweichungen umgesetzt werden. Die legalen Spielangebote, die entsprechende Marketingkommunikation und der Vertrieb dieser Angebote müssen für die Spielenden attraktiv bleiben, um zu verhindern, dass sich die Spieler weiterhin vermehrt den illegalen und den ausländischen Angeboten zuwenden. Der Gesetzesentwurf umfasst in den Bereichen Angebotsgestaltung, Werbung und Vertrieb erhebliche Einschränkungen, die aus unserer Sicht noch knapp gangbar sind; weitergehende Restriktionen lehnen wir entschieden ab.

Zweckmässige Massnahmen gegen das illegale Geldspielangebot

Der Gesetzesentwurf stellt an die Spielbanken und die Lotteriegesellschaften erhebliche Anforderungen, z.B. zur Bekämpfung von Spielsucht und von Geldwäsche oder zur Sicherstellung eines sicheren, transparenten Spielbetriebs. Die mit hohen Anforderungen an einen sicheren Spielbetrieb verbundenen Ziele lassen sich jedoch nicht erreichen, wenn gleichzeitig ein leicht zugängliches, illegales Geldspielangebot besteht, das keinen Auflagen unterliegt und mithin attraktiver ist. Nicht bewilligte Geldspielangebote im Internet wie auch in (Hinterzimmern von) Bars, Clubs oder Take-Aways sind in der Schweiz vor allem im Sportwetten- und im Spielbankensektor sehr präsent.

Die Einführung einer gesetzlichen Grundlage, die eine Sperrung des Zugangs zu in der Schweiz nicht bewilligten Online-Geldspielen aus dem Ausland ermöglicht, wird von uns begrüßt. Damit kann das illegale Online-Internetangebot eingedämmt werden. Weiter enthält der Gesetzesentwurf richtigerweise neue Strafbestimmungen, die eine verbesserte, vor allem auch den technologischen und organisatorischen Entwicklungen des illegalen Geldspiels Rechnung tragende Verfolgung und Sanktionierung dieses unerwünschten Angebots ermöglichen.

Besteuerung der Spielergewinne

Valora Retail unterstützt alle Massnahmen, die es den Lotteriegesellschaften ermöglichen, an den Verkaufsstellen konkurrenzfähige Produkte auf den Markt zu bringen. Dazu sind wettbewerbsneutrale gesetzliche Bestimmungen für die verschiedenen Geldspielanbieter notwendig. Die steuerliche Ungleichbehandlung von Gewinnen aus Lotterien und Sportwetten gegenüber Gewinnen in Spielbanken und bei ausländischen Anbietern ist rechtlich höchst problematisch. Zudem führt sie zu einer massiven Abwanderung zu nicht besteuerten Angeboten im benachbarten Ausland, im Internet sowie zu illegalen Sportwetten in Hinterzimmern. Wir befürworten deshalb eine einheitliche Steuerbefreiung der Gewinne aus allen Geldspielen.

Zweckmässige Abgrenzung zwischen Geld- und Gewinnspielen

Gewinnspiele sollen vornehmlich zur Verkaufsförderung und nicht gewerblich zwecks Erwirtschaftung von Einnahmen durch Spieleinsätze durchgeführt werden dürfen. Bei gewerblichen Gewinnspielen fehlt jegliche Kontrolle in Bezug auf Sozialverträglichkeit (wenn z. B. bis zu 500 Mal pro Monat mit CHF 1.50 pro SMS teilgenommen werden kann) und korrekte Abwicklung. Wir unterstützen somit die Regelungen, dass künftig nur mehr Gewinnspiele und Wettbewerbe zur Verkaufsförderung zugelassen sein werden, an denen gratis teilgenommen werden kann, und dass die Anforderungen an die Gratisteilnahme genau umschrieben werden.

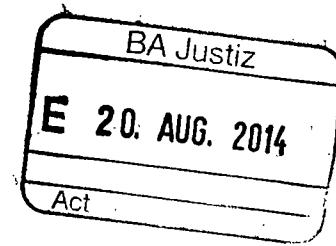
Seite 3

Wir danken Ihnen, sehr geehrte Frau Bundesrätin, sehr geehrte Damen und Herren, für die Kenntnisnahme unserer Eingabe und die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Freundliche Grüsse


Andreas Berger

CEO Valora Retail



Bundesamt für Justiz
Direktionsbereich öffentliches Recht
Fachbereich Rechtsetzungsprojekte und -methodik
Bundestrain 20
3003 Bern

Regensdorf, 15. August 2014

Vernehmlassungsantwort zum Entwurf des Bundesgesetzes über Geldspiele

Sehr geehrte Damen und Herren

Der Bundesrat hat das Eidg. Justiz- und Polizeidepartement beauftragt, bei den interessierten Kreisen zum Entwurf des Bundesgesetzes über Geldspiele ein Vernehmlassungsverfahren durchzuführen.

Unser Hauptanliegen ist, dass mit dem neuen Geldspielgesetz folgende Bedingungen geschaffen werden:

- Die Möglichkeit kostendeckend einen Pokerclub zu betreiben, welcher Pokerspiele mit kleinen Einsätzen anbietet
- Da sich die Vorgabe der ESBK während fast 3 Jahren bewährt haben, sollen im Grundsatz dieselben Bedingungen hergestellt werden, welche die Fachbehörde ESBK mit Wirkung bis zum Bundesgerichtsentscheid vom 20. Mai 2010 umgesetzt hatte
- Diese Bedingungen können durch einen koordinierten Spielerschutz und der Definition eines maximalen Durchschnittseinsatz optimiert werden
- Der mündige Bürger soll selber entscheiden können, ob er zum Pokerspiel mit kleinem Einsatz in eine Casino gehen will oder nicht

Als Verband der Poker- und Geschicklichkeitsanbieter (VPGU) nehmen wir zum Gesetzesentwurf nachfolgend Stellung.

Für allfällige Fragen steht Ihnen der Unterzeichnende jederzeit zur Verfügung.

Mit freundlichen Grüßen

Marc Horisberger



Würdigung des Gesetzesentwurfes

Der vorliegende Gesetzesentwurf wurde unter anderem durch die Vertreter der Glücksspiel-Monopolanbieter und deren Nutzniesser ausgearbeitet. Vertreter der Geschicklichkeitsspiel-Anbieter waren nicht in der Arbeitsgruppe vertreten. Ebenso wurden weder Glücks-, noch Pokerspieler in den Gestehungsprozess miteinbezogen.

Es wurde das Ziel verfolgt, zwei nicht harmonisierte Gesetze in einem neuen Gesetzesentwurf zusammen zu fassen. Frau Bundesrätin Sommaruga erwähnte in Ihrem Statement vom 30. April 2014, dass alle wesentlichen Akteure zusammen einen Kompromiss gesucht haben, welcher diese Interessen, das heisst die Interessen der wesentlichen Akteure, unter einen Hut bringt.

Die Interessen der unwesentlichen Akteure, aber auch die Interessen der Direktbetroffenen, nämlich die des mündigen Bürgers, welcher in der einen oder anderen Form am Geldspiel teilnimmt, fanden unter diesem Hut leider keinen Platz.

Ein Gesetzesentwurf mit dem Ziel den Bürger zu schützen, darf nicht ein Kompromiss der wesentlichen Akteure sein, sondern soll in erster Linie die Interessen der Schwächeren schützen, in diesem Fall die der Spieler.

Wie Frau Bundesrätin Sommaruga in ihrem Statement richtig ausführte, handelt es sich bei den Inhabern der verschiedenen Glücksspielmonopolen um die wesentlichen Anbieter von legalen Geldspielen. Es gibt jedoch auch noch die unwesentlichen Anbieter von Geldspielen mit einem Gesamtumsatz welcher sich, verglichen mit den wesentlichen Akteuren, im Promillebereich bewegt.

Dazu zählen die Wirte, welche Jassturniere veranstalten; die Vereine, wenn sie an ihrem Vereinsabend Lose verkaufen; die Veranstalter von Pokerspielen, sowie die Hersteller und Aufsteller von Geschicklichkeitsspielautomaten. Die Bezeichnung unwesentliche Akteure ist korrekt, jedoch darf es nicht sein, dass diese Interessen unberücksichtigt bleiben.

Die Interessen der Kantone zusammen mit ihren Glücksspielanbietern (Swisslos, Loterie Romande, Sport Toto) und der durch die Kantone gewählten Aufsichtsbehörde Comlot, waren mit 7 von 17 Mitgliedern in der Studienkommission sehr gut vertreten. Dies widerspiegelt sich im aktuellen Gesetzesentwurf dementsprechend.

Der Gesetzesentwurf sollte offen gestaltet werden, damit der Bundesrat auf zukünftige Veränderungen mittels Anpassung der Verordnung reagieren kann. Die Definition der Lotteriespiele ist sehr offen gestaltet worden, während die Definition der Casinospiele sich quasi auf die Restmenge der nicht von den Kantonen beanspruchten Spiele beschränkt. Da die Interessen der Pokerspieleanbieter nur marginal berücksichtigt wurden, ist der Gesetzesentwurf für diese Spiele so eng ausgefallen, dass keine Verordnung die Durchführung von solchen Turnieren ermöglichen kann.

Durch den Wegfall der zwingenden Planmässigkeit einer Lotterie, können mit der vorgeschlagenen Formulierung praktisch alle Spiele als Lotterieprodukte angeboten werden. Auch die umsatzstarken Tactilo-Automaten könnten in der ganzen Schweiz betrieben werden.

Dem Volk wurde anlässlich der Volksabstimmung zur Aufhebung des Spielbankenverbotes versichert, dass, die damals in den Gaststätten tausendfach verbreiteten Glücksspielautomaten, in Zukunft nur noch in den konzessionierten Spielbanken betrieben



werden dürfen. Den Spielbanken-Konzessionsbewerbern wurde diese Monopolstellung, anlässlich der Ausschreibung der Lizenzen, zugesichert.

Vor Jahren ist es der Loterie Romande gelungen, aufgrund der zwei nicht harmonisierten Geldspielgesetze (Spielbankengesetz, Lotteriegesetz), Glücksspielautomaten des Typ Tactilo in öffentlichen Lokalen, das heisst ausserhalb des Spielbankenmonopols, aufzustellen. Die Ausnützung einer durch den technischen Fortschritt entstandenen Gesetzeslücke durch kantonale Anbieter von Lotterien war und ist einzigartig.

Die Loterie Romande argumentierte, dass es sich bei den Tactilos um elektronische Losverkaufsmaschinen handle und diese daher nicht dem Spielbankengesetz unterstehen. Diese Argumentation mag formaljuristisch zwar korrekt sein, missachtet aber den Volkswillen ganz klar. Für den Spieler, welcher vor einem der 700 Tactilos in der Westschweiz steht, ist keine Unterscheidung zu den in den konzessionierten Spielbanken betriebenen Glücksspielautomaten feststellbar. Der Ausgang des Spiels hängt rein vom Zufall ab. Dementsprechend erstaunt es auch nicht, dass die durchschnittlichen Einnahmen pro Automat über 130'000 Franken pro Jahr betragen und durchaus mit den Einnahmen eines Glücksspielautomaten in einer Spielbank vergleichbar sind. Auch bezüglich der Auszahlquote wird von der im Lotteriebereich üblichen Auszahlquote von 50% abgewichen. Es werden, wie bei Glücksspielautomaten üblich, zum Teil über 90% des Einsatzes ausbezahlt. Es ist nicht nachvollziehbar, weshalb mit der Vereinheitlichung der Geldspielgesetzgebung solche Lücken nicht geschlossen werden sollen. Glücksspielautomaten sollen nach dem Willen des Volkes nur in konzessionierten Spielbanken betrieben werden, um nicht die Bevölkerung an jeder Ecke mit Glücksspielautomaten zu konfrontieren. Die Gefahren des Glücksspiels können und dürfen nicht mit dem Ertrag für gemeinnützige Zwecke wegargumentiert werden; auch nicht von einem staatlichen Anbieter.

In Bezug auf das Veranstalten von Pokerturnieren, bedeutet der aktuelle Entwurf, dass die Durchführung von Pokerspielen unmöglich wird. Ich werde nachfolgend im Detail auf Punkte im Zusammenhang mit dem Pokerspiel eingehen.

Rückblick Pokerspiele

Der Gesetzgeber hat die Fachbehörde auf Bundesebene in Bezug auf das Geldspiel, die Eidgenössische Spielbankenkommission, beim Erlass der heute geltenden Gesetzgebung, bewusst mit weitreichenden Kompetenzen ausgestattet. Artikel 3 des Spielbankengesetzes (SBG) in Verbindung mit Artikel 61 der Spielbankenverordnung (VSBG) ermächtigt und beauftragt die ESBK mit der Abgrenzung zwischen Glücks- und Geschicklichkeitsspielen.

Wie die ESBK am 13. Dezember 2007 der Öffentlichkeit mitgeteilt hat, betrachtete resp. qualifizierte die ESBK gewisse Formen von Pokerspielen, als Geschicklichkeitsspiele, welche auch ausserhalb von Spielbanken legal durchgeführt werden dürfen.

In der Folge wurden von mehreren Dutzend Pokerturnierveranstaltern in der ganzen Schweiz regelmässig, teilweise sogar mehrmals täglich, Pokerturniere angeboten. Die Einsätze pro Spieler haben typischerweise zwischen 20 und 150 Franken betragen. Der maximale Einsatz wurde durch die ESBK auf CHF 500 festgelegt. Weder die Teilnehmerzahl, noch die Anzahl der angebotenen Turniere wurde beschränkt.



Während 2 ½ Jahren (2008 – 2010) wurden mit diesen geltenden Rahmenbedingungen mehrere Tausend Turniere in der ganzen Schweiz durchgeführt. Meist dienten Gastronomie- oder Unterhaltungsbetriebe wie Billardcenter etc. als Veranstaltungsort.

Trotz der grossen Anzahl von Turnieren ist kein einziger Fall bekannt, wo die Durchführung von Pokerturnieren ausserhalb von Spielbanken zu Problemen geführt hat. Warum?

Das Pokerspiel unterscheidet sich von den in den konzessionierten Casinos angeboten Spielen im Wesentlichen dadurch, dass die Spieler gegeneinander und nicht gegen die Bank spielen. Es wird ein Gebühr für das Spiel entrichtet, aber es existiert kein Bankvorteil. Das heisst, 100% der Einsätze werden nach dem Spiel den Spielern ausbezahlt.

Der Ablauf und die Spielregeln sind sehr detailliert reglementiert und werden bereits heute im gesamten deutschsprachigen Raum einheitlich umgesetzt. Durch die transparente öffentliche Durchführung und der Tatsache, dass alle Pokerspieler die umfangreichen Regeln kennen, wird der korrekte Ablauf durch alle anwesenden Spieler beaufsichtigt. Einen zuverlässigeren Schutz vor dem Falschspiel gibt es fast nicht.

Die Casinoindustrie jedoch fürchtete um ihre Spieler, weshalb gegen sämtliche Verfügungen der ESBK das Rechtsmittel ergriffen wurde. Sämtliche Instanzen erkannten die Kompetenz der Fachbehörde ESBK an und bestätigten die Qualifikation der ESBK, wonach gewissen Formen von Turnieren als Geschicklichkeitsspiele zu qualifizieren sind und deshalb auch ausserhalb von Spielbanken legal gespielt werden dürfen.

Erst vor der letzten Instanz, wurde die Datenbasis der Qualifikationsverfügungen als unsicher bezeichnet, weshalb die ESBK in der Folge sämtliche Qualifikationen widerrufen hat.

Das Urteil des Bundesgerichtes wurde in casinonahen Kreisen bereits herumgereicht, noch bevor es den Parteien zugestellt worden ist. Eine Tageszeitung (landbote.ch) berichtete über das Urteil und brüskeierte damit die ESBK. Ich könnte nur mutmassen, weshalb casinonaher Kreise vor allen anderen Parteien bereits im Besitz des schriftlichen Urteils waren, weshalb ich es bleiben lasse.

Die Folgen des Urteils waren verheerend: Es mussten in der Folge des Urteils mehrere 100 Teilzeit-Arbeitsverhältnisse aufgelöst werden, was die Mitarbeiter, ein grosser Teil finanzierte sich mit diesem Teilzeitpensum das Studium, besonders schmerzte. Andererseits wurden die Spieler vor die Wahl gestellt, ins Casino oder die Illegalität auszuweichen. Nur wenige haben den Weg ins nahe Ausland auf sich genommen.

Durch den Wegfall des legalen Pokerspieleangebotes entstanden in den Hinterzimmern private Spielclubs in denen neben Pokerspielen das gesamte Glückspielangebot dem Spieler offeriert wurde. Weiter wurden hunderte von illegalen Glücksspielautomaten in Betrieb genommen, welche identische Spiele, wie in einer konzessionierten Spielbank, in der Auswahl hatten.

Diese Auswirkungen verdeutlichen, dass die Fachbehörde ESBK mit ihrer Vorgehensweise die vorgegebenen Ziele erreicht hat und die Einstufung der Pokerspiele als Geschicklichkeitsspiele korrekt gewesen ist. Auch bezüglich Spielablauf, Einsatzhöhe und Teilnehmerkreis haben sich die Vorgaben der ESBK als sinnvoll und im Sinne des Volkes bestätigt.



Ziel der Kommissionsmotion der RK-N war und ist es, den Folgen des falschen Bundesgerichtsentscheids entgegen zu wirken und den Zustand, welcher vor diesem Entscheid bestanden hatte, optimiert wiederherzustellen.

Optimiert heisst, unter klaren Auflagen. Die Auflagen sollen auch in diesem Bereich primär dazu dienen, den Spieler zu schützen. Denn nur ein attraktives legales Angebot, kann dem illegalen Spiel in den Hinterzimmern entgegenwirken. Die Anforderungen an die Durchführung eines Pokerspiels sollen identisch mit den Anforderungen sein, welche eine konzessionierte Spielbank zu erfüllen hat. Sowohl eine Zutrittskontrolle, eine Kameraüberwachung, aber auch ein Spielerschutzkonzept gehören dazu. Die Beschränkung des maximalen Einsatzes durch die ESBK auf CHF 500 pro Spieler ist angepasst. Spiele mit der maximalen Einsatzhöhe, das hat die 2 ½-Jährige Praxis gezeigt, wurden ohnehin nur vereinzelt angeboten. Um ein ausgewogenes Angebot an Einsatzhöhen anzustreben, ist die durchschnittliche Einsatzhöhe pro Spieler zu beschränken.

Die folgenden, im Gesetz sehr eng formulierten Voraussetzungen, verunmöglichen die Durchführung von Pokerspielen ausserhalb der konzessionierten Spielbanken:

Artikel 35 Abs. 1 lit. a. Anzahl Teilnehmer

Jeder Pokerspieler sucht die Herausforderung sich gegen möglichst viele andere Pokerspieler zu behaupten. Die Einsatzhöhe des einzelnen Spielers steht in keiner Abhängigkeit zum Total Anzahl der Spieler, es gibt keinen Grund, die maximale Anzahl der Teilnehmer zu beschränken.

→ **Antrag: Artikel 35 Abs. 1 lit. a. ist auf die Aussage, dass die Spieler gegeneinander, das heisst ohne einen Bankhalter spielen, zu reduzieren**

Während der 2 ½ Jahren, in denen gewisse Turnierformen von Poker durch die ESBK als Geschicklichkeitsspiele qualifiziert worden ist, waren die minimale Anzahl Teilnehmer durch die ESBK in Abhängigkeit zur Teilnahmegebühr festgelegt. Eine grundsätzliche Begrenzung der maximalen Anzahl Teilnehmer hat nicht existiert. Diese Praxis hat sich ausnahmslos bewährt. Durch die Zusammenarbeit von mehreren Pokeranbietern entstanden Duelle zwischen den Kantonen, deren Vorrunde zeitgleich in mehreren Lokalen durchgeführt wurde und so fast 1000 Teilnehmer an einem einzigen Pokerturnier zu verzeichnen waren. Auch diese Praxis hat sich bewährt.



Artikel 35 Abs. 3 lit. b. das maximale Startgeld

Es ist durchaus sinnvoll, dass der Bundesrat das maximale Startgeld festlegen kann. Damit sichergestellt ist, dass auch Pokerturniere mit einem sehr kleinen Einsatz angeboten werden, sollte zusätzlich noch das durchschnittliche Startgeld durch den Bundesrat definiert werden.

→ **Antrag: Artikel 35 Abs. 3 lit. b. ist mit dem maximalen durchschnittlichen Startgeld zu ergänzen**

Beispiel: Mit der Festlegung eines maximalen durchschnittlichen Startgeldes soll erreicht werden, dass das Angebot bezüglich Höhe des Startgeldes ausgeglichen ist. Das heisst, wenn ein Veranstalter ein Turnier mit einem Startgeld von CHF 200 Franken veranstalten will, ist er gezwungen, zwei Turniere mit mindestens der gleichen Anzahl von Teilnehmern, bei welchen das Startgeld maximal 50 Franken beträgt, zu veranstalten, dass das durchschnittliche Startgeld den Betrag von CHF 100 nicht überschreitet.

Artikel 35 Abs. 3 lit. c. die maximale Summe der Startgelder

Die maximale Summe der Startgelder berechnet sich aus der Anzahl Teilnehmer multipliziert mit dem Startgeld. Es gibt keinen Grund die maximale Summe der Startgelder zu begrenzen.

→ **Antrag: Artikel 35 Abs. 3 lit. c. ist ersatzlos zu streichen**

Artikel 35 Abs. 3 lit.d.

Um eine Infrastruktur kostendeckend betreiben zu können, muss diese auch entsprechend genutzt werden. Neben den Infrastrukturkosten entstehen auch grosse Personalkosten. Mit der Limitierung der maximalen Anzahl der Turniere pro Tag und Veranstalter werden Pokerturniere verunmöglicht. Die im Bericht erwähnte Konkurrenzierung der konzessionierten Spielbanken ist absurd, da die meisten Spielbanken überhaupt keine Pokerturniere durchführen. Des Weiteren sind Pokerturniere für die Spielbanken infolge der hohen Spielbankenabgabe, verbunden mit dem hohen Personalaufwand nur defizitär durchführbar. Den konzessionierten Spielbanken soll es ermöglicht werden, dieselben Pokerspiele wie ausserhalb eines Casinos, mit kleinem Einsatz, anzubieten, wobei der Ertrag dieser kleinen Pokerspiele nicht der Spielbankenabgabe unterliegt. Dies fördert Angebot des Pokerspiels mit kleinem Einsatz. Der Bürger, welcher primär zur Unterhaltung Poker spielt, kann so frei entscheiden, ob er ein Casino besuchen möchte oder nicht.

Die Forderung, dass Pokerspiele einen Eventcharakter haben müssen, sind einem Verbot gleichzusetzen. Zumal bereits heute jede Firma absolut legal zum Event-Pokerspiel mit grossen Geldgewinnen einladen kann, sofern alle Auflagen des ESBK (Bsp: kostenlose Teilnahmemöglichkeit für die Teilnehmer) erfüllt werden.

→ **Antrag: Artikel 35 Abs. 3 lit. d. ist ersatzlos zu streichen**



Artikel 35 Abs. 3 lit. f. Minimale Turnierdauer

Die zu erwartende Turnierdauer kann mittels den Vorgaben an ein Pokerturnier ermittelt, resp. gesteuert werden. Eine Festlegung der Minimalen Turnierdauer würde bedeuten, dass keine Pokerturniere in der Variante Texas Hold'em No Limit angeboten werden können. Rein mathematisch betrachtet, kann jedes Pokerturnier innerhalb von wenigen Minuten beendet sein. Eine absolute Zeitliche Vorgabe kann aus spieltechnischen Gründen nicht erfüllt werden. Der Bundesrat oder die Vollzugsbehörde kann jedoch in eigener Kompetenz nur Turniere zulassen, welche mit grösster Wahrscheinlichkeit mehrere Stunden dauern. Dem Bundesrat ist entsprechend diese Kompetenz bereits übertragen und er kann auf die Punkte zur Definition der zu erwartenden Turnierdauer in der Verordnung Einfluss nehmen.

→ **Antrag: Artikel 35 Abs. 3 lit. f. ist ersatzlos zu streichen**

Die Tatsache, dass mit diesem Gesetzesentwurf versucht wurde, die Interessen der wesentlichen Akteure unter einen Hut zu bringen, bestätigt auch der die Geldspieltturniere betreffenden geforderten Rahmenbedingungen. Es wurde erfolgreich versucht, statt den bewährten Zustand vor dem Bundesgerichtsurteil zu optimieren, die Durchführung von Geldspieltturnieren bereits im Gesetzesentwurf so eng einzuschränken, dass die Durchführung verunmöglicht wird.

Vollzugs- und Aufsichtsbehörden

Der neue Gesetzesentwurf vereint zwei Bundesgesetze. Die letzten Jahre haben gezeigt, dass zwei nicht harmonisierte Gesetze viele Lücken entstehen lassen, welche mit dem neuen Gesetzesentwurf geschlossen werden. Es ist jedoch nicht zweckmässig, wenn sich in der Umsetzung, das heisst im Vollzug dieses neuen Bundesgesetzes, sich mit einem Thema in Zukunft zwei Behörden beschäftigen. Die ESBK hat sich in den letzten Jahren im Bereich der Abgrenzungsverfahren (Qualifikationsverfahren), im Bereich der technischen Prüfung von Spielautomaten und nicht zuletzt auch als Strafverfolgungsbehörde ein Wissen erarbeitet, welches nicht einfach durch eine interkantonale Vollzugsbehörde oder durch die kantonalen Vollzugsbehörden aufgebaut werden kann.

→ **Deshalb schlagen wir folgende zielführende und effiziente Kompetenz-Zuweisungen vor:**

Technische Prüfung von Geldspielautomaten aller Art: **ESBK**

Qualifikationsverfahren Glücks-/Geschicklichkeit: **ESBK**

Genehmigung des technischen Spielablaufes von Pokerspielen: **ESBK**

Spielbewilligung Lotterien + Wetten; elektronisch und manuell: **Comlot**

Spielbewilligung von Geschicklichkeitsspielautomaten: **Comlot**

Erteilen von Veranstalterbewilligung für Grossspielen: **Comlot**

Betriebsbewilligung von Geschicklichkeitsautomaten: **kantonale Behörde**

Veranstaltungsbewilligung von Geldspieltturnieren: **kantonale Behörde**

Mit dieser Kompetenzaufteilung bleibt das aufgebaute Fachwissen der ESBK erhalten und die Prüfung von Geschicklichkeitsspielen kann objektiv und glaubwürdig vollzogen werden.

Bundesamt für Justiz
Dr. Martin Dumermuth
Direktor
Bundesrain 20
3003 Bern

Zürich, 22. August 2014

Vernehmlassung - Entwurf des Bundesgesetzes über Geldspiele

Sehr geehrter Herr Direktor

Der Verband Schweizer Medien hat mit grossem Interesse von der Vorlage zum Bundesgesetz über Geldspiele (E-BGS) Kenntnis genommen und dankt Ihnen für Ihre Einladung, an der Vernehmlassung teilzunehmen. Gerne nehmen wir wie folgt Stellung:

Gemäss dem erläuternden Bericht (S. 1) stimmt die Vorlage mit der heutigen, bewährten Regelung und Vollzugspraxis überein. Die Neuerungen der Vorlage sollen sich im Wesentlichen auf online Spielbankenspiele, Massnahmen zum Schutz der Spieler und die gemeinnützige Verwendung der Erträge aus den Lotterien und Sportwetten beschränken (erläuternder Bericht, S. 2). Dem erläuternden Bericht ist somit nicht zu entnehmen, dass die Vorlage bezeichnen würde, Gewinnspiele und Wettbewerbe mit Gratisteilnahmemöglichkeit umfassender zu regeln als die heutige Gesetzgebung.

Somit ist vorab festzuhalten, dass gemäss heutiger Gesetzgebung sowohl die Lotterie u.a. die Leistung eines Einsatzes oder den Abschluss eines Rechtsgeschäftes (Art. 1 Abs. 2 LG) und das Glücksspiel u.a. die Leistung eines Einsatzes erfordern (Art. 3 Abs. 1 SBG).

Nun hält zwar die Vorlage fest, dass Gewinnspiele und Wettbewerbe mit Gratisteilnahmemöglichkeit nicht in den Anwendungsbereich des E-BGS fallen (Art. 1 Abs. 2 lit. d E-BGS). Diese Ausnahme scheint allerdings an die zusätzliche, *kumulative* Voraussetzung der Verkaufsförderung geknüpft zu sein. *E contrario* unterstünden Gewinnspiele und Wettbewerbe mit Gratisteilnahmemöglichkeit, welche nicht auf Verkaufsförderung ausgerichtet sind, dem E-BGS. Dies bleibt hinsichtlich der Bewilligungspflicht, der Schutzmassnahmen und Besteuerung und Verwendung von Spielerträgen wohl kaum gewollt und würde auch jeder Logik entbehren.

Diese Formulierung weckt deshalb seitens des Verbandes Schweizer Medien Zweifel betreffend den eigentlichen Anwendungsbereich des E-BGS. Abgesehen davon, dass der Begriff „Verkaufsförderung“ unklar ist, würde eine Ausweitung im Vergleich zur heutigen Gesetzgebung zumindest eine explizite Erwähnung im erläuternden Bericht erfordern, zumal sie von erheblicher

Zürich, 22. August 2014

Seite 2

Tragweite wäre und den Medienbereich, insbesondere die elektronischen Medien, stark betreffen könnte. Der Verband Schweizer Medien geht deshalb davon aus, das Erfordernis des Verkaufsförderungszwecks stelle vielmehr eine Umbenennung der alternativen Voraussetzung eines Rechtsgeschäftsabschlusses i. S. v. von Art. 1 Abs. 2 LG dar (vgl. auch E-BGS Art. 1 Abs. 2 lit. d *in fine*). Der Verband Schweizer Medien fordert deshalb die Streichung der irreführenden Voraussetzung eines Verkaufsförderungszwecks in Art. 1 Abs. 2 lit. d E-BGS.

Auslegungsschwierigkeiten könnten auch mit Bezug auf den Begriff „Gewinnspiele und Wettbewerbe“ in Art. 1 Abs. 2 lit. d E-BGS entstehen. Dieser wird in der Vorlage nicht definiert. Inhaltlich verweist der Begriff auf die Umschreibung des Geldspiels in Art. 3 lit. a E-BGS. Um jegliches Missverständnis zu beseitigen könnte somit der Ausdruck „Gewinnspiele und Wettbewerbe“ durch „Geldspiele“ ersetzt werden. Es ist nämlich davon auszugehen, dass Gewinnspiele und Wettbewerbe welche die in Art. 3 lit. a E-BGS aufgeführten Voraussetzungen nicht erfüllen auch nicht unter Art. 1 Abs. 1 E-BGS zu subsumieren sind.

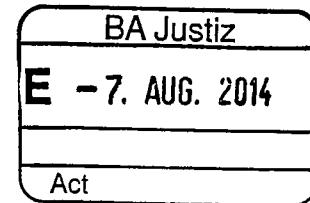
Betreffend Art. 131 ff E-StGB ist noch anzumerken, dass die Aufführungen des erläuternden Berichts (S. 94 ff.) die vorgesehene Erhöhung des Strafrahmens bei Lotterien nicht vollständig widerspiegeln (cf. Urteil des Bundesgerichts 6B_422/2007 vom 22. Januar 2008 E. 5.3).

Wir bitten um Berücksichtigung der vorliegenden Stellungnahme und verbleiben

mit freundlichen Grüßen


Hanspeter Lebrument
Präsident


Verena Vonarburg
Direktorin



Bundesamt für Justiz
Direktionsbereich Öffentliches Recht
Fachbereich Rechtsetzungsprojekte
und -methodik
Bundesrain 20
3003 Bern

cornelia.perler@bj.admin.ch

Zeichen: SCJ/CR

Bern, 6. August 2014

Vernehmlassungsverfahren Bundesgesetz über Geldspiele (Geldspielgesetz, BGS)

Sehr geehrte Damen und Herren

Die FMH Verbindung Schweizer Ärztinnen und Ärzte, bedankt sich für die Einladung zur Vernehmlassung zum Bundesgesetz über Geldspiele (Geldspielgesetz, BGS).

Grundsätzliches

Die biomedizinische Forschung betrachtet heute das exzessive Spiel als eine chronische Abhängigkeitserkrankung, so ist sie auch im internationalen Klassifikationssystem der psychischen Störungen (DSM-V 2013) als Abhängigkeitserkrankung anerkannt – ähnlich wie die Abhängigkeit von Alkohol, Tabak oder Drogen. Demzufolge ist das exzessive Spiel den Regelungen der übergeordneten Rechtsetzung unterworfen, welche die Verpflichtungen des Staates in Bezug auf die öffentliche Gesundheit regelt. In diesem Sinne begrüssen wir die Formulierung des neuen Verfassungsartikels, welcher die Rahmenbedingungen für den Kampf der Schweiz gegen die Abhängigkeit vom Geldspiel gesetzlich verankert. Für die FMH sind einige Ergänzungen in den Ausführungsbestimmungen zwingend.

Exzessives Spiel betrifft in der Schweiz 1% bis 2% der erwachsenen Bevölkerung. Mit jedem einzelnen Spieler leiden 10 Personen seines Umfeldes unter den wirtschaftlichen und emotionalen Konsequenzen dieser Abhängigkeit. Gemäss internationalen Studien stehen 5% der Suizide in Zusammenhang mit exzessivem Spiel.

Untersuchungen aus der Schweiz haben gezeigt, dass Geldspielsucht auch bei Jugendlichen vorkommt und sogar zuzunehmen scheint. Das trifft auch auf minderjährige Jugendliche zu: diese sind besonders gefährdet, Online-Spiele zu nutzen.

Das BGS sieht vor, Online-Geldspiele zu legalisieren. Unbefriedigend an der gegenwärtigen Situation ist die unzureichende Nutzung von Hilfsangeboten durch die betroffenen Spieler/Innen. Der Anteil von Schweizern, die exzessiv spielen und eine Beratung aufsuchen, liegt bei lediglich 2% bis 4%. Dieser Prozentsatz liegt weit unter den 8% bis 10%, die im Ausland beobachtet werden. Hier gibt die Schweiz 1 Franken pro Jahr und Einwohner aus, während andere Staaten für Beratung und Betreuung 3 bis 4 Franken aufwenden.

Die sozialen Kosten der Spielsucht in der Schweiz werden auf 550 bis 650 Millionen Franken pro Jahr geschätzt. Diesen verdeckten Kosten stehen die 929 Millionen Franken, die 2012 aus dem Verteilerschlüssel der Lotterien und der Besteuerung der Spielbanken für gemeinnützige Zwecke eingenommen wurden, gegenüber. 20% bis 30% dieser Einnahmen stammen von exzessiven Spielern und deren Familien.

Das vorliegende Gesetz soll eine wirksame Prävention der Geldspielsucht erzielen. Diese stützt sich notwendigerweise auf Forschungsarbeiten ab, welche die Wirksamkeit der getroffenen oder vorgesehenen Massnahmen überprüfen. Hier besteht Handlungsbedarf – es gibt deutlich zu wenig Forschung in diesem Bereich – und wo sie besteht, wird sie nicht umgesetzt.

Die wesentlichen Empfehlungen aus zwei Forschungsaufträgen der Eidgenössischen Spielbanken Kommission ESBK (2004, 2009) sind folgende:

- Aufbau eines Monitorings der Behandlungsanfragen
- Vertiefung der bestehenden Studie zu den sozialen Kosten
- Untersuchungen zu den Substitutionseffekten zwischen Geldspielsucht und anderem Suchtverhalten
- Entwicklung eines individualisierten Systems zur Registrierung der Spieler für elektronische Lotterien
- Förderung konzeptueller Grundlagen und strategischer Planung

Zudem sollte sich auch die Transparenz der Verwendung der zugesprochenen Geldmittel im Hinblick auf Prävention verbessern.

Die Umsetzung der Prävention durch die Betreiber ist unbefriedigend. Es braucht gesetzliche Grundlagen für den Einsatz weiterer Indikatoren, die Anzahl gesperrter Personen alleine genügt nicht. Zudem braucht es auch auf diesem Gebiet vermehrt Forschung, um Prävention wirksam zu betreiben.

Änderungs- und Ergänzungsvorschläge

Prävention

In Übereinstimmung mit der medizinischen Terminologie schlagen wir vor, in allen Dokumenten, die das BGS betreffen, den Begriff der „Geldspielsucht“ zu verwenden. Wenn nicht, ist im Vorwort zu präzisieren, dass diese Begriffe synonym sind. Um das Ziel der Prävention von Spielsucht und deren Konsequenzen klarer zu priorisieren, schlagen wir eine neue Formulierung des Artikels 2 vor.

Es sollte explizit dargelegt werden, dass das Spielangebot durch die Eidgenossenschaft und die Kantone begrenzt wird.

Daten und Forschung

Für die Mehrheit der Spieler erfolgt die Spielsperre zu spät. Beobachtungen in der Schweiz zeigen, dass bei mehr als der Hälfte der Sperren die Spieler bereits die Schwelle zum pathologischen Spiel überschritten haben.

Die Forschung muss in diesem Bereich grundsätzlich intensiviert und die dazu nötigen finanziellen Mittel zur Verfügung gestellt werden.

Es sollte vorgesehen sein, dass die Kantone, einen Betrag von 0.5% bis 1% des Bruttoumsatzes der Spielbanken und der Grossspiele dafür erheben. Dabei muss präzisiert werden, dass dieser Betrag ausschliesslich und zweckgebunden für Forschung und Evaluation, Prävention, Behandlung und Fortbildung der Geldspielsucht verwendet wird.

Spielschutz

Es besteht ein Interessenskonflikt bezüglich der Spielsperren, bei denen auf den guten Willen der Betreiber gezählt wird. Spieler mit problematischem Spielverhalten tragen in hohem Mass zum Gewinn aus Geldspielen bei. Aus diesem Grund sollten Konzessionsnehmer für Spielstätten in die Verantwortung für Spielsperren eingebunden werden.

Im Artikel 69 sollte ein generelles Spielverbot für Minderjährige und für entmündigte Erwachsene für Spielbanken und für Grossspiele enthalten sein. Dieser Teil der Bevölkerung weist ein erhöhtes Risiko für exzessives Spiel auf.

Es gibt allerdings zwei problematisch Elemente in der Formulierung zum Geldspielgesetz. Es wird vorgeschlagen, dass mit Ausnahme der Spielbanken keine Eintrittskontrolle in die Spielstätte stattfindet, sondern die Kontrolle bei der Gewinnauszahlung durchgeführt wird. Zudem sollte für die gefährlichsten Spiele, wie die elektronischen Lotterien, ein vorheriges Login erforderlich sein, wie es auch für die Internet-Angebote der Fall ist.

Konzessionserteilung

Das Koordinationsorgan sowie die Konsultativkommission zur Prävention von exzessivem Geldspiel sollten bei der Bewilligung neuer Spiele beteiligt werden. Insbesondere auch im Hinblick auf ihr suchterzeugendes Potential.

Die Bedingungen, die für die Vergabe einer Konzession nötig sind, sollten präzisiert werden – welche Vorkehrungen müssen von den Betreibern getroffen werden, um einen Interessenskonflikt zu vermeiden.

Werbung

Umfangreiche empirische Public-Health-Daten belegen die Wirksamkeit von Werbebeschränkungen im Bereich des Verkaufs von Alkohol, Tabak oder anderen Produkten, die ein hohes Gesundheitsrisiko aufweisen.

Die aktuell vorgesehenen Massnahmen beschränken sich lediglich auf Werbung, die „in aufdringlicher oder irreführender Weise“ durchgeführt wird, sowie das Werbeverbot für Minderjährige und gesperrte Personen. Verpflichtung zu Präventionsbotschaften, wie dies in anderen Bereichen der Fall ist, fehlen gänzlich.

Konsultativkommission

Die FMH begrüßt den Vorschlag, eine ausserparlamentarische Konsultativkommission zur Prävention von exzessivem Geldspiel entsprechend dem Modell der eidgenössischen Kommission Drogen-Alkohol-Tabak einzusetzen. Diese Kommission ist dem Justiz- und Polizeidepartement unterstellt. Sie ist verpflichtet jährlich Bericht zu erstatten, wird jedoch vehement von den Akteuren bekämpft, welche die Interessen der Spielbanken vertreten.

Unserer Auffassung nach sollte die Konsultativkommission für die Prävention von exzessivem Geldspiel beim Eidgenössischen Departement des Inneren angegliedert sein und nicht beim Departement für Justiz und Polizei (Artikel 69). Das würde es erlauben, klar zwischen der Aufsichtsfunktion (EJPD) und der Präventionsfunktion (EDI-BAG) zu unterscheiden. Zudem hätte es auch den Vorteil, dem BAG eine minimale Kompetenz in diesem Bereich zuzuweisen. Dies sollte mit dem Ziel geschehen, die nationalen Präventionsempfehlungen nicht nur für die Betreiber aufzuzeigen, sondern auch die konzeptionellen Grundlagen für die Präventionsanstren- gungen der Kantone zu liefern.

Die Modalitäten der Finanzierung der Konsultativkommission zur Prävention von exzessivem Geldspiel sind zu präzisieren (Artikel 87).

Koordinationsorgan

Die Modalitäten der Finanzierung des Koordinationsorgans sind zu präzisieren (Artikel 118).

Des Weiteren verweist die FMH ausdrücklich auf die fachlich fundierte und ausführliche Stellungnahme der SSAM (Swiss Society for Addiction Medicine). Die FMH dankt für die Berücksichtigung ihrer Anliegen. Gerne stehen wir für jegliche Fragen und weitere Informationen zur Verfügung.

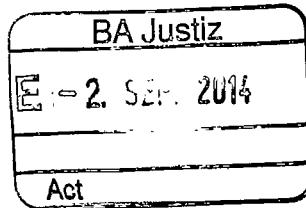
Freundliche Grüsse

FMH


Dr. med. Jürg Schlup
Präsident


Dr. med. Christine Romann
Mitglied des Zentralvorstandes
Departementsverantwortliche
Gesundheitsförderung und Prävention

Herr
Nando Von Allmen
Verein Interlaken Classics
Höheweg 72
3800 Interlaken



August 2014

Bundesamt für Justiz
Direktionsbereich öffentliches Recht
Fachbereich Rechtsetzungsprojekte
und -methodik
Bundesstrasse 20
3003 Bern

Vernehmlassungsantwort zum Entwurf des Bundesgesetzes über Geldspiele

Sehr geehrte Damen und Herren

Der Bundesrat hat am 30. April 2014 das Vernehmlassungsverfahren zum Entwurf des Bundesgesetzes über Geldspiele eröffnet. Mit dem Geldspielgesetz sollen die geltenden Spielbanken- und Lotteriegesetze in einem Gesetz zusammengeführt werden.

Der vorliegende Entwurf zum Geldspielgesetz schwächt jedoch die Wettbewerbsfähigkeit der Spielbanken und führt letztendlich zu einem weiteren Rückgang der Casinoumsätze, was sich wiederum unmittelbar auf die Abgaben an AHV und Kantone auswirkt.

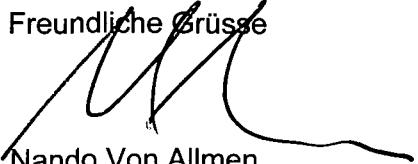
Die Bestrebungen sollten künftig dahin gehen, dass wer in der Schweiz wohnt, in kontrollierten und überwachten Schweizer Casinos spielt und nicht ausländische und illegale Angebote favorisiert. Voraussetzung dafür sind attraktive Schweizer Casinos.

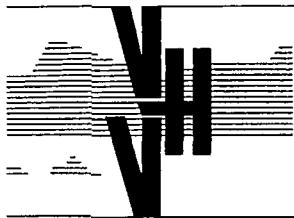
Vor diesem Hintergrund ist es unerlässlich die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Spielbanken zu stärken. Zum Entwurf des Geldspielgesetzes stelle ich deshalb folgende Hauptanträge:

- Positive und wettbewerbsfähige Definition der Spielbankenspiele
- Ermöglichung einer raschen Einführung von Innovationen
- Beschränkung der Lotterie-Automaten (Tactilos) auf den heutigen Stand
- Keine Geldspielturniere ausserhalb von Spielbanken
- Rasche und wirksame Verhinderung des illegalen Spiels auch im Internet
- Verzicht auf Präventions-Kommission

Hiermit verweise ich auf die Stellungnahme der Casinobranche und schliesse mich dieser Vernehmlassungsantwort an, in welcher die oben erwähnten Hauptanträge detailliert erläutert sind.

Freundliche Grüsse

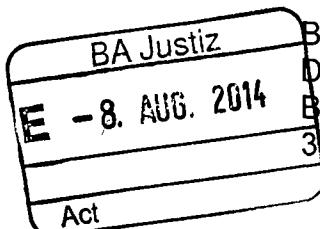

Nando Von Allmen



Postadresse:
Verkehrsverein Höfe am Etzel

Bahnhofstrasse 4 / PF 124
8832 Wollerau

Ernst Amstad, Präsident
e.amstad@gmx.net
Christoph Müller, Sekretär
ch.mueller@hoefe.ch
Fon 044 786 73 22
Fax 044 786 73 24



Bundesamt für Justiz
Direktionsbereich öffentliches Recht
Bundesrain 20
3003 Bern

E-Mail: cornelia.perler@bj.admin.ch

8832 Wollerau

7. August 2014

Vernehmlassungsantwort des Tourismusvereins „Verkehrsverein Höfe am Etzel“ zum Entwurf des Bundesgesetzes über Geldspiele (Geldspielgesetz, BGS)

Sehr geehrte Damen und Herren

Das Eidg. Justiz- und Polizeidepartement unterbreitet im Auftrag des Bundesrates das Vernehmlassungsverfahren zum Entwurf des Bundesgesetzes über Geldspiele. Der Verkehrsverein Höfe am Etzel wird vom Swiss Casinos Pfäffikon Zürichsee für touristische und kulturelle Aktivitäten in der Region Höfe jährlich unterstützt. Unter anderem sorgt der Verein für gut gehegte und markierte Wanderwege wie auch für den Unterhalt der über zweihundert Ruhebänke. Darüber hinaus ermöglichen diese Beiträge punktuell regionale Gemeinsamkeiten mitzutragen und somit das Gemeinwohl zu fördern.

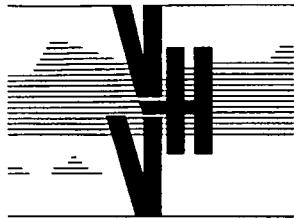
In diesem Sinne nehmen wir zum Gesetzesentwurf gerne wie folgt Stellung

Obwohl inzwischen zwei zusätzliche Spielbanken in Zürich und Neuenburg eröffnet wurden ist der Bruttospielertrag (Umsatz) der Schweizer Spielbanken und die darauf erhobenen Abgaben für die AHV und die Kantone seit 2007 stark rückläufig.

Im Jahresvergleich seit 2007 bis 2013 liegt die Spielbankenabgabe bei minus 34%, d.h. im Klartext CHF 183 Mio. weniger Abgaben an die Öffentlichkeit.

Dieser Rückgang ist zur Hauptsache auf Konkurrenzangebote zurückzuführen. Konkurrenz ist insofern nichts Ungutes und belebt. Wichtig scheint uns aber, dass Mitbewerber zu den Schweizer Spielbanken mit gleichen Massstäben gemessen werden. In diesem Punkt sind drei wesentliche Entwicklungen festzustellen. Es sind dies die Erweiterung der Angebote im grenznahen Ausland - oder die aus dem Ausland in der Schweiz angebotenen Online-Spielbankenspiele - und aber auch der wachsende Umfang bei der Illegalität insbesondere in Bars und Clubs.

Summa summarum ergeben diese drei Entwicklungen um die ca. CHF 350 Mio. rückläufigen Umsätzen bei den Schweizer Spielbanken. Und in der Konsequenz damit auch erhebliche Minderabgaben an die öffentliche Hand. Ausserdem unterlaufen diese Entwicklungen die vorhandenen wirksamen Massnahmen zum Schutz vor Gefahren des Glückspiels.



VERKEHRSVEREIN

HÖFE AM ETZEL

Der vorliegende Entwurf zum Geldspielgesetz würde die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Spielbanken weiter schwächen und zu einem Rückgang der Casinoumsätze und somit auch um einen Rückgang der Abgaben an die öffentliche Hand führen.

Diese Entwicklung muss beim neuen Geldspielgesetz berücksichtigt und damit auch gestoppt werden. Es sollen Abgaben an die öffentliche Hand in der Schweiz und nicht ins Ausland generiert werden.

Die zurzeit jährlichen Gelder für touristische Projekte von Fr. 400'000.- im Kanton Schwyz laufen echt Gefahr nicht mehr verfügbar zu sein. Ein wirklicher Verlust zum Gemeinwohl.

Vor diesen Grundgedanken ist es zwingend, dass das neue Geldspielgesetz die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Spielbanken verbessert.

Zum Entwurf des Geldspielgesetzes stellen wir deshalb folgende Hauptanträge mit dem Fokus auf die Konzentration der ursprünglichen Zielsetzungen:

- Klare Definition der Casinospiele
- Geldspielautomaten nur in kontrollierten Räumen
- Den Casinos müssen Innovationen ermöglicht werden
- Keine neuen und unnötige Suchtpräventions-Kommission
- Schnellstmögliche Zulassung von Online-Casinospielen

In nachfolgender Beilage werden die Hauptanträge erläutert.

Mit freundlichen Grüßen

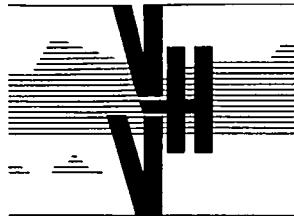
VERKEHRSVEREIN HÖFE AM ETZEL

Ernst Amstad
Präsident

Christoph Müller
Sekretär

zK an: - Swiss Casinos Pfäffikon-Zürichsee, Seedammstrasse 3, 8808 Pfäffikon

Beilage: - Hauptanträge



Beilage Hauptanträge

1. Klare Definition der Casinospiele

Es ist allgemein anerkannt, dass sich die Grenze zwischen Casinospiele und Lotteriespielen zunehmend verwischt. Der Gesetzesentwurf löst dieses Problem nicht. Er enthält eine sehr weit gefasste Definition des Lotteriebegriffes und eine unklare Begriffsbestimmung für die Casinospiele. Dies führt dazu, dass Casinospiele unnötig eingeschränkt und geschmälerd werden. Die Casinobranche fordert deshalb, dass im neuen Geldspielgesetz die Casinospiele klar definiert werden und keine unnötigen Einschränkungen erfolgen.

2. Geldspielautomaten nur in kontrollierten Räumen

Die Loterie Romande betreibt heute in der Westschweiz 700 Lotterie-Geldspielautomaten in Restaurants und Bars, also an frei zugänglichen, unkontrollierten Orten. Dies widerspricht dem Anliegen des geltenden Spielbankengesetzes, Geldspielautomaten nur in den kontrollierten und überwachten Räumen der Casinos aufzustellen. Die Casinobranche verlangt, dass keine zusätzlichen Lotterie-Geldspielautomaten in der Romandie und keine Lotterie-Geldspielautomaten in der Deutschschweiz und im Tessin aufgestellt werden.

3. Den Casinos müssen Innovationen ermöglicht werden

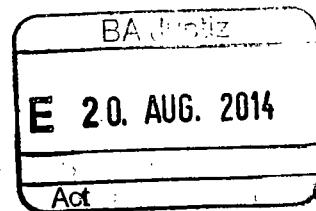
Die Schweizer Spielbanken sind heute und auch mit dem Entwurf zum Geldspielgesetz in ihren Innovationsmöglichkeiten stark beschränkt. Geldspielautomaten, die international in Casinos zertifiziert und zugelassen sind, müssen in der Schweiz nochmals aufwändige und komplizierte Zulassungsverfahren durchlaufen oder werden gar nicht erst bewilligt. Es darf nicht sein, dass neue Spiele wegen Schweizer Sondervorschriften kaum eingeführt werden können. Die Casinobranche verlangt, dass mit dem neuen Gesetz die Einführung neuer Spiele stark vereinfacht wird und den Casinos Innovationen ermöglicht werden.

4. Keine neuen und unnötige Suchtpräventions-Kommission

In den Schweizer Casinos gelten die weltweit strengsten Kontrollen zur Vermeidung von Spielsucht. Die Spielbanken sperren jedes Jahr 3000 Personen wegen Verdacht auf Spielsucht aus, insgesamt sind es heute 30'000. Studien der Eidg. Spielbankenkommission ESBK belegen, dass die Spielsucht durch die Zulassung von Casinos nicht zugenommen hat. Die im Gesetzesentwurf vorgesehene Einführung einer neuen „Konsultativkommission zur Prävention von exzessivem Geldspiel“ wird abgelehnt. Sie führt lediglich zu Doppel- und Dreifachspurigkeiten: Bereits heute arbeiten die Casinos wie auch die ESBK intensiv mit Suchtpräventionsfachleuten zusammen. Zudem sieht das Gesetz auch die Schaffung eines neuen „Koordinationsorgans für eine kohärente Geldspielpolitik“ zwischen Bund und Kantonen vor, das sich ebenfalls mit Suchtprävention befasst.

5. Schnellstmögliche Zulassung von Online-Casinospiele

Während die Schweizer Lotteriegesellschaften seit längerem Online-Spiele anbieten und dieses Angebot laufend ausbauen, dürfen die Schweizer Casinos heute keine Casinospiele im Internet anbieten. Das führt zu Marktverzerrungen, die rasch korrigiert werden müssen. Das neue Geldspielgesetz sieht die Aufhebung des Verbotes erst für 2018 oder später vor, was für die Schweizer Casinos nicht akzeptabel ist. Das Online-Verbot für die Schweizer Casinos muss auch deshalb schnellst möglichst aufgehoben werden, weil illegale ausländische Online-Casinos diesen Markt bereits seit Jahren bearbeiten, ohne jeglichen Schutz vor Spielsucht. Werden diese illegalen ausländischen Anbieter nicht mit wirkungsvollen Massnahmen blockiert, fließen die Umsätze und Steuererträge ins Ausland ab statt in die AHV.



Bundesamt für Justiz
Direktionsbereich öffentliches Recht
Fachbereich Rechtsetzungsprojekte und -methodik
Bundestrain 20
3003 Bern

Lachen, 18. August 2014

**Vernehmlassungsantwort
zum Entwurf des Bundesgesetzes über Geldspiele**

Sehr geehrte Damen und Herren

Der Bundesrat hat das Eidg. Justiz- und Polizeidepartement beauftragt, bei den interessierten Kreisen zum Entwurf des Bundesgesetzes über Geldspiele ein Vernehmlassungsverfahren durchzuführen. Gerne nehmen wir zum Gesetzesentwurf wie folgt Stellung:

Der Bruttospielertrag (Umsatz) der Schweizer Spielbanken und die darauf erhobenen Abgaben für die AHV und die Kantone sind seit 2007 stark rückläufig. Im Jahr 2013 sind Bruttospielertrag und Spielbankenabgaben unter das Niveau des Jahres 2004 gefallen, obwohl inzwischen zwei zusätzliche Spielbanken in Neuenburg und Zürich eröffnet wurden.

Jahresvergleich 2007/2013	Bruttospielertrag	minus 27% (d.h. CHF 247 Mio. weniger)
	Spielbankenabgabe	minus 34% (d.h. CHF 183 Mio. weniger)

Der Rückgang ist zur Hauptsache auf Konkurrenzangebote zurückzuführen, die kaum oder gar nicht kontrolliert sind. Immer mehr Gäste wandern von Schweizer Spielbanken zu diesen – teilweise sehr innovativen – Angeboten ab. Diese können unterteilt werden in:

a) Angebote im grenznahen Ausland

In den letzten Jahren sind in Frankreich neue Spielbanken und in Süddeutschland eine grosse Anzahl Spielhallen entstanden. In Norditalien sind mehrere Tausend Geldspielautomaten zusätzlich aufgestellt worden. Den Schweizer Spielbanken entgeht dadurch jährlich ein Bruttospielertragsvolumen von ca. CHF 100 Mio. Darüber hinaus sind in den letzten Jahren viele Gäste in die bestehenden Spielbanken im grenznahen Ausland abgewandert.

b) Online-Angebote

Im 2012 betrug das Marktvolumen der aus dem Ausland in der Schweiz angebotenen Online-Spielbankenspiele ca. CHF 100 Mio. Die Tendenz ist steigend.

c) Illegale Spiele, insbesondere in Bars und Clubs

Organisierte Banden betreiben in wachsendem Umfang illegale Spielclubs. Das geschätzte Bruttospielertragsvolumen beträgt rund CHF 150 Mio.

Diese Angebote nehmen die Nachfrage nach interessanten und innovativen Spielangeboten sofort auf und führen zu rückläufigen Umsätzen der Schweizer Spielbanken, auch zum Schaden der AHV. Gleichzeitig werden damit

die wirksamen Massnahmen der Schweizer Spielbanken zum Schutz vor den Gefahren des Glücksspiels unterlaufen.

Der Entwurf zum Geldspielgesetz würde die Wettbewerbsfähigkeit der Spielbanken weiter schwächen und zu einem weiteren Rückgang der Casinoumsätze und der Abgaben an AHV und Kantone führen. Diese Entwicklung muss mit dem neuen Geldspielgesetz gestoppt werden. Der Gesetzgeber muss sich wieder auf die ursprünglichen Ziele konzentrieren. Wer in der Schweiz wohnt soll in den kontrollierten und überwachten Schweizer Casinos spielen - und nicht bei ausländischen und illegalen Angeboten. Voraussetzung dafür sind für die Gäste attraktive Schweizer Casinos. Damit fliessen auch die entsprechenden Abgaben in die AHV und nicht ins Ausland.

Vor diesem Hintergrund ist es zwingend, dass das neue Geldspielgesetz die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Spielbanken verbessert. Zum Entwurf des Geldspielgesetzes stellen wir deshalb folgende Hauptanträge:

- Positive und wettbewerbsfähige Definition der Spielbankenspiele
- Rasche Einführung von Innovationen ermöglichen
- Beschränkung der Lotterie-Automaten (Tactilos) auf den heutigen Stand
- Keine Geldspieltturniere ausserhalb von Spielbanken
- Rasche und wirksame Verhinderung des illegalen Spiels auch im Internet
- Verzicht auf Präventions-Kommission

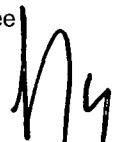
In nachfolgender Ziffer 1 werden die Hauptanträge erläutert.

Mit freundlichen Grüßen

Verkehrsverein Lachen am See



Martin Stählin
Präsident



Felix Brodbeck
Kassier

1. Hauptanträge

1.1 Positive und wettbewerbsfähige Definition der Spielbankenspiele

In Art. 3 des Gesetzesentwurfs sind Lotterien, Sportwetten und Geschicklichkeitsspiele positiv definiert und in Gross- und Kleinspiele eingeteilt. Die Spielbankenspiele hingegen sind durch eine Negativ-Definition bestimmt und stellen eine Restmenge dar („weder Gross- noch Kleinspiele“).

Der Lotteriebegriff kommt neu ohne das einschränkende Kriterium der Planmässigkeit aus, das bisher die Lotteriespiele von den Spielbankenspielen abgegrenzt hat. Damit wird es den Lotterien erlaubt, ihr Angebot weiter auszuweiten. In Kombination mit der im Gesetzesentwurf vorgesehenen Negativ-Definition der Spielbanken führt dies zwangsläufig dazu, dass das Spielangebot der Spielbanken weiter eingeschränkt wird. Was ein Lotteriespiel ist, kann nicht gleichzeitig ein Spielbankenspiel sein. Dieser Abgrenzungsmechanismus ist inakzeptabel. Die Spielbankenspiele müssen positiv definiert werden.

Als Kompensation zur Ausweitung des Lotteriebegriffs wird gefordert, dass künftig in den Spielbanken sämtliche Geldspiele einer begrenzten Anzahl Teilnehmer angeboten werden dürfen (auch online). In terrestrischen Spielbanken ist die Anzahl Teilnehmer durch die räumlichen Gegebenheiten faktisch begrenzt. Im Online-Bereich ist die Anzahl der Teilnehmer am einzelnen Spiel beschränkt. Einzige Aufsichtsbehörde über die Spielbanken bleibt die ESBK. Das Bruttospielergebnis sämtlicher in Spielbanken durchgeföhrter Spiele unterliegt weiterhin der Spielbankenabgabe. Die Verfassungsmässigkeit dieses Vorschlages ist gegeben, da die Geldspiele nicht an mehreren Orten angeboten werden (mit Ausnahme der vernetzten Spiele, die aber auch in der Verfassung von der Zuständigkeit der Kantone ausgenommen sind). Die Sportwetten sollen von Spielbanken nicht durchgeföhr, aber angeboten werden können.

Antrag: Neue Formulierung von Art. 3 und Art. 16

Art. 3 Begriffe

Die folgenden Ausdrücke bedeuten:

- a. Geldspiele: Spiele, bei denen gegen Leistung eines geldwerten Einsatzes oder bei Abschluss eines Rechtsgeschäfts ein Geldgewinn oder ein anderer geldwerter Vorteil in Aussicht steht;
- b. Lotterien: Geldspiele, die einer unbegrenzten Anzahl Personen offenstehen und bei denen das Ergebnis durch ein und dieselbe Zufallsziehung oder durch eine ähnliche Prozedur ermittelt wird;
- c. Sportwetten: Geldspiele, bei denen der Spielgewinn abhängig ist von der richtigen Vorhersage des Verlaufs oder des Ausgangs eines Sportereignisses;
- d. Geschicklichkeitsspiele: Geldspiele, bei denen der Spielgewinn ganz oder überwiegend von der Geschicklichkeit der Spielerin oder des Spielers abhängt;
- e. Grossspiele: Lotterien, Sportwetten oder Geschicklichkeitsspiele, die automatisiert, interkantonal oder online durchgeföhr werden; ~~nicht dazu gehören die Jackpotsysteme der Spielbanken~~;
- f. Kleinspiele: Lotterien und Sportwetten ~~und Geldspielturniere~~¹, die weder automatisiert noch interkantonal noch online durchgeföhr werden (~~Kleinlotterien, lokale Sportwetten, kleine Geldspielturniere~~²);
- g. Spielbankenspiele: ~~Geldspiele, die weder Gross- noch Kleinspiele darstellen~~. Geldspiele, an denen eine begrenzte Anzahl Personen teilnimmt und die in einer Spielbank durchgeföhr werden. Die Spiele dürfen auch online durchgeföhr und untereinander vernetzt werden. Sportwetten gelten nicht als Spielbankenspiele.

Art. 16 Bewilligungspflicht

1 Für die Durchführung von Spielbankenspielen braucht es eine Bewilligung der ESBK.

¹ Zu den Geldspielturnieren vgl. Ziffer 1.4

² Zu den Geldspielturnieren vgl. Ziffer 1.4

2 Spielveränderungen, welche die Bewilligungsvoraussetzungen nicht tangieren, können in einem vereinfachten Verfahren genehmigt werden.

~~3 Die ESBK kann der Konzessionärin auch die Durchführung von kleinen Geldspielturnieren erlauben.~~

3 Spielbanken dürfen die Teilnahme an Geldspielen anbieten, die von Dritten durchgeführt werden. Die Spielbank benötigt dafür eine Bewilligung der ESBK.

4 Im Rahmen der Spielbankenspiele dürfen die Spielbanken Spiele und Jackpotsysteme innerhalb der Spielbank und unter den Spielbanken vernetzen. Der Bundesrat legt die Voraussetzungen für den Betrieb fest.

5 Der Bundesrat bestimmt, inwieweit die ESBK den Spielbanken erlauben kann, mit nationalen und internationalen Geldspielanbietern zusammenzuarbeiten.

1.2 Rasche Einführung von Innovationen ermöglichen

Die Schweizer Spielbanken sind bereits durch das geltende Spielbankenrecht und in zunehmender Weise mit dem Gesetzesentwurf in ihren Innovationsmöglichkeiten stark eingeschränkt. Geldspielautomaten und international gebräuchliche Tischspiele, die international in Spielbanken zertifiziert und zugelassen sind, müssen in der Schweiz Sondervorschriften erfüllen und nochmals ein aufwändiges und kompliziertes Zulassungsverfahren durchlaufen. Internationale Produzenten von Geldspielautomaten sind immer seltener bereit, ihre Geräte den Sondervorschriften des kleinen Schweizer Marktes anzupassen, so dass viele im Ausland angebotene Spiele hier nicht angeboten werden können. Das schränkt die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Spielbanken gegenüber ausländischen und illegalen Angeboten unnötig ein.

Die rasche, unbürokratische Einführung von Innovationen ist im Geldspielmarkt zentral und wird vor allem auch im Online-Markt zwingend sein. Es wird verlangt, dass mit dem Geldspielgesetz die Einführung neuer Spiele stark vereinfacht wird und dass die spieltechnischen Vorschriften den international gebräuchlichen Vorgaben entsprechen müssen. International anerkannte Zertifizierungen müssen anrechenbar sein (fast alle Hersteller besitzen solche Zertifizierungen bereits). Die beantragte Änderung zu Art. 18 entspricht der Bestimmung von Art. 25, die für die Grossspiele gilt.

Antrag: Änderung von Art. 17 und Art. 18

Art. 17 Anforderungen

1 Die Spiele müssen so ausgestaltet sein, dass sie auf korrekte und transparente Weise durchgeführt werden können.

2 Online durchgeführte Spiele müssen außerdem so ausgestaltet sein, dass sie von angemessenen Massnahmen zum Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel begleitet werden können.

3 Der Bundesrat erlässt die spieltechnischen Vorschriften, die erforderlich sind zur Umsetzung der Anforderungen nach den Absätzen 1 und 2. Er wendet dabei die international gebräuchlichen Vorgaben an, sofern dieses Gesetz dem nicht entgegensteht. Er berücksichtigt dabei die international gebräuchlichen Vorgaben.

Art. 18 Angaben und Unterlagen

1 Die Spielbank macht der Bewilligungsbehörde Angaben über

a. Konzeption und Durchführung in spieltechnischer, organisatorischer und finanzieller Hinsicht;
b. die Massnahmen zum Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel und zur korrekten und transparenten Spieldurchführung.

~~1 Im Gesuch um Erteilung der Bewilligung macht die Spielbank Angaben über die Einhaltung der Anforderungen nach Artikel 17.~~

~~2 Die Spielbank, die ein automatisiert oder online durchgeführtes Spielbankenspiel betreiben will, reicht der ESBK ein Zertifikat einer akkreditierten Prüfstelle ein über die Einhaltung der spieltechnischen Vorschriften.~~

- ~~3 Der Bundesrat kann Vorschriften über die Prüfung und Konformitätsbewertung der automatisiert oder online durchgeführten Spielbankenspiele erlassen. Er berücksichtigt dabei die international gebräuchlichen Vorgaben.~~
- ~~2 Die Angaben und Unterlagen nach den Absätzen 1 und 2 müssen nicht eingereicht gemacht werden, soweit die Spielbank nachweist, dass diese in einem anderen Verfahren bereits früher eingereicht gemacht worden sind.~~

1.3 Beschränkung der Lotterie-Automaten (Tactilos) auf den heutigen Stand

Ein zentraler Grundsatz beim Erlass des Spielbankengesetzes war, dass die Geldspielautomaten aus den Restaurants und Bars entfernt werden mussten und nur noch in den kontrollierten Räumen der Spielbanken betrieben werden dürfen. Nur so ist ein wirksamer Jugend- und Sozialschutz möglich. Dieser Grundsatz muss nach wie vor Gültigkeit haben.

Die Loterie Romande betreibt seit mehreren Jahren 700 Lotterie-Geldspielautomaten (Tactilos). Diese Automaten stehen frei zugänglich in Restaurants und Bars. Sie bieten das gleiche Spielerlebnis wie die Geldspielautomaten in den Spielbanken. Aus Sicht einer kohärenten Geldspielpolitik ist diese Entwicklung falsch. Sie führt dazu, dass Geldspielautomaten wiederum frei zugänglich in Restaurants und Bars eingeführt werden. 2013 hat die Loterie Romande mit 700 Lotterie-Automaten einen Bruttospielertrag von CHF 93,5 Mio. erzielt. Das entspricht in etwa dem Bruttospielertrag, welche die drei Spielbanken Montreux, Freiburg und Courrendlin mit 640 Geldspielautomaten gemeinsam erzielen.

Konsequenterweise müssten die Lotterie-Geldspielautomaten der Loterie Romande verboten und abgebaut werden. Allerdings tragen diese Automaten einen wesentlichen Teil der Gelder für die Gemeinnützigkeit in der Westschweiz bei. Diese Mittel sollen der Gemeinnützigkeit nicht entzogen werden. Im Sinn einer kohärenten Geldspielpolitik muss aber gefordert werden, dass die Anzahl der Lotterie-Geldspielautomaten in der Romandie nicht erhöht wird und dass in der Deutschschweiz und im Tessin keine Lotterie-Geldspielautomaten aufgestellt werden. Mit anderen Worten soll der Status quo erhalten bleiben.

Antrag: Änderung von Art. 60

Art. 60 Angebot von Grossspielen

- 1 Die Teilnahme an Grossspielen darf nur von einer Inhaberin einer Veranstalterbewilligung oder von ihr ermächtigten Dritten angeboten werden. Die gewerbsmässige Organisation von Spielgemeinschaften zur Teilnahme an Grossspielen durch Dritte ist verboten.
- 2 Die Teilnahme an Grossspielen darf nur in Spielbanken oder an öffentlich zugänglichen Orten angeboten werden, die nicht vorwiegend der Durchführung von Geldspielen dienen und die weder einer Spielbank noch einer Spielhalle ähnlich sind.
- 3 Die Teilnahme an Grossspielen darf nicht mittels Automaten angeboten werden, mit denen das Spiel im Wesentlichen automatisch und innerhalb eines kurzen Zeitraums abläuft. Automaten dieser Art, die bei Inkrafttreten dieses Gesetzes betrieben werden, dürfen weiterhin betrieben und modernisiert werden, aber ihre Anzahl darf nicht erhöht werden. Selbstbedienungsgeräte sind erlaubt.

1.4 Keine Geldspielturniere ausserhalb von Spielbanken

Die Einführung von kleinen Geldspielturnieren wird abgelehnt. Solche Veranstaltungen wären nur mit einem unverhältnismässig hohen Aufwand kontrollierbar und sind damit das Einfallstor für illegale Glücksspiele. Die Höhe der tatsächlich geleisteten Einsätze, die Art der Spiele, die Anzahl Teilnehmer etc. kann in der Praxis nicht überprüft werden. Während der Liberalisierung der Pokerturniere durch die ESBK sind schweizweit rund 300 Lokale mit ständigem Turnierbetrieb entstanden. An Wochenenden fanden über 100 Turniere statt. Diese wurden kaum überwacht und es entwickelte sich rasch eine illegale Szene. Es muss davon ausgegangen werden, dass durch die erneute Zulassung von Geldspielturnieren eine ähnliche Entwicklung einsetzen würde. Im Weiteren würden kleine Geldspielturniere keinem wirksamen Jugend- und Sozialschutz unterstehen.

Das illegale und unkontrollierte Spielangebot vergrössert sich ständig. Organisierte Banden schöpfen in illegalen Spielclubs rund 150 Mio. Franken pro Jahr aus dem legalen Geldspielmarkt ab. Das hat nicht nur negative Folgen für die Schweizer Spielbankenbetreiber, sondern führt auch zu Mindererträgen für die AHV und zu

Steuerausfällen. Selbstredend fehlt bei diesen Angeboten ein Schutz vor Spielsucht. Der strenge Sozialschutz in den Schweizer Spielbanken wird dadurch ad absurdum geführt. Die Vergangenheit hat gezeigt, dass die Schaffung eines nahezu unkontrollierten Geldspielangebotes einen Einstieg für das Angebot von illegalen Glücksspielen bietet.

Es ist unverständlich, warum der Gesetzesentwurf hier eine Parallelbranche entstehen lassen will, die ausserdem weit über die Forderung der Motion der Kommission für Rechtsfragen (Sprecher NR Lukas Reimann, SG/SVP) hinausgeht. Diese war beschränkt auf Pokerturniere mit kleinem Einsatz und kleinem Gewinn.

Antrag: Streichung von Art. 35 und Anpassung der damit zusammenhängenden Artikel.

1.5 Rasche und wirksame Verhinderung des illegalen Spiels auch im Internet

Das geltende Spielbankengesetz verbietet den Schweizer Spielbanken, ihre Spiele online anzubieten. Die Schweizer Lotteriegesellschaften bieten seit längerem Online-Spiele in wachsendem Ausmass im Internet an (www.swisslos.ch und www.loro.ch). Seit vielen Jahren sind auch ausländische, teilweise illegale Internet-Spielbanken aus der Schweiz frei zugänglich. Diese Ungleichbehandlung der Schweizer Spielbanken in einem rasch wachsenden Zukunftsmarkt führt zu Marktverzerrungen, die rasch behoben werden müssen.

Bereits der Bericht Spielbankenlandschaft Schweiz aus dem Jahr 2006, der vom Bundesrat genehmigt worden ist, schlägt vor, das Online-Verbot aufzuheben. Das neue Geldspielgesetz wird das Online-Verbot nun endlich aufheben. Allerdings soll das Gesetz erst 2018 oder später in Kraft treten. Das ist viel zu spät. Es wird deshalb beantragt, dass das Online-Verbot rasch möglichst aufgehoben wird und die Bestimmungen des Geldspielgesetzes zur Online-Regelung vorgezogen in Kraft gesetzt werden. Andernfalls bestehen die illegalen Angebote, die keinen Schutz vor Spielsucht bieten, weiter und die Umsätze und Steuererträge fliessen weiter ins Ausland ab, anstatt in die AHV.

Der Gesetzesentwurf sieht zu Recht vor, dass ausländischen illegalen Anbietern mit technischen Massnahmen der Zugang in der Schweiz gesperrt wird. Diese Massnahmen können von versierten Spielern aber relativ leicht umgangen werden. Das Geldspielgesetz muss deshalb eine gesetzliche Grundlage für zusätzliche Massnahmen schaffen, damit auch die finanziellen Transaktionen zu illegalen Anbietern gesperrt werden können.

Antrag: Einfügung eines neuen Artikels 94a und Änderung von Art. 146

Art. 94a (neu) Massnahmen zur Verhinderung von finanziellen Transaktionen

Der Bundesrat kann Massnahmen treffen zur Verhinderung von finanziellen Transaktionen für Spielangebote, die in der Schweiz zugänglich, aber nicht bewilligt sind.

Art. 146 Referendum und Inkrafttreten

- 1 Dieses Gesetz untersteht dem fakultativen Referendum.
- 2 Der Bundesrat bestimmt das Inkrafttreten.
- 3 Die Bestimmungen für die Erweiterungen der Konzession um das Recht, Spiele online durchzuführen, werden vorgezogen in Kraft gesetzt.

Nebst der vorgezogenen Inkraftsetzung muss im Anhang des Geldspielgesetzes „Aufhebung und Änderung anderer Erlasse“ das Online-Verbot im Spielbankengesetz aufgehoben werden.

1.6 Verzicht auf Präventions-Kommission

Der Gesetzesentwurf sieht in Art. 83–87 eine neue Präventions-Kommission vor, die aus zwölf Personen bestehen soll. Diese Kommission wird aus folgenden Gründen abgelehnt:

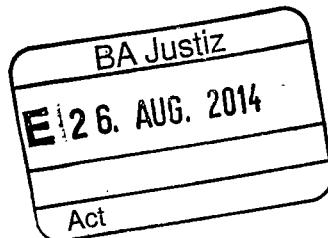
a) Die geltenden Präventionsmassnahmen der Spielbanken sind wirksam

In Schweizer Spielbanken gelten bereits heute die weltweit strengsten Massnahmen zur Prävention und Früherkennung von Spielsucht. Der Gesetzesentwurf übernimmt die umfangreichen Pflichten der Spielbanken zum Schutz vor exzessivem Geldspiel (Art. 69–81). Diese Massnahmen setzen direkt bei den betroffenen Spielern an. Die Spielbanken sperren jedes Jahr rund 3'000 Personen wegen Verdacht auf Spielsucht aus, insgesamt sind es heute weit über 30'000 Personen. Studien der ESBK belegen, dass die Spielsucht durch die Zulassung von Spielbanken seit 2002 nicht zugenommen hat. Die bestehenden Präventionsmassnahmen der Spielbanken sind damit äusserst wirksam.

b) Die neue Präventions-Kommission führt zu Doppelburdenen

Die Spielbanken sind schon heute gesetzlich verpflichtet, mit Präventionsfachleuten zusammenzuarbeiten. In der ESBK und der Comlot sind ebenfalls Präventionsfachleute vertreten. Der Gesetzesentwurf verpflichtet die Kantone, Massnahmen zum Schutz vor Spielsucht zu treffen (Art. 82). Zudem sieht der Gesetzesentwurf die Schaffung eines neuen Koordinationsorgans vor, dem das Geldspielgesetz ebenfalls die Aufgabe der Suchtprävention überträgt (Art. 115). Die Schaffung einer neuen Präventions-Kommission würde zu Doppelburdenen, einer unklaren Kompetenzverteilung und zusätzlichem Verwaltungsaufwand führen, ohne dass ein erkennbarer Nutzen für einen wirkungsorientierten Spielerschutz ersichtlich ist.

Antrag: Streichung von Art. 83–87.



ECONOMIE
Direction

Bundesamt für Justiz
Direktionsbereich öffentliches Recht
Fachbereich Rechtsetzungsprojekte
und methodik
Bundesrain 20
3003 Berne

Neuchâtel, le 20 août 2014

Consultation relative au projet de loi fédérale sur les jeux d'argent

Madame, Monsieur,

Comme vous le savez, la Ville de Neuchâtel abrite depuis le 23 novembre 2012 le Casino de Neuchâtel, le dernier-né des casinos de Suisse.

La Ville de Neuchâtel est donc attentive au projet de loi fédérale sur les jeux d'argent et à ce titre, nous vous soumettons notre réponse dans le cadre de la procédure de consultation du projet de loi.

En donnant son aval à l'implantation d'un casino, la Ville de Neuchâtel a manifesté sa volonté d'accueillir une prestation permettant de renforcer, d'une part, sa palette d'offre touristique et d'animations et, d'autre part, de permettre la création d'emplois, le soutien à la culture et aux activités sociales.

A ce titre, nous relevons également l'importance des loteries traditionnelles qui contribuent elles aussi au soutien à la culture, au sport et à des projets sociaux et activités d'utilité publique.

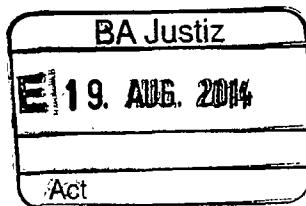
Face à une concurrence de plus en plus rude, il est important que les casinos puissent disposer d'outils leur permettant de proposer rapidement des produits novateurs, compétitifs et correspondant aux règles en usage au niveau international. Il est par conséquent important de lutter contre les jeux illégaux au travers de mesures efficaces.

En tant que collectivité publique, il est de notre responsabilité de veiller à la santé sociale de la collectivité, nous soutenons la constitution d'une commission consultative pour la prévention de la dépendance au jeu, même si les casinos disposent également d'outils éprouvés contre l'addiction aux jeux.

Tout en vous remerciant de l'attention que vous porterez à notre prise de position, nous vous adressons, Madame, Monsieur, nos salutations les meilleures.

Le Conseiller communal
Directeur de l'Economie

Olivier Arni



Bundesamt für Justiz
Direktionsbereich öffentliches Recht
Fachbereich Rechtsetzungsprojekte
und -methodik
Bundesrain 20
3003 Bern

13. August 2014

**Vernehmlassungsantwort
zum Entwurf des Bundesgesetzes über Geldspiele**

Sehr geehrte Damen und Herren

Der Bundesrat hat das Eidg. Justiz- und Polizeidepartement beauftragt, bei den interessierten Kreisen zum Entwurf des Bundesgesetzes über Geldspiele ein Vernehmlassungsverfahren durchzuführen. Gerne nehmen wir zum Gesetzesentwurf wie folgt Stellung:

Der Bruttospielertrag (Umsatz) der Schweizer Spielbanken und die darauf erhobenen Abgaben für die AHV und die Kantone sind seit 2007 stark rückläufig. Im Jahr 2013 sind Bruttospielertrag und Spielbankenabgaben unter das Niveau des Jahres 2004 gefallen, obwohl inzwischen zwei zusätzliche Spielbanken in Neuenburg und Zürich eröffnet wurden.

Jahresvergleich 2007/2013

Bruttospielertrag	minus 27% (d.h. CHF 247 Mio. weniger)
Spielbankenabgabe	minus 34% (d.h. CHF 183 Mio. weniger)

Der Rückgang ist zur Hauptsache auf Konkurrenzangebote zurückzuführen, die kaum oder gar nicht kontrolliert sind. Immer mehr Gäste wandern von Schweizer Spielbanken zu diesen – teilweise sehr innovativen – Angeboten ab. Diese können unterteilt werden in:

a) Angebote im grenznahen Ausland

In den letzten Jahren sind in Frankreich neue Spielbanken und in Süddeutschland eine grosse Anzahl Spielhallen entstanden. In Norditalien sind mehrere Tausend Geldspielautomaten zusätzlich aufgestellt worden. Den Schweizer Spielbanken entgeht dadurch jährlich ein Bruttospielertragsvolumen von ca. CHF 100 Mio. Darüber hinaus sind in den letzten Jahren viele Gäste in die bestehenden Spielbanken im grenznahen Ausland abgewandert.

b) Online-Angebote



Im 2012 betrug das Marktvolumen der aus dem Ausland in der Schweiz angebotenen Online-Spielbankenspiele ca. CHF 100 Mio. Die Tendenz ist steigend.

c) Illegale Spiele, insbesondere in Bars und Clubs

Organisierte Banden betreiben in wachsendem Umfang illegale Spielclubs. Das geschätzte Bruttospielertragsvolumen beträgt rund CHF 150 Mio.

Diese Angebote nehmen die Nachfrage nach interessanten und innovativen Spielangeboten sofort auf und führen zu rückläufigen Umsätzen der Schweizer Spielbanken, auch zum Schaden der AHV. Gleichzeitig werden damit die wirksamen Massnahmen der Schweizer Spielbanken zum Schutz vor den Gefahren des Glücksspiels unterlaufen.

Der Entwurf zum Geldspielgesetz würde die Wettbewerbsfähigkeit der Spielbanken weiter schwächen und zu einem weiteren Rückgang der Casinoumsätze und der Abgaben an AHV und Kantone führen. Diese Entwicklung muss mit dem neuen Geldspielgesetz gestoppt werden. Der Gesetzgeber muss sich wieder auf die ursprünglichen Ziele konzentrieren. Wer in der Schweiz wohnt soll in den kontrollierten und überwachten Schweizer Casinos spielen - und nicht bei ausländischen und illegalen Angeboten. Voraussetzung dafür sind für die Gäste attraktive Schweizer Casinos. Damit fliessen auch die entsprechenden Abgaben in die AHV und nicht ins Ausland.

Vor diesem Hintergrund ist es zwingend, dass das neue Geldspielgesetz die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Spielbanken verbessert. Zum Entwurf des Geldspielgesetzes stellen wir deshalb folgende Hauptanträge:

- Positive und wettbewerbsfähige Definition der Spielbankenspiele
- Rasche Einführung von Innovationen ermöglichen
- Beschränkung der Lotterie-Automaten (Tactilos) auf den heutigen Stand
- Keine Geldspielturniere ausserhalb von Spielbanken
- Rasche und wirksame Verhinderung des illegalen Spiels auch im Internet
- Verzicht auf Präventions-Kommission

In nachfolgender Ziffer 1 werden die Hauptanträge erläutert. In Ziffer 2 werden alle Änderungsanträge (Hauptanträge und weitere Änderungsanträge) erläutert.

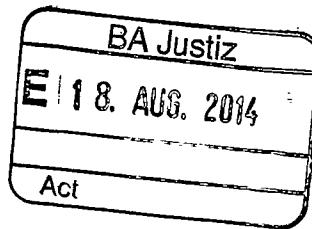
Mit freundlichen Grüßen

Vini Cappelletti AG

Alessandra Cappelletti

Herr
Renato Vögeli
Vögeli AG
Sägestrasse 21-23
3550 Langnau i. E.

August 2014



Bundesamt für Justiz
Direktionsbereich öffentliches Recht
Fachbereich Rechtsetzungsprojekte
und -methodik
Bundesrain 20
3003 Bern

Vernehmlassungsantwort zum Entwurf des Bundesgesetzes über Geldspiele

Sehr geehrte Damen und Herren

Der Bundesrat hat am 30. April 2014 das Vernehmlassungsverfahren zum Entwurf des Bundesgesetzes über Geldspiele eröffnet. Mit dem Geldspielgesetz sollen die geltenden Spielbanken- und Lotteriegesetze in einem Gesetz zusammengeführt werden.

Der vorliegende Entwurf zum Geldspielgesetz schwächt jedoch die Wettbewerbsfähigkeit der Spielbanken und führt letztendlich zu einem weiteren Rückgang der Casinoumsätze, was sich wiederum unmittelbar auf die Abgaben an AHV und Kantone auswirkt.

Die Bestrebungen sollten künftig dahin gehen, dass wer in der Schweiz wohnt, in kontrollierten und überwachten Schweizer Casinos spielt und nicht ausländische und illegale Angebote favorisiert. Voraussetzung dafür sind attraktive Schweizer Casinos.

Vor diesem Hintergrund ist es unerlässlich die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Spielbanken zu stärken. Zum Entwurf des Geldspielgesetzes stelle ich deshalb folgende Hauptanträge:

- Positive und wettbewerbsfähige Definition der Spielbankenspiele
- Ermöglichung einer raschen Einführung von Innovationen
- Beschränkung der Lotterie-Automaten (Tactilos) auf den heutigen Stand
- Keine Geldspielturniere ausserhalb von Spielbanken
- Rasche und wirksame Verhinderung des illegalen Spiels auch im Internet
- Verzicht auf Präventions-Kommission

Hiermit verweise ich auf die Stellungnahme der Casinobranche und schliesse mich dieser Vernehmlassungsantwort an, in welcher die oben erwähnten Hauptanträge detailliert erläutert sind.

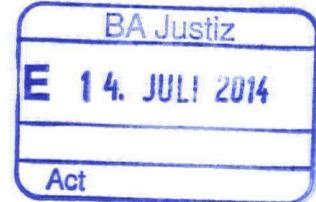
Freundliche Grüsse



Renato Vögeli

Bundesamt für Justiz
Direktionsbereich öffentliches Recht
Fachbereich Rechtsetzungsprojekte und -methodik
Bundestrain 20
3003 Bern

Pfäffikon, 9. Juli 2014



**Vernehmlassungsantwort
zum Entwurf des Bundesgesetzes über Geldspiele**

Sehr geehrte Damen und Herren

Der Bundesrat hat das Eidg. Justiz- und Polizeidepartement beauftragt, bei den interessierten Kreisen zum Entwurf des Bundesgesetzes über Geldspiele ein Vernehmlassungsverfahren durchzuführen. Gerne nehme ich, als Verwaltungsrat der Casino Zürichsee AG und ehemaliger Gemeindepräsident der Standortgemeinde Freienbach, zum Gesetzesentwurf wie folgt Stellung:

Der Bruttospielertrag (Umsatz) der Schweizer Spielbanken und die darauf erhobenen Abgaben für die AHV und die Kantone sind seit 2007 stark rückläufig. Im Jahr 2013 sind Bruttospielertrag und Spielbankenabgaben unter das Niveau des Jahres 2004 gefallen, obwohl inzwischen zwei zusätzliche Spielbanken in Neuenburg und Zürich eröffnet wurden.

Jahresvergleich 2007/2013	Bruttospielertrag	minus 27% (d.h. CHF 247 Mio. weniger)
	Spielbankenabgabe	minus 34% (d.h. CHF 183 Mio. weniger)

Der Rückgang ist zur Hauptsache auf Konkurrenzangebote zurückzuführen, die kaum oder gar nicht kontrolliert sind. Immer mehr Gäste wandern von Schweizer Spielbanken zu diesen – teilweise sehr innovativen – Angeboten ab. Diese können unterteilt werden in:

a) Angebote im grenznahen Ausland

In den letzten Jahren sind in Frankreich neue Spielbanken und in Süddeutschland eine grosse Anzahl Spielhallen entstanden. In Norditalien sind mehrere Tausend Geldspielautomaten zusätzlich aufgestellt worden. Den Schweizer Spielbanken entgeht dadurch jährlich ein Bruttospielertragsvolumen von ca. CHF 100 Mio. Darüber hinaus sind in den letzten Jahren viele Gäste in die bestehenden Spielbanken im grenznahen Ausland abgewandert.

b) Online-Angebote

Im 2012 betrug das Marktvolumen der aus dem Ausland in der Schweiz angebotenen Online-Spielbankenspiele ca. CHF 100 Mio. Die Tendenz ist steigend.

c) Illegale Spiele, insbesondere in Bars und Clubs

Organisierte Banden betreiben in wachsendem Umfang illegale Spielclubs. Das geschätzte Bruttospielertragsvolumen beträgt rund CHF 150 Mio.

Diese Angebote nehmen die Nachfrage nach interessanten und innovativen Spielangeboten sofort auf und führen zu rückläufigen Umsätzen der Schweizer Spielbanken, auch zum Schaden der AHV. Gleichzeitig werden damit

die wirksamen Massnahmen der Schweizer Spielbanken zum Schutz vor den Gefahren des Glücksspiels unterlaufen.

Der Entwurf zum Geldspielgesetz würde die Wettbewerbsfähigkeit der Spielbanken weiter schwächen und zu einem weiteren Rückgang der Casinoumsätze und der Abgaben an AHV und Kantone führen. Diese Entwicklung muss mit dem neuen Geldspielgesetz gestoppt werden. Der Gesetzgeber muss sich wieder auf die ursprünglichen Ziele konzentrieren. Wer in der Schweiz wohnt soll in den kontrollierten und überwachten Schweizer Casinos spielen - und nicht bei ausländischen und illegalen Angeboten. Voraussetzung dafür sind für die Gäste attraktive Schweizer Casinos. Damit fliessen auch die entsprechenden Abgaben in die AHV und nicht ins Ausland.

Vor diesem Hintergrund ist es zwingend, dass das neue Geldspielgesetz die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Spielbanken verbessert. Zum Entwurf des Geldspielgesetzes stellen wir deshalb folgende Hauptanträge:

- Positive und wettbewerbsfähige Definition der Spielbankenspiele
- Rasche Einführung von Innovationen ermöglichen
- Beschränkung der Lotterie-Automaten (Tactilos) auf den heutigen Stand
- Keine Geldspielturniere ausserhalb von Spielbanken
- Rasche und wirksame Verhinderung des illegalen Spiels auch im Internet
- Verzicht auf Präventions-Kommission

In nachfolgender Ziffer 1 werden die Hauptanträge erläutert. In Ziffer 2 werden alle Änderungsanträge (Hauptanträge und weitere Änderungsanträge) erläutert.

Mit freundlichen Grüßen



Kurt Zurbuchen

VR Casino Zürichsee AG

1. Hauptanträge

1.1 Positive und wettbewerbsfähige Definition der Spielbankenspiele

In Art. 3 des Gesetzesentwurfs sind Lotterien, Sportwetten und Geschicklichkeitsspiele positiv definiert und in Gross- und Kleinspiele eingeteilt. Die Spielbankenspiele hingegen sind durch eine Negativ-Definition bestimmt und stellen eine Restmenge dar („weder Gross- noch Kleinspiele“).

Der Lotteriebegriff kommt neu ohne das einschränkende Kriterium der Planmässigkeit aus, das bisher die Lotteriespiele von den Spielbankenspielen abgegrenzt hat. Damit wird es den Lotterien erlaubt, ihr Angebot weiter auszuweiten. In Kombination mit der im Gesetzesentwurf vorgesehenen Negativ-Definition der Spielbanken führt dies zwangsläufig dazu, dass das Spielangebot der Spielbanken weiter eingeschränkt wird. Was ein Lotteriespiel ist, kann nicht gleichzeitig ein Spielbankenspiel sein. Dieser Abgrenzungsmechanismus ist inakzeptabel. Die Spielbankenspiele müssen positiv definiert werden.

Als Kompensation zur Ausweitung des Lotteriebegriffs wird gefordert, dass künftig in den Spielbanken sämtliche Geldspiele einer begrenzten Anzahl Teilnehmer angeboten werden dürfen (auch online). In terrestrischen Spielbanken ist die Anzahl Teilnehmer durch die räumlichen Gegebenheiten faktisch begrenzt. Im Online-Bereich ist die Anzahl der Teilnehmer am einzelnen Spiel beschränkt. Einzige Aufsichtsbehörde über die Spielbanken bleibt die ESBK. Das Bruttospielergebnis sämtlicher in Spielbanken durchgeföhrter Spiele unterliegt weiterhin der Spielbankenabgabe. Die Verfassungsmässigkeit dieses Vorschages ist gegeben, da die Geldspiele nicht an mehreren Orten angeboten werden (mit Ausnahme der vernetzten Spiele, die aber auch in der Verfassung von der Zuständigkeit der Kantone ausgenommen sind). Die Sportwetten sollen von Spielbanken nicht durchgeföhr, aber angeboten werden können.

Antrag: Neue Formulierung von Art. 3 und Art. 16

Art. 3 Begriffe

Die folgenden Ausdrücke bedeuten:

- a. Geldspiele: Spiele, bei denen gegen Leistung eines geldwerten Einsatzes oder bei Abschluss eines Rechtsgeschäfts ein Geldgewinn oder ein anderer geldwerter Vorteil in Aussicht steht;
- b. Lotterien: Geldspiele, die einer unbegrenzten Anzahl Personen offenstehen und bei denen das Ergebnis durch ein und dieselbe Zufallsziehung oder durch eine ähnliche Prozedur ermittelt wird;
- c. Sportwetten: Geldspiele, bei denen der Spielgewinn abhängig ist von der richtigen Vorhersage des Verlaufs oder des Ausgangs eines Sportereignisses;
- d. Geschicklichkeitsspiele: Geldspiele, bei denen der Spielgewinn ganz oder überwiegend von der Geschicklichkeit der Spielerin oder des Spielers abhängt;
- e. Grossspiele: Lotterien, Sportwetten oder Geschicklichkeitsspiele, die automatisiert, interkantonal oder online durchgeföhr werden; ~~nicht dazu gehören die Jackpotsysteme der Spielbanken~~;
- f. Kleinspiele: Lotterien und Sportwetten und Geldspielturniere¹, die weder automatisiert noch interkantonal noch online durchgeföhr werden (Kleinlotterien, lokale Sportwetten, kleine Geldspielturniere²);
- g. Spielbankenspiele: ~~Geldspiele, die weder Gross- noch Kleinspiele darstellen. Geldspiele, an denen eine begrenzte Anzahl Personen teilnimmt und die in einer Spielbank durchgeföhr werden. Die Spiele dürfen auch online durchgeföhr und untereinander vernetzt werden. Sportwetten gelten nicht als Spielbankenspiele.~~

Art. 16 Bewilligungspflicht

- 1 Für die Durchführung von Spielbankenspielen braucht es eine Bewilligung der ESBK.
- 2 Spielveränderungen, welche die Bewilligungsvoraussetzungen nicht tangieren, können in einem vereinfachten Verfahren genehmigt werden.
- 3 Die ESBK kann der Konzessionärin auch die Durchführung von kleinen Geldspielturnieren erlauben.

¹ Zu den Geldspielturnieren vgl. Ziffer 1.4

² Zu den Geldspielturnieren vgl. Ziffer 1.4

3 Spielbanken dürfen die Teilnahme an Geldspielen anbieten, die von Dritten durchgeführt werden. Die Spielbank benötigt dafür eine Bewilligung der ESBK.

4 Im Rahmen der Spielbankenspiele dürfen die Spielbanken Spiele und Jackpotsysteme innerhalb der Spielbank und unter den Spielbanken vernetzen. Der Bundesrat legt die Voraussetzungen für den Betrieb fest.

5 Der Bundesrat bestimmt, inwieweit die ESBK den Spielbanken erlauben kann, mit nationalen und internationalen Geldspielanbietern zusammenzuarbeiten.

1.2 Rasche Einführung von Innovationen ermöglichen

Die Schweizer Spielbanken sind bereits durch das geltende Spielbankenrecht und in zunehmender Weise mit dem Gesetzesentwurf in ihren Innovationsmöglichkeiten stark eingeschränkt. Geldspielautomaten und international gebräuchliche Tischspiele, die international in Spielbanken zertifiziert und zugelassen sind, müssen in der Schweiz Sondervorschriften erfüllen und nochmals ein aufwändiges und kompliziertes Zulassungsverfahren durchlaufen. Internationale Produzenten von Geldspielautomaten sind immer seltener bereit, ihre Geräte den Sondervorschriften des kleinen Schweizer Marktes anzupassen, so dass viele im Ausland angebotene Spiele hier nicht angeboten werden können. Das schränkt die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Spielbanken gegenüber ausländischen und illegalen Angeboten unnötig ein.

Die rasche, unbürokratische Einführung von Innovationen ist im Geldspielmarkt zentral und wird vor allem auch im Online-Markt zwingend sein. Es wird verlangt, dass mit dem Geldspielgesetz die Einführung neuer Spiele stark vereinfacht wird und dass die spieltechnischen Vorschriften den international gebräuchlichen Vorgaben entsprechen müssen. International anerkannte Zertifizierungen müssen anrechenbar sein (fast alle Hersteller besitzen solche Zertifizierungen bereits). Die beantragte Änderung zu Art. 18 entspricht der Bestimmung von Art. 25, die für die Grossspiele gilt.

Antrag: Änderung von Art. 17 und Art. 18

Art. 17 Anforderungen

1 Die Spiele müssen so ausgestaltet sein, dass sie auf korrekte und transparente Weise durchgeführt werden können.

2 Online durchgeführte Spiele müssen außerdem so ausgestaltet sein, dass sie von angemessenen Massnahmen zum Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel begleitet werden können.

3 Der Bundesrat erlässt die spieltechnischen Vorschriften, die erforderlich sind zur Umsetzung der Anforderungen nach den Absätzen 1 und 2. Er wendet dabei die international gebräuchlichen Vorgaben an, sofern dieses Gesetz dem nicht entgegensteht. Er berücksichtigt dabei die international gebräuchlichen Vorgaben.

Art. 18 Angaben und Unterlagen

1 Die Spielbank macht der Bewilligungsbehörde Angaben über

a. Konzeption und Durchführung in spieltechnischer, organisatorischer und finanzieller Hinsicht;
b. die Massnahmen zum Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel und zur korrekten und transparenten Spieldurchführung.

1 Im Gesuch um Erteilung der Bewilligung macht die Spielbank Angaben über die Einhaltung der Anforderungen nach Artikel 17.

2 Die Spielbank, die ein automatisiert oder online durchgeführtes Spielbankenspiel betreiben will, reicht der ESBK ein Zertifikat einer akkreditierten Prüfstelle ein über die Einhaltung der spieltechnischen Vorschriften.

3 Der Bundesrat kann Vorschriften über die Prüfung und Konformitätsbewertung der automatisiert oder online durchgeführten Spielbankenspiele erlassen. Er berücksichtigt dabei die international gebräuchlichen Vorgaben.

2 Die Angaben und Unterlagen nach den Absätzen 1 und 2 müssen nicht eingereicht gemacht werden, soweit die Spielbank nachweist, dass diese in einem anderen Verfahren bereits eingereicht gemacht worden sind.

1.3 Beschränkung der Lotterie-Automaten (Tactilos) auf den heutigen Stand

Ein zentraler Grundsatz beim Erlass des Spielbankengesetzes war, dass die Geldspielautomaten aus den Restaurants und Bars entfernt werden mussten und nur noch in den kontrollierten Räumen der Spielbanken betrieben werden dürfen. Nur so ist ein wirksamer Jugend- und Sozialschutz möglich. Dieser Grundsatz muss nach wie vor Gültigkeit haben.

Die Loterie Romande betreibt seit mehreren Jahren 700 Lotterie-Geldspielautomaten (Tactilos). Diese Automaten stehen frei zugänglich in Restaurants und Bars. Sie bieten das gleiche Spielerlebnis wie die Geldspielautomaten in den Spielbanken. Aus Sicht einer kohärenten Geldspielpolitik ist diese Entwicklung falsch. Sie führt dazu, dass Geldspielautomaten wiederum frei zugänglich in Restaurants und Bars eingeführt werden. 2013 hat die Loterie Romande mit 700 Lotterie-Automaten einen Bruttospielertrag von CHF 93,5 Mio. erzielt. Das entspricht in etwa dem Bruttospielertrag, welche die drei Spielbanken Montreux, Freiburg und Courrendlin mit 640 Geldspielautomaten gemeinsam erzielen.

Konsequenterweise müssten die Lotterie-Geldspielautomaten der Loterie Romande verboten und abgebaut werden. Allerdings tragen diese Automaten einen wesentlichen Teil der Gelder für die Gemeinnützigkeit in der Westschweiz bei. Diese Mittel sollen der Gemeinnützigkeit nicht entzogen werden. Im Sinn einer kohärenten Geldspielpolitik muss aber gefordert werden, dass die Anzahl der Lotterie-Geldspielautomaten in der Romandie nicht erhöht wird und dass in der Deutschschweiz und im Tessin keine Lotterie-Geldspielautomaten aufgestellt werden. Mit anderen Worten soll der Status quo erhalten bleiben.

Antrag: Änderung von Art. 60

Art. 60 Angebot von Grossspielen

- 1 Die Teilnahme an Grossspielen darf nur von einer Inhaberin einer Veranstalterbewilligung oder von ihr ermächtigten Dritten angeboten werden. Die gewerbsmässige Organisation von Spielgemeinschaften zur Teilnahme an Grossspielen durch Dritte ist verboten.
- 2 Die Teilnahme an Grossspielen darf **nur in Spielbanken oder an öffentlich zugänglichen Orten** angeboten werden, die nicht vorwiegend der Durchführung von Geldspielen dienen **und die weder einer Spielbank noch einer Spielhalle ähnlich sind.**
- 3 Die Teilnahme an Grossspielen darf nicht mittels Automaten angeboten werden, mit denen das Spiel im Wesentlichen automatisch und innerhalb eines kurzen Zeitraums abläuft. Automaten dieser Art, die bei Inkrafttreten dieses Gesetzes betrieben werden, dürfen weiterhin betrieben und modernisiert werden, aber ihre Anzahl darf nicht erhöht werden. Selbstbedienungsgeräte sind erlaubt.

1.4 Keine Geldspielturniere ausserhalb von Spielbanken

Die Einführung von kleinen Geldspielturnieren wird abgelehnt. Solche Veranstaltungen wären nur mit einem unverhältnismässig hohen Aufwand kontrollierbar und sind damit das Einfallstor für illegale Glücksspiele. Die Höhe der tatsächlich geleisteten Einsätze, die Art der Spiele, die Anzahl Teilnehmer etc. kann in der Praxis nicht überprüft werden. Während der Liberalisierung der Pokerturniere durch die ESBK sind schweizweit rund 300 Lokale mit ständigem Turnierbetrieb entstanden. An Wochenenden fanden über 100 Turniere statt. Diese wurden kaum überwacht und es entwickelte sich rasch eine illegale Szene. Es muss davon ausgegangen werden, dass durch die erneute Zulassung von Geldspielturnieren eine ähnliche Entwicklung einsetzen würde. Im Weiteren würden kleine Geldspielturniere keinem wirksamen Jugend- und Sozialschutz unterstehen.

Das illegale und unkontrollierte Spielangebot vergrössert sich ständig. Organisierte Banden schöpfen in illegalen Spielclubs rund 150 Mio. Franken pro Jahr aus dem legalen Geldspielmarkt ab. Das hat nicht nur negative Folgen für die Schweizer Spielbankenbetreiber, sondern führt auch zu Mindererträgen für die AHV und zu Steuerausfällen. Selbstredend fehlt bei diesen Angeboten ein Schutz vor Spielsucht. Der strenge Sozialschutz in den Schweizer Spielbanken wird dadurch ad absurdum geführt. Die Vergangenheit hat gezeigt, dass die

Schaffung eines nahezu unkontrollierten Geldspielangebotes einen Einstieg für das Angebot von illegalen Glücksspielen bietet.

Es ist unverständlich, warum der Gesetzesentwurf hier eine Parallelbranche entstehen lassen will, die ausserdem weit über die Forderung der Motion der Kommission für Rechtsfragen (Sprecher NR Lukas Reimann, SG/SVP) hinausgeht. Diese war beschränkt auf Pokerturniere mit kleinem Einsatz und kleinem Gewinn.

Antrag: Streichung von Art. 35 und Anpassung der damit zusammenhängenden Artikel.

1.5 Rasche und wirksame Verhinderung des illegalen Spiels auch im Internet

Das geltende Spielbankengesetz verbietet den Schweizer Spielbanken, ihre Spiele online anzubieten. Die Schweizer Lotteriegesellschaften bieten seit längerem Online-Spiele in wachsendem Ausmass im Internet an (www.swisslos.ch und www.lovo.ch). Seit vielen Jahren sind auch ausländische, teilweise illegale Internet-Spielbanken aus der Schweiz frei zugänglich. Diese Ungleichbehandlung der Schweizer Spielbanken in einem rasch wachsenden Zukunftsmarkt führt zu Marktverzerrungen, die rasch behoben werden müssen.

Bereits der Bericht Spielbankenlandschaft Schweiz aus dem Jahr 2006, der vom Bundesrat genehmigt worden ist, schlägt vor, das Online-Verbot aufzuheben. Das neue Geldspielgesetz wird das Online-Verbot nun endlich aufheben. Allerdings soll das Gesetz erst 2018 oder später in Kraft treten. Das ist viel zu spät. Es wird deshalb beantragt, dass das Online-Verbot rasch möglichst aufgehoben wird und die Bestimmungen des Geldspielgesetzes zur Online-Regelung vorgezogen in Kraft gesetzt werden. Andernfalls bestehen die illegalen Angebote, die keinen Schutz vor Spielsucht bieten, weiter und die Umsätze und Steuererträge fliessen weiter ins Ausland ab, anstatt in die AHV.

Der Gesetzesentwurf sieht zu Recht vor, dass ausländischen illegalen Anbietern mit technischen Massnahmen der Zugang in der Schweiz gesperrt wird. Diese Massnahmen können von versierten Spielern aber relativ leicht umgangen werden. Das Geldspielgesetz muss deshalb eine gesetzliche Grundlage für zusätzliche Massnahmen schaffen, damit auch die finanziellen Transaktionen zu illegalen Anbietern gesperrt werden können.

Antrag: Einfügung eines neuen Artikels 94a und Änderung von Art. 146

Art. 94a (neu) Massnahmen zur Verhinderung von finanziellen Transaktionen

Der Bundesrat kann Massnahmen treffen zur Verhinderung von finanziellen Transaktionen für Spielangebote, die in der Schweiz zugänglich, aber nicht bewilligt sind.

Art. 146 Referendum und Inkrafttreten

1 Dieses Gesetz untersteht dem facultativen Referendum.

2 Der Bundesrat bestimmt das Inkrafttreten.

3 Die Bestimmungen für die Erweiterungen der Konzession um das Recht, Spiele online durchzuführen, werden vorgezogen in Kraft gesetzt.

Nebst der vorgezogenen Inkraftsetzung muss im Anhang des Geldspielgesetzes „Aufhebung und Änderung anderer Erlasse“ das Online-Verbot im Spielbankengesetz aufgehoben werden.

1.6 Verzicht auf Präventions-Kommission

Der Gesetzesentwurf sieht in Art. 83–87 eine neue Präventions-Kommission vor, die aus zwölf Personen bestehen soll. Diese Kommission wird aus folgenden Gründen abgelehnt:

- a) Die geltenden Präventionsmassnahmen der Spielbanken sind wirksam

In Schweizer Spielbanken gelten bereits heute die weltweit strengsten Massnahmen zur Prävention und Früherkennung von Spielsucht. Der Gesetzesentwurf übernimmt die umfangreichen Pflichten der Spielbanken zum Schutz vor exzessivem Geldspiel (Art. 69–81). Diese Massnahmen setzen direkt bei den betroffenen Spielern an. Die Spielbanken sperren jedes Jahr rund 3'000 Personen wegen Verdacht auf Spielsucht aus, insgesamt sind es heute weit über 30'000 Personen. Studien der ESBK belegen, dass die Spielsucht durch die Zulassung von Spielbanken seit 2002 nicht zugenommen hat. Die bestehenden Präventionsmassnahmen der Spielbanken sind damit äusserst wirksam.

- b) Die neue Präventions-Kommission führt zu Doppelspurigkeiten

Die Spielbanken sind schon heute gesetzlich verpflichtet, mit Präventionsfachleuten zusammenzuarbeiten. In der ESBK und der Comlot sind ebenfalls Präventionsfachleute vertreten. Der Gesetzesentwurf verpflichtet die Kantone, Massnahmen zum Schutz vor Spielsucht zu treffen (Art. 82). Zudem sieht der Gesetzesentwurf die Schaffung eines neuen Koordinationsorgans vor, dem das Geldspielgesetz ebenfalls die Aufgabe der Suchtprävention überträgt (Art. 115). Die Schaffung einer neuen Präventions-Kommission würde zu Doppelspurigkeiten, einer unklaren Kompetenzverteilung und zusätzlichem Verwaltungsaufwand führen, ohne dass ein erkennbarer Nutzen für einen wirkungsorientierten Spielerschutz ersichtlich ist.

Antrag: Streichung von Art. 83–87.

2. Alle Änderungsanträge (Hauptanträge und weitere Änderungsanträge)

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 3	<p>Begriffe</p> <p>Die folgenden Ausdrücke bedeuten:</p> <p>a. <i>Geldspiele</i>: Spiele, bei denen gegen Leistung eines geldwerten Einsatzes oder bei Abschluss eines Rechtsgeschäfts ein Geldgewinn oder ein anderer geldwerter Vorteil in Aussicht steht;</p> <p>b. <i>Lotterien</i>: Geldspiele, die einer unbegrenzten Anzahl Personen offenstehen und bei denen das Ergebnis durch ein und dieselbe Zufallsziehung oder durch eine ähnliche Prozedur ermittelt wird;</p> <p>c. <i>Sportwetten</i>: Geldspiele, bei denen der Spielgewinn abhängig ist von der richtigen Vorhersage des Verlaufs oder des Ausgangs eines Sportereignisses;</p> <p>d. <i>Geschicklichkeitsspiele</i>: Geldspiele, bei denen der Spielgewinn ganz oder überwiegend von der Geschicklichkeit der Spielerin oder des Spielers abhängt;</p> <p>e. <i>Grossspiele</i>: Lotterien, Sportwetten oder Geschicklichkeitsspiele, die automatisiert, interkantonal oder online durchgeführt werden; nicht dazu gehören die Jackpotsysteme der Spielbanken;</p>	<p>Begriffe</p> <p>Die folgenden Ausdrücke bedeuten:</p> <p>a. <i>Geldspiele</i>: Spiele, bei denen gegen Leistung eines geldwerten Einsatzes oder bei Abschluss eines Rechtsgeschäfts ein Geldgewinn oder ein anderer geldwerter Vorteil in Aussicht steht;</p> <p>b. <i>Lotterien</i>: Geldspiele, die einer unbegrenzten Anzahl Personen offenstehen und bei denen das Ergebnis durch ein und dieselbe Zufallsziehung oder durch eine ähnliche Prozedur ermittelt wird;</p> <p>c. <i>Sportwetten</i>: Geldspiele, bei denen der Spielgewinn abhängig ist von der richtigen Vorhersage des Verlaufs oder des Ausgangs eines Sportereignisses;</p> <p>d. <i>Geschicklichkeitsspiele</i>: Geldspiele, bei denen der Spielgewinn ganz oder überwiegend von der Geschicklichkeit der Spielerin oder des Spielers abhängt;</p> <p>e. <i>Grossspiele</i>: Lotterien, Sportwetten oder Geschicklichkeitsspiele, die automatisiert, interkantonal oder online durchgeführt werden; nicht dazu gehören die Jackpotsysteme der Spielbanken;</p>	<p>Der Lotteriebegriff kommt neu ohne das einschränkende Kriterium der Planmässigkeit aus, das bisher die Lotteriespiele von den Spielbankenspielen abgegrenzt hat. Damit wird es den Lotterien erlaubt, ihr Angebot weiter auszuweiten. In Kombination mit der im Gesetzesentwurf vorgesehenen Negativdefinition der Spielbanken führt dies zwangsläufig dazu, dass das Spielangebot der Spielbanken weiter eingeschränkt wird. Dieser Abgrenzungsmechanismus ist inakzeptabel. Die Spielbankenspiele müssen positiv definiert werden (vgl. Bemerkung zu Art. 3 lit. g).</p> <p>Erwähnenswert ist, dass die Planmässigkeit bei den Kleinlotterien weiterhin Bewilligungsvoraussetzung ist (vgl. Art. 33 Abs. 1).</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
	<p><i>f. Kleinspiele:</i> Lotterien, Sportwetten und Geldspielturniere, die weder automatisiert noch interkantonal noch online durchgeführt werden (Kleinlotterien, lokale Sportwetten, kleine Geldspielturniere);</p> <p><i>g. Spielbankenspiele:</i> Geldspiele, die weder Gross- noch Kleinspiele darstellen.</p>	<p><i>f. Kleinspiele:</i> Lotterien und Sportwetten und Geldspielturniere, die weder automatisiert noch interkantonal noch online durchgeführt werden (Kleinlotterien, lokale Sportwetten, kleine Geldspielturniere);</p> <p><i>g. Spielbankenspiele:</i> Geldspiele, die weder Gross- noch Kleinspiele darstellen an denen eine begrenzte Anzahl Personen teilnimmt und die in einer Spielbank durchgeführt werden. Die Spiele dürfen auch online durchgeführt und untereinander vernetzt werden. Sportwetten gelten nicht als Spielbankenspiele.</p>	<p>Es darf keine Parallelbranche entstehen. Insbesondere klassische Spielbankenspiele sollen nicht ausserhalb von Spielbanken durchgeführt werden dürfen.</p> <p>Die Spielbanken müssen ein umfassendes, wettbewerbsfähiges Spielangebot zur Verfügung stellen dürfen. Sie sollen künftig alle Geldspiele anbieten dürfen. Nur so wird das stark wachsende illegale Spiel zurückgedrängt und die Spielenden kommen in die Spielbanken zurück.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 5	<p>Konzessionspflicht</p> <p>1 Wer Spielbankenspiele durchführen will, braucht eine Konzession.</p> <p>2 Die Konzession kann erlauben, Spielbankenspiele auch online durchzuführen.</p> <p>3 Der Bundesrat legt die Anzahl der Konzessionen fest.</p>	<p>Konzessionspflicht</p> <p>1 Wer Spielbankenspiele durchführen will, braucht eine Konzession.</p> <p>2-Die Konzession kann erlauben, Spielbankenspiele online auch durchzuführen.</p> <p>3 Der Bundesrat legt die Anzahl der Konzessionen fest.</p>	<p>Artikel 9 stipuliert den Spielbanken einen Rechtsanspruch auf Erweiterung der Konzession um das Recht, Spiele online durchführen zu dürfen. Hier darf keine „Kann-Vorschrift“ eingeführt werden.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 9	<p>Voraussetzungen für die Online-Durchführung von Spielbankenspielen</p> <p>Der Bundesrat erweitert die Konzession um das Recht, Spielbankenspiele online durchzuführen, wenn die Gesuchstellerin auch unter Berücksichtigung ihres Online-Angebots die Konzessionsvoraussetzungen nach Artikel 8 Absatz 1 Buchstaben a Ziffer 1 bis 4 und b-d erfüllt. Das entsprechende Gesuch kann auch während der Laufzeit der Konzession gestellt werden.</p>	<p>Voraussetzungen für die Online-Durchführung von Spielbankenspielen</p> <p>Der Bundesrat erweitert die Konzession um das Recht, Spielbankenspiele online durchzuführen, wenn die Gesuchstellerin auch unter Berücksichtigung ihres Online-Angebots die Konzessionsvoraussetzungen nach Artikel 8 Absatz 1 Buchstaben a Ziffer 1, 2, 4 und b-d erfüllt. Das entsprechende Gesuch kann auch während der Laufzeit der Konzession gestellt werden.</p>	<p>Heute ist nicht vorhersehbar, wie sich die Kosten für den Aufbau und Betrieb von Online-Plattformen in Zukunft entwickeln werden. Jedenfalls ist nicht auszuschliessen, dass inskünftig alle oder die Mehrzahl der konzessionierten Spielbanken über Online-Plattformen verfügen werden und dass sie dieses Angebot in Verbindung mit dem landbasierten Angebot rentabel betreiben können. Vielleicht sichert gerade die Möglichkeit des Online-Vertriebs kleineren Spielbanken und ihren Standorten das langfristige Überleben. Weil es sich lediglich um die Öffnung eines bisher verbotenen Vertriebskanals handelt, ist eine erneute umfassende Prüfung der Gesuche durch die ESBK weder sinnvoll noch zielführend. Schon heute müssen Spielbanken jederzeit die Konzessionsvoraussetzungen erfüllen. Das gilt mit oder ohne Online-Vertriebskanal. Zudem muss es einer Spielbank möglich sein, mit vertraglich klar abgegrenzten Verantwortlichkeiten die Online Plattform einer anderen Schweizer Spielbank zu nutzen.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 12	<p>Gültigkeitsdauer</p> <p>1 Die Konzession gilt in der Regel für 20 Jahre. Wenn es die besonderen Verhältnisse rechtfertigen, kann der Bundesrat eine kürzere oder eine längere Dauer vorsehen. Der Bundesrat kann insbesondere eine kürzere Dauer vorsehen für die Erweiterung der Konzession um das Recht, Spielbankenspiele online durchzuführen.</p> <p>2 Die Konzession kann verlängert oder erneuert werden.</p> <p>3 Die Beschwerde gegen die Erneuerung oder Verlängerung einer Konzession hat keine aufschiebende Wirkung.</p>	<p>Gültigkeitsdauer</p> <p>1 Die Konzession gilt in der Regel für 20 Jahre. Wenn es die besonderen Verhältnisse rechtfertigen, kann der Bundesrat eine kürzere oder eine längere Dauer vorsehen. Der Bundesrat kann insbesondere eine kürzere Dauer vorsehen für die erstmalige Erweiterung der Konzession um das Recht, Spielbankenspiele online durchzuführen.</p> <p>2 Die Konzession kann verlängert oder erneuert werden.</p> <p>3 Die Beschwerde gegen die Erneuerung oder Verlängerung einer Konzession hat keine aufschiebende Wirkung.</p>	<p>Die Konzessionäre brauchen Investitions- und Rechtssicherheit. Daher muss die Konzessionsdauer immer mindestens 20 Jahre betragen; mit Ausnahme der erstmaligen Erweiterung der Konzession um das Recht, Spiele online durchzuführen.</p>
Art. 15	<p>Entzug, Einschränkung, Suspendierung</p> <p>1 Die ESBK entzieht die Konzession, wenn:</p> <p>a. wesentliche Voraussetzungen zu ihrer Erteilung nicht mehr erfüllt sind; oder</p> <p>b. die Konzessionärin:</p> <p>1. sie durch unvollständige oder unrichtige Angaben erwirkt hat,</p> <p>2. den Betrieb nicht innerhalb der mit der Konzession gesetzten Frist aufnimmt,</p> <p>3. den Betrieb während längerer Zeit einstellt, es sei denn, sie wird durch Umstände am Betrieb gehindert, für die sie keine Verantwortung trägt.</p> <p>2 Sie entzieht die Konzession ebenfalls, wenn die</p>	<p>Entzug, Einschränkung, Suspendierung</p> <p>1 Die ESBK kann die Konzession ganz oder teilweise entziehen, wenn:</p> <p>a. wesentliche Voraussetzungen zu ihrer Erteilung nicht mehr erfüllt sind; oder</p> <p>b. die Konzessionärin:</p> <p>1. sie durch unvollständige oder unrichtige Angaben erwirkt hat, die für die Konzessionerteilung wesentlich waren.</p> <p>2. den Betrieb nicht innerhalb der mit der Konzession gesetzten Frist aufnimmt,</p> <p>3. den Betrieb während längerer Zeit einstellt, es sei denn, sie wird durch Umstände am Betrieb gehindert, für die sie keine Verantwortung trägt;</p> <p>4. gegen wichtige Vorschriften dieses Gesetzes</p>	<p>Der Entzug der Konzession bedeutet einen schwerwiegenden Eingriff in die Eigentumsgarantie. Die Entzugsvoraussetzungen sind deshalb möglichst präzise zu formulieren. Der Entwurf ist diesbezüglich mangelhaft und im vorgeschlagenen Sinne abzuändern.</p> <p>Für die Details vgl. das Gutachten betreffend die geplanten Regelungen über die verwaltungsrechtlichen Sanktionen in einem künftigen Bundesgesetz über Geldspiele von Prof. Christof Riedo.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
	<p>Konzessionärin oder eine der Personen, die sie mit der Geschäftsführung betraut hat:</p> <p>a. in schwerwiegender Weise oder wiederholt gegen dieses Gesetz, gegen die Ausführungs- vorschriften oder gegen die Konzession verstößt;</p> <p>b. die Konzession zu rechtswidrigen Zwecken benutzt.</p> <p>3 In leichten Fällen kann sie die Konzession ganz oder teilweise suspendieren, einschränken oder mit zusätzlichen Bedingungen und Auflagen versehen.</p> <p>4 Wird die Konzession entzogen, so kann die ESBK die Auflösung der Aktiengesellschaft anordnen; sie bezeichnet die Liquidatorin oder den Liquidator und überwacht ihre oder seine Tätigkeit.</p>	<p>in schwerwiegender Weise verstößt;</p> <p>5. systematisch gegen dieses Gesetz verstößt;</p> <p>6. die Konzession zu rechtswidrigen Zwecken benutzt.</p> <p>2 Sie kann die Konzession ebenfalls entziehen, wenn die Konzessionärin oder eine der Personen, die sie mit der Geschäftsführung betraut hat:</p> <p>a. in schwerwiegender Weise wiederholt gegen dieses Gesetz verstößt;</p> <p>b. die Konzession zu rechtswidrigen Zwecken benutzt.</p> <p>2 In leichten Fällen kann sie die Konzession ganz oder teilweise suspendieren, einschränken oder mit zusätzlichen Bedingungen und Auflagen versehen.</p> <p>3 Wird die Konzession entzogen, so kann die ESBK die Auflösung der Aktiengesellschaft anordnen; sie bezeichnet die Liquidatorin oder den Liquidator und überwacht ihre oder seine Tätigkeit.</p>	

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 16	<p>Bewilligungspflicht</p> <p>1 Für die Durchführung von Spielbankenspielen braucht es eine Bewilligung der ESBK.</p> <p>2 Spielveränderungen, welche die Bewilligungsvoraussetzungen nicht tangieren, können in einem vereinfachten Verfahren genehmigt werden.</p> <p>3 Die ESBK kann der Konzessionärin auch die Durchführung von kleinen Geldspielturnieren erlauben.</p> <p>4 Im Rahmen der Spielbankenspiele dürfen die Spielbanken Jackpotsysteme innerhalb der Spielbank und unter den Spielbanken vernetzen. Der Bundesrat legt die Voraussetzungen für den Betrieb fest.</p> <p>5 Der Bundesrat bestimmt, inwieweit die ESBK den Spielbanken erlauben kann, mit nationalen und internationalen Geldspielanbietern zusammenzuarbeiten.</p>	<p>Bewilligungspflicht</p> <p>1 Für die Durchführung von Spielbankenspielen braucht es eine Bewilligung der ESBK.</p> <p>2 Spielveränderungen, welche die Bewilligungsvoraussetzungen nicht tangieren, können in einem vereinfachten Verfahren genehmigt werden.</p> <p>3 Die ESBK kann der Konzessionärin auch die Durchführung von kleinen Geldspielturnieren erlauben.</p> <p>4 Im Rahmen der Spielbankenspiele dürfen die Spielbanken Spiele und Jackpotsysteme innerhalb der Spielbank und unter den Spielbanken vernetzen. Der Bundesrat legt die Voraussetzungen für den Betrieb fest.</p> <p>5 Der Bundesrat bestimmt, inwieweit die ESBK den Spielbanken erlauben kann, mit nationalen und internationalen Geldspielanbietern zusammenzuarbeiten.</p>	<p>Die Streichung steht in Zusammenhang mit der Streichung der kleinen Geldspielturniere.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 17	<p>Anforderungen</p> <p>1 Die Spiele müssen so ausgestaltet sein, dass sie auf korrekte und transparente Weise durchgeführt werden können.</p> <p>2 Online durchgeführte Spiele müssen ausserdem so ausgestaltet sein, dass sie von angemessenen Massnahmen zum Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel begleitet werden können.</p> <p>3 Der Bundesrat erlässt die spieltechnischen Vorschriften, die erforderlich sind zur Umsetzung der Anforderungen nach den Absätzen 1 und 2. Er berücksichtigt dabei die international gebräuchlichen Vorgaben.</p>	<p>Anforderungen</p> <p>1 Die Spiele müssen so ausgestaltet sein, dass sie auf korrekte und transparente Weise durchgeführt werden können.</p> <p>2 Online durchgeführte Spiele müssen ausserdem so ausgestaltet sein, dass sie von angemessenen Massnahmen zum Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel begleitet werden können.</p> <p>3 Der Bundesrat erlässt die spieltechnischen Vorschriften, die erforderlich sind zur Umsetzung der Anforderungen nach den Absätzen 1 und 2. Er wendet dabei die international gebräuchlichen Vorgaben an, sofern dieses Gesetz dem nicht entgegensteht.</p>	<p>Länderspezifische Vorschriften führen zu unnötig langen Zulassungsverfahren. Dies verhindert, dass Innovationen eingeführt werden können und macht damit das Spielangebot unattraktiv.</p> <p>Es wird verlangt, dass mit dem Geldspielgesetz die Einführung neuer Spiele vereinfacht und die spieltechnischen Vorschriften den international gebräuchlichen Vorgaben angepasst werden. Die beantragte Änderung von Art. 18 entspricht Art. 25 betreffend die Grossspiele.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 18	<p>Angaben und Unterlagen</p> <p>1 Im Gesuch um Erteilung der Bewilligung macht die Spielbank Angaben über die Einhaltung der Anforderungen nach Artikel 17.</p> <p>2 Die Spielbank, die ein automatisiert oder online durchgeführtes Spielbankenspiel betreiben will, reicht der ESBK ein Zertifikat einer akkreditierten Prüfstelle ein über die Einhaltung der spieltechnischen Vorschriften.</p> <p>3 Der Bundesrat kann Vorschriften über die Prüfung und Konformitätsbewertung der automatisiert oder online durchgeführten Spielbankenspiele erlassen. Er berücksichtigt dabei die international gebräuchlichen Vorgaben.</p> <p>4 Die Angaben und Unterlagen nach den Absätzen 1 und 2 müssen nicht eingereicht werden, soweit die Spielbank nachweist, dass diese in einem anderen Verfahren bereits früher eingereicht worden sind.</p>	<p>Angaben und Unterlagen</p> <p>1 Die Spielbank macht der Bewilligungsbehörde Angaben über</p> <p>a. Konzeption und Durchführung in spieltechnischer, organisatorischer und finanzieller Hinsicht;</p> <p>b. die Massnahmen zum Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel und zur korrekten und transparenten Spieldurchführung.</p> <p>1 Im Gesuch um Erteilung der Bewilligung macht die Spielbank Angaben über die Einhaltung der Anforderungen nach Artikel 17.</p> <p>2 Die Spielbank, die ein automatisiert oder online durchgeführtes Spielbankenspiel betreiben will, reicht der ESBK ein Zertifikat einer akkreditierten Prüfstelle ein über die Einhaltung der spieltechnischen Vorschriften.</p> <p>3 Der Bundesrat kann Vorschriften über die Prüfung und Konformitätsbewertung der automatisiert oder online durchgeführten Spielbankenspiele erlassen. Er berücksichtigt dabei die international gebräuchlichen Vorgaben.</p> <p>2 Die Angaben und Unterlagen nach den Absätzen 1 und 2 müssen nicht eingereicht gemacht werden, soweit die Spielbank nachweist, dass diese in einem anderen Verfahren bereits früher eingereicht gemacht worden sind.</p>	<p>International anerkannte Zertifikate müssen angerechnet werden. Es dürfen keine zusätzlichen nationalen Zertifikate gefordert werden. Andernfalls sind die Schweizer Spielbanken nicht länger konkurrenzfähig.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 26	<p>Konsultation</p> <p>1 Zur Beurteilung, ob es sich bei dem beantragten Geldspiel um ein Grossspiel handelt, konsultiert die interkantonale Vollzugsbehörde vor dem Bewilligungsentscheid die ESBK. Bei einer Divergenz führen die beiden Behörden einen Meinungsaustausch. Führt der Meinungsaustausch zu keinem einvernehmlichen Ergebnis, so wird das Koordinationsorgan (Art. 114) angerufen.</p> <p>2 Im Falle von Routineentscheiden kann die interkantonale Vollzugsbehörde auf die Konsultation verzichten.</p>	<p>Konsultation</p> <p>1 Zur Beurteilung, ob es sich bei dem beantragten Geldspiel um ein Grossspiel handelt, konsultiert die interkantonale Vollzugsbehörde vor dem Bewilligungsentscheid die ESBK. Bei einer Divergenz führen die beiden Behörden einen Meinungsaustausch. Führt der Meinungsaustausch zu keinem einvernehmlichen Ergebnis, so wird das Koordinationsorgan (Art. 114) angerufen.</p> <p>2 Der Bewilligungsentscheid kann von den Spielbanken angefochten werden.</p> <p>23 Im Falle von Routineentscheiden kann die interkantonale Vollzugsbehörde auf die Konsultation verzichten.</p>	Nebst der ESBK muss auch den Spielbanken als Direktbetroffene der Beschwerdeweg offen stehen.
Art. 27	<p>Kantonales Recht</p> <p>Die Kantone können in rechtsetzender Form die Durchführung bestimmter Kategorien von Grossspielen (Lotterien, Sportwetten oder Geschicklichkeitsspiele) verbieten.</p>	<p>Kantonales Recht</p> <p>Die Kantone können in rechtsetzender Form die Durchführung bestimmter Kategorien von Grossspielen (Lotterien, Sportwetten oder Geschicklichkeitsspiele) verbieten.</p>	Die Kantone sollen gesamte Kategorien oder einzelne Spiele verbieten können. Dies darf nicht in rechtsetzender Form geschehen müssen. Solche Verfahren dauern viel zu lange.

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 30	<p>Entzug, Einschränkung, Suspendierung</p> <p>1 Die zuständige interkantonale Vollzugsbehörde entzieht die Veranstalter- oder die Spielbewilligung, wenn die gesetzlichen Voraussetzungen für deren Erteilung weggefallen sind.</p> <p>2 In leichten Fällen kann sie die Bewilligung suspendieren, einschränken oder mit zusätzlichen Bedingungen und Auflagen versehen.</p>	<p>Entzug, Einschränkung, Suspendierung</p> <p>1 Die interkantonale Vollzugsbehörde kann eine Veranstalter- und eine Spielbewilligung entziehen, wenn der Veranstalter oder die Veranstalterin:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. die Bewilligung durch unvollständige oder unrichtige Angaben erwirkt hat, die für die Konzessionsvergabe wesentlich waren; b. das bewilligte Spiel nicht innerhalb der gesetzten Frist durchführt; c. gegen wichtige Vorschriften dieses Gesetzes in schwerwiegender Weise verstößt; d. die verbindlichen Vorgaben dieses Gesetzes systematisch missachtet; e. die Bewilligung zu rechtswidrigen Zwecken benutzt. <p>2 In leichten Fällen kann sie die Bewilligung suspendieren, einschränken oder mit zusätzlichen Bedingungen und Auflagen versehen.</p>	<p>Die Regelung weist zahlreiche Lücken auf. Sie bedarf deshalb der Ergänzung.</p> <p>Zu den Details vgl. das Gutachten betreffend die geplanten Regelungen über die verwaltungsrechtlichen Sanktionen in einem künftigen Bundesgesetz über Geldspiele von Prof. Christof Riedo.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 35	<p>Zusätzliche Bewilligungsvoraussetzungen für kleine Geldspielturniere</p> <p>1 Für die Erteilung der Bewilligung für ein kleines Geldspielturnier müssen folgende Voraussetzungen erfüllt sein:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Die Anzahl Teilnehmerinnen und Teilnehmer ist begrenzt; diese spielen gegeneinander; b. Das Startgeld ist tief und steht in einem angemessenen Verhältnis zur Turnierdauer; c. Die Summe der Spielgewinne entspricht der Summe der Startgelder; d. Das Spiel wird in einem öffentlich zugänglichen Lokal gespielt; e. Die Spielregeln und die Informationen zum Schutz der Teilnehmerinnen und Teilnehmer vor exzessivem Geldspiel werden aufgelegt. <p>2 Von den Spielerinnen und Spielern kann eine Teilnahmegebühr erhoben werden.</p> <p>3 Der Bundesrat legt weitere Bewilligungsvoraussetzungen fest. Er bestimmt insbesondere:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. welche kleinen Geldspielturniere zulässig sind; b. das maximale Startgeld; c. die maximale Summe der Startgelder; d. die maximale Anzahl Turniere pro Tag und Veranstaltungsort; 	<p>Zusätzliche Bewilligungsvoraussetzungen für kleine Geldspielturniere</p> <p>1 Für die Erteilung der Bewilligung für ein kleines Geldspielturnier müssen folgende Voraussetzungen erfüllt sein:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Die Anzahl Teilnehmerinnen und Teilnehmer ist begrenzt; diese spielen gegeneinander; b. Das Startgeld ist tief und steht in einem angemessenen Verhältnis zur Turnierdauer; c. Die Summe der Spielgewinne entspricht der Summe der Startgelder; d. Das Spiel wird in einem öffentlich zugänglichen Lokal gespielt; e. Die Spielregeln und die Informationen zum Schutz der Teilnehmerinnen und Teilnehmer vor exzessivem Geldspiel werden aufgelegt. <p>2 Von den Spielerinnen und Spielern kann eine Teilnahmegebühr erhoben werden.</p> <p>3 Der Bundesrat legt weitere Bewilligungsvoraussetzungen fest. Er bestimmt insbesondere:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. welche kleinen Geldspielturniere zulässig sind; b. das maximale Startgeld; c. die maximale Summe der Startgelder; d. die maximale Anzahl Turniere pro Tag und Veranstaltungsort; 	<p>Die Bestimmungen über die kleinen Geldspielturniere sind ersatzlos zu streichen. Kleine Geldspielturniere sind nicht kontrollierbar und damit ein Einfallsstör für illegale Geldspiele. Es darf keine Parallelbranche zu den Spielbanken entstehen. Der Vorschlag geht ausserdem weit über die Forderung der Motion der Kommission für Rechtsfragen (Sprecher NR Lukas Reimann, SG/SVP) hinaus.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
	e. die minimale Teilnehmerzahl; f. die minimale Turnierdauer.	e. die minimale Teilnehmerzahl; f. die minimale Turnierdauer.	
Art. 37	Berichterstattung und Rechnungslegung 1 Veranstalterinnen von Kleinlotterien und lokalen Sportwetten stellen der Vollzugsbehörde innert dreier Monate nach Abschluss eines Spiels einen Bericht zu. Dieser enthält: a. die Abrechnung über das betreffende Spiel; b. Angaben über den Spielverlauf; c. Angaben über die Verwendung der Erträge. 2 Für Veranstalterinnen, die 24 oder mehr kleine Geldspielturнире pro Jahr durchführen, gelten bezüglich Rechnungslegung und Revision die Regeln nach den Artikeln 42 und 43 Absätze 3 und 4. Für die anderen Veranstalterinnen von kleinen Geldspielturнире kommen Absatz 1 Buchstaben a und b zur Anwendung.	Berichterstattung und Rechnungslegung 1 Veranstalterinnen von Kleinlotterien und lokalen Sportwetten stellen der Vollzugsbehörde innert dreier Monate nach Abschluss eines Spiels einen Bericht zu. Dieser enthält: a. die Abrechnung über das betreffende Spiel; b. Angaben über den Spielverlauf; c. Angaben über die Verwendung der Erträge. 2 Für Veranstalterinnen, die 24 oder mehr kleine Geldspielturнире pro Jahr durchführen, gelten bezüglich Rechnungslegung und Revision die Regeln nach den Artikeln 42 und 43 Absätze 3 und 4. Für die anderen Veranstalterinnen von kleinen Geldspielturнире kommen Absatz 1 Buchstaben a und b zur Anwendung.	Streichung im Zusammenhang mit der Streichung der kleinen Geldspielturнире.
Art. 42	Meldepflicht Die Spielbanken und die Veranstalterinnen von Grossspielen melden der zuständigen Vollzugsbehörde alle wichtigen Vorkommnisse, welche die Sicherheit und die Transparenz des Spielbetriebs gefährden können.	Meldepflicht 1 Die Spielbanken und die Veranstalterinnen von Grossspielen melden der zuständigen Vollzugsbehörde alle wichtigen Vorkommnisse, welche die Sicherheit und die Transparenz des Spielbetriebs gefährden können . 2 Der Bundesrat bezeichnet die meldepflichtigen Vorkommnisse.	Die Meldepflichten müssen genauer definiert werden. Die im Entwurf vorgesehene Formulierung ist viel zu offen und muss konkretisiert werden.

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 49	<p>Anzeigepflicht</p> <p>Stellt die Revisionsstelle bei der Durchführung der Prüfung Verstöße gegen dieses Gesetz, strafrechtlich relevante Sachverhalte oder andere Unregelmässigkeiten fest, so benachrichtigt sie unverzüglich die zuständige Vollzugsbehörde und gegebenenfalls die zuständige kantonale Strafverfolgungsbehörde.</p>	<p>Anzeigepflicht</p> <p>Stellt die Revisionsstelle bei der Durchführung der Prüfung Verstöße gegen dieses Gesetz, strafrechtlich relevante Sachverhalte oder andere Unregelmässigkeiten fest, so benachrichtigt sie unverzüglich die zuständige Vollzugsbehörde und gegebenenfalls die zuständige kantonale Strafverfolgungsbehörde.</p>	<p>Es ist nicht Aufgabe der Revisionsstelle, Anzeige einzureichen. Die Revisionsstelle meldet ihre Feststellungen lediglich der Aufsichtsbehörde. Eine allfällige Strafanzeige muss durch diese eingereicht werden.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 51	<p>Spielverbot</p> <p>1 Folgende Personen unterliegen in Spielbanken einem Spielverbot:</p> <ol style="list-style-type: none"> Mitglieder der ESBK und die Angestellten ihres Sekretariats; Angestellte der Veranstalterinnen von Spielbankenspielen, die am Spielbetrieb beteiligt sind; Mitglieder des Verwaltungsrates und der Geschäftsleitung von Unternehmen, die Spieleinrichtungen herstellen oder damit handeln; Mitglieder des Verwaltungsrates der Veranstalterinnen von Spielbankenspielen; Personen unter 18 Jahren; Personen, gegen die eine Spielsperre besteht. <p>2 Folgende Personen unterliegen einem Spielverbot in der Spielbank, mit der sie in Verbindung stehen:</p> <ol style="list-style-type: none"> Angestellte dieser Spielbank und von deren Nebenbetrieben, die nicht am Spielbetrieb beteiligt sind; Aktionärinnen und Aktionäre, die mehr als 5 Prozent des Aktienkapitals halten; Angestellte der Revisionsstelle, die mit deren Revision betraut sind. 	<p>Spielverbot</p> <p>1 Folgende Personen unterliegen in Spielbanken einem Spielverbot:</p> <ol style="list-style-type: none"> Mitglieder der ESBK und die Angestellten ihres Sekretariats; Angestellte der Veranstalterinnen von Spielbankenspielen, die am Spielbetrieb beteiligt sind; c. Mitglieder des Verwaltungsrates und der Geschäftsleitung von Unternehmen, die Spieleinrichtungen herstellen oder damit handeln; Mitglieder des Verwaltungsrates der Veranstalterinnen von Spielbankenspielen; Personen unter 18 Jahren; Personen, gegen die eine Spielsperre besteht. <p>2 Folgende Personen unterliegen einem Spielverbot in der Spielbank, mit der sie in Verbindung stehen:</p> <ol style="list-style-type: none"> Angestellte dieser Spielbank und von deren Nebenbetrieben, die nicht am Spielbetrieb beteiligt sind; Aktionärinnen und Aktionäre, die mehr als 5 Prozent des Aktienkapitals halten; Angestellte der Revisionsstelle, die mit deren Revision betraut sind. 	<p>Für die Betreiber von Spielbanken ist es unmöglich, Personen aus Verwaltungsräten oder Geschäftsleitungen von internationalen Spielherstellern zu identifizieren, da diese Informationen nicht erfasst werden können. Ein solches Verbot kann nicht umgesetzt werden. Im Übrigen haben die betreffenden Personen ohnehin kaum Manipulationsmöglichkeiten. Die Regelung kann deshalb ohne Nachteil gestrichen werden.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 52	<p>Bewilligungen</p> <p>1 Der Bundesrat kann spezielle Bewilligungen vorsehen, namentlich für:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. das Berufsausübungrecht des leitenden Personals, der Spielleiterinnen und Spielleiter und Croupières und Croupiers; b. die Lieferantinnen von Spielgeräten; c. die technische Ausrüstung. <p>2 Er regelt die Bewilligungsvoraussetzungen und das Verfahren.</p>	<p>Bewilligungen</p> <p>1 Der Bundesrat kann spezielle Bewilligungen vorsehen, namentlich für:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. das Berufsausübungrecht des leitenden Personals, der Spielleiterinnen und Spielleiter und Croupières und Croupiers; b. die Lieferantinnen von Spielgeräten; c. die technische Ausrüstung. <p>2 Er regelt die Bewilligungsvoraussetzungen und das Verfahren.</p>	<p>Die Bestimmung wurde aus dem SBG übernommen und blieb zu Recht seit 2002 toter Buchstabe. Solche Bewilligungen würden nur zu zusätzlichem Verwaltungsaufwand führen, ohne einen erkennbaren Nutzen zu generieren.</p>
Art. 53	<p>Teilnahmebeschränkungen</p> <p>Die Spielbank kann:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Personen ohne Angabe von Gründen die Spielteilnahme verweigern; b. Eintrittspreise erheben; c. Kleidervorschriften erlassen. 	<p>Teilnahmebeschränkungen</p> <p>Die Spielbank kann:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Personen ohne Angabe von Gründen sowohl den Zutritt zur Spielbank als auch die Spielteilnahme verweigern; b. Eintrittspreise erheben; c. Kleidervorschriften erlassen. 	<p>Es ist wichtig, dass nicht nur die Spielteilnahme, sondern auch der Zutritt zum Casino verweigert werden kann.</p>
Art. 55	<p>Spielmarken</p> <p>Bei Tischspielen darf nur mit Jetons oder mit Spielplaques gespielt werden.</p>	<p>Spielmarken</p> <p>Bei Tischspielen darf nur mit Jetons, Spielplaques oder mit elektronischen Spielguthaben (Credits) gespielt werden.</p>	<p>Inzwischen gibt es Tischspiele, die den Geldfluss elektronisch abwickeln und somit ist es notwendig, dass auch Spielgewinne als Spielguthaben (Credits) ausgegeben werden. .</p>
Art. 56	<p>Höchsteinsätze</p> <p>Der Bundesrat legt für die Spielbanken mit einer Konzession B die Höchsteinsätze nach Spielart fest.</p>	<p>Höchsteinsätze</p> <p>Der Bundesrat kann für die Spielbanken mit einer Konzession B die Höchsteinsätze nach Spielart festlegen.</p>	<p>Die Unterscheidung von A- und B-Konzessionen wird bei der Neuvergabe der Konzessionen zunehmend unwichtiger. Eine Kann-Bestimmung ist genügend. Vgl. auch den Erläuterungsbericht zu Art. 6 auf Seite 38.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 57	<p>Trinkgelder</p> <p>1 Trinkgelder gehen grundsätzlich an die Gesamtheit der Angestellten.</p> <p>2 Individuelle Trinkgelder und Zuwendungen anderer Art dürfen ausschliesslich Angestellte entgegennehmen, die nicht am Spielbetrieb beteiligt sind.</p>	<p>Trinkgelder</p> <p>1 Trinkgelder, die für die Gesamtheit der Angestellten bestimmt sind, sind in die speziell dafür vorgesehenen Behälter (Tronc) einzulegen.</p> <p>2 Individuelle Trinkgelder und Zuwendungen anderer Art dürfen ausschliesslich Angestellte entgegennehmen, die nicht am Spielbetrieb beteiligt sind.</p>	<p>Die Trinkgelder aus dem Spielbetrieb werden in definierten Behältern (Tronc) gesammelt und kommen allen Angestellten zu Gute. Entspricht Art. 29 Abs. 1 aus dem geltenden SBG.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 60	<p>Angebot von Grossspielen</p> <p>1 Die Teilnahme an Grossspielen darf nur von einer Inhaberin einer Veranstalterbewilligung oder von ihr ermächtigten Dritten angeboten werden. Die gewerbsmässige Organisation von Spielgemeinschaften zur Teilnahme an Grossspielen durch Dritte ist verboten.</p> <p>2 Die Teilnahme an Grossspielen darf nur an öffentlich zugänglichen Orten angeboten werden, die nicht vorwiegend der Durchführung von Geldspielen dienen.</p>	<p>Angebot von Grossspielen</p> <p>1 Die Teilnahme an Grossspielen darf nur von einer Inhaberin einer Veranstalterbewilligung oder von ihr ermächtigten Dritten angeboten werden. Die gewerbsmässige Organisation von Spielgemeinschaften zur Teilnahme an Grossspielen durch Dritte ist verboten.</p> <p>2 Die Teilnahme an Grossspielen darf nur in Spielbanken oder an öffentlich zugänglichen Orten angeboten werden, die nicht vorwiegend der Durchführung von Geldspielen dienen und die weder einer Spielbank noch einer Spielhalle ähnlich sind.</p> <p>3 Die Teilnahme an Grossspielen darf nicht mittels Automaten angeboten werden, mit denen das Spiel im Wesentlichen automatisch und innerhalb eines kurzen Zeitraums abläuft. Automaten dieser Art, die bei Inkrafttreten dieses Gesetzes betrieben werden, dürfen weiterhin betrieben und modernisiert werden, aber ihre Anzahl darf nicht erhöht werden. Selbstbedienungsgeräte sind erlaubt.</p>	<p>Ausserhalb von Spielbanken dürfen keine Spielhallen entstehen. Spielbankenähnliche Orte wären nicht im Sinne des Gesetzes und würden die strengen Vorschriften, welche Spielbanken zu erfüllen haben, unterlaufen. Gleichzeitig wäre die Umsetzung von Präventionsmassnahmen nicht mehr gewährleistet.</p> <p>Die Anzahl der Lotterie-Automaten (Tactilos) ist auf den heutigen Stand zu beschränken.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 68	<p>Gewinnbestätigung</p> <p>1 Eine Spielbank bestätigt Spielgewinne nur, wenn:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. sie die Herkunft der Spieleinsätze und die Tatsache des Spielgewinns überprüfen konnte; b. die Spielerin oder der Spieler vor dem Verlassen der Spielbank ausdrücklich verlangt hat, dass der Spielgewinn registriert wird. <p>2 Sie bestätigt Spielbankengewinne gegenüber einer Behörde nur, wenn die Voraussetzungen nach Absatz 1 erfüllt sind und diese Behörde die Auskunft zur Erfüllung ihrer gesetzlichen Aufgaben benötigt.</p>	<p>Gewinnbestätigung</p> <p>1 Eine Spielbank und eine Veranstalterin von Grossspielen kann bestätigt Spielgewinne nur bestätigen, wenn:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. sie die Herkunft der Spieleinsätze und die Tatsache des Spielgewinns überprüfen konnte; b. die Spielerin oder der Spieler vor dem Verlassen der Spielbank ausdrücklich verlangt hat, dass der Spielgewinn registriert wird. <p>2 Sie bestätigt Spielbankengewinne gegenüber einer Behörde nur, wenn die Voraussetzungen nach Absatz 1 erfüllt sind und diese Behörde die Auskunft zur Erfüllung ihrer gesetzlichen Aufgaben benötigt.</p>	<p>Die Bestimmung muss auch für Veranstalter von Grossspielen Geltung haben.</p>
Art. 71	<p>Werbung</p> <p>1 Veranstalterinnen von Geldspielen dürfen nicht in aufdringlicher oder irreführender Weise Werbung betreiben.</p> <p>2 Die Werbung darf sich nicht an Minderjährige oder an gesperrte Personen richten.</p> <p>3 Werbung für in der Schweiz nicht bewilligte Geldspiele ist verboten.</p>	<p>Werbung</p> <p>1 Veranstalterinnen von Geldspielen dürfen nicht in aufdringlicher oder irreführender Weise Werbung betreiben.</p> <p>2 Die Werbung darf sich nicht gezielt an Minderjährige oder an gesperrte Personen richten.</p> <p>3 Werbung für in der Schweiz nicht bewilligte Geldspiele ist verboten.</p>	

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 72	<p>Darlehen, Vorschüsse und Gratisspiele</p> <p>1 Die Veranstalterinnen von Geldspielen dürfen Spielerinnen und Spielern weder Darlehen noch Vorschüsse gewähren.</p> <p>2 Die Einräumung von Gratisspielen oder Gratisspielguthaben bedarf der vorgängigen Zustimmung der zuständigen Vollzugsbehörde.</p>	<p>Darlehen, Vorschüsse und Gratisspiele</p> <p>1 Die Veranstalterinnen von Geldspielen dürfen Spielerinnen und Spielern weder Darlehen noch Vorschüsse gewähren.</p> <p>2 Die Einräumung von Gratisspielen oder Gratisspielguthaben, die vom Bruttospielertrag abzugsberechtigt sind, bedarf der vorgängigen Zustimmung der zuständigen Vollzugsbehörde.</p> <p>3 Der Bundesrat erlässt Vorschriften zur Höhe der Gratisspielmarken im terrestrischen Bereich und Online-Spielbanken.</p>	<p>Die Gewährung von Gratisspielguthaben aus dem Marketingbudget muss unbeschränkt und bewilligungsfrei möglich sein. Im Gegenzug können diese Gratisspielguthaben nicht vom BSE abgezogen werden. Ohne diese Präzisierung werden insbesondere die Online Angebote der Schweizer Spielbanken nicht wettbewerbsfähig sein. Die Zustimmung der Aufsichtsbehörde soll nur einmal eingeholt werden müssen.</p> <p>Die Höhe der Gratisspielmarken soll im terrestrischen Bereich von 3 auf 5 Promille angehoben und im Online-Bereich auf ein wettbewerbsfähiges Niveau angesetzt werden.</p> <p>Die Zustimmung der Aufsichtsbehörde von Gratisspielmarken für die Promotion, Spiele oder Spielturniere soll pro gleichartiges Spiel nur einmal eingeholt werden müssen.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 74	<p>Information</p> <p>1 Die Spielbanken und die Veranstalterinnen von Grossspielen stellen in leicht zugänglicher und leicht verständlicher Form bereit:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Informationen über die Risiken des Spiels; b. Selbsterhebungsbogen zur Prüfung des eigenen Spielverhaltens; c. Informationen über Möglichkeiten für Selbstkontrollen, <p>Spielbeschränkungen und Spielsperren;</p> <p>d. Informationen über Angebote zur Unterstützung und Behandlung von süchtigen, verschuldeten oder suchtgefährdeten Personen sowie von deren Umfeld einschliesslich Adressen von Beratungsstellen und Selbsthilfegruppen.</p> <p>2 Soweit aufgrund des Gefährdungspotenzials und der Merkmale des Vertriebskanals des konkreten Spiels angezeigt, informieren die Spielbanken und die Veranstalterinnen von Grossspielen die Spielerinnen und Spieler über ihr Spielverhalten.</p>	<p>Information</p> <p>1 Die Spielbanken und die Veranstalterinnen von Grossspielen stellen in leicht zugänglicher und leicht verständlicher Form bereit:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Informationen über die Risiken des Spiels; b. Selbsterhebungsbogen zur Prüfung des eigenen Spielverhaltens; c. Informationen über Möglichkeiten für Selbstkontrollen, <p>Spielbeschränkungen und Spielsperren;</p> <p>d. Informationen über Angebote zur Unterstützung und Behandlung von süchtigen, verschuldeten oder suchtgefährdeten Personen sowie von deren Umfeld einschliesslich Adressen von Beratungsstellen und Selbsthilfegruppen.</p> <p>2 Soweit aufgrund des Gefährdungspotenzials von online durchgeföhrten Spielen und der Merkmale des Vertriebskanals des konkreten Spiels angezeigt, informieren die Spielbanken und die Veranstalterinnen von Grossspielen die Spielerinnen und Spieler über ihr Spielverhalten.</p>	<p>Der Bericht führt aus, in Art. 74 seien nur die online durchgeföhrten Spiele angesprochen. Der Gesetzestext ist dementsprechend zu präzisieren.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 77	<p>Spieldrosselung</p> <p>1 Die Spielbanken und die Veranstalterinnen von online durchgeführten Grossspielen sperren Personen vom Spielbetrieb aus, von denen sie aufgrund eigener Wahrnehmungen oder aufgrund von Meldungen Dritter wissen oder annehmen müssen, dass sie:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. überschuldet sind oder ihren finanziellen Verpflichtungen nicht nachkommen; oder b. Spieleinsätze tätigen, die in keinem Verhältnis zu ihrem Einkommen und Vermögen stehen. <p>2 Sie sperren ferner Personen vom Spielbetrieb aus, von denen sie aufgrund einer Meldung einer Fachstelle oder Sozialbehörde wissen oder annehmen müssen, dass sie spielsüchtig sind.</p> <p>3 Die interkantonale Vollzugsbehörde kann im Rahmen der Spielbewilligungen die Spieldrosselung auf weitere Grossspiele ausdehnen. Sie kann den Ausschluss von diesen zusätzlichen Spielen sicherstellen, indem sie einen Schwellenwert festlegt und die Auszahlung der darüber liegenden Gewinne sperren lässt.</p> <p>4 Die Spieldrosselung erstreckt sich auf die Spielbankenspiele, die online durchgeführten Grossspiele sowie die Grossspiele, auf welche die interkantonale Vollzugsbehörde gemäss Absatz 3 die Spieldrosselung ausgedehnt hat.</p>	<p>Spieldrosselung</p> <p>1 Die Spielbanken und die Veranstalterinnen von online durchgeführten Grossspielen sperren Personen vom Spielbetrieb aus, von denen sie aufgrund eigener Wahrnehmungen oder aufgrund von Meldungen Dritter wissen oder annehmen müssen, dass sie:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. überschuldet sind oder ihren finanziellen Verpflichtungen nicht nachkommen; oder b. Spieleinsätze tätigen, die in keinem Verhältnis zu ihrem Einkommen und Vermögen stehen. <p>2 Sie sperren ferner Personen vom Spielbetrieb aus, von denen sie aufgrund einer Meldung einer Fachstelle oder Sozialbehörde wissen oder annehmen müssen, dass sie spielsüchtig sind.</p> <p>3 Die interkantonale Vollzugsbehörde kann im Rahmen der Spielbewilligungen die Spieldrosselung auf weitere Grossspiele ausdehnen. Sie kann den Ausschluss von diesen zusätzlichen Spielen sicherstellen, indem sie einen Schwellenwert festlegt und die Auszahlung der darüber liegenden Gewinne sperren lässt.</p> <p>4 Die Spieldrosselung erstreckt sich auf die Spielbankenspiele, die online durchgeführten Grossspiele sowie die Grossspiele, auf welche die interkantonale Vollzugsbehörde gemäss Absatz 3 die Spieldrosselung ausgedehnt hat.</p>	<p>Die Spielbanken können nicht verpflichtet werden, auf einen blosen Verdacht hin Spieldrosselungen auszusprechen zumal damit auch in die Grundrechte Betroffener eingegriffen wird. Problematisch wird es insbesondere, wenn den Spielbanken von den Spielern gefälschte oder fehlerhafte Unterlagen unterbreitet werden.</p> <p>Von den Spielbanken kann nicht verlangt werden, dass sie den jeweiligen Stand der Wissenschaft über die Spieldrosselung kennen. Gemäss Erläuterungsbericht sollen denn auch die Anforderungen an die Veranstalter gering sein (Erläuterungsbericht, S. 67)</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
	<p>5 Die Spielerinnen und Spieler können selbst bei einer Spielbank oder einer Veranstalterin von Grossspielen, die Spielsperren verhängen, eine Spielsperre beantragen.</p> <p>6 Die Spielsperre muss der betroffenen Person mit Begründung schriftlich mitgeteilt werden.</p>	<p>5 Die Spielerinnen und Spieler können selbst bei einer Spielbank oder einer Veranstalterin von Grossspielen, die Spielsperren verhängen, eine Spielsperre beantragen.</p> <p>6 Die Spielsperre muss der betroffenen Person mit Begründung schriftlich mitgeteilt werden.</p>	
Art. 81	<p>Bericht</p> <p>1 Die Spielbanken und die Veranstalterinnen von Grossspielen reichen der zuständigen Vollzugsbehörde jährlich einen Bericht ein über die Wirksamkeit der getroffenen Massnahmen zum Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel.</p> <p>2 Sie bringen diesen Bericht auch der Konsultativkommission zur Prävention von exzessivem Geldspiel zur Kenntnis.</p>	<p>Bericht</p> <p>1 Die Spielbanken und die Veranstalterinnen von Grossspielen reichen der zuständigen Vollzugsbehörde jährlich einen Bericht ein über die Wirksamkeit der getroffenen Massnahmen zum Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel.</p> <p>2 Sie bringen diesen Bericht auch der Konsultativkommission zur Prävention von exzessivem Geldspiel zur Kenntnis.</p>	<p>Weiter unten wird die Streichung dieser Kommission verlangt.</p>
Art. 83	<p>Errichtung</p> <p>Der Bundesrat setzt in Absprache mit den Kantonen eine Kommission zur Prävention von exzessivem Geldspiel ein.</p>	<p>Errichtung</p> <p>Der Bundesrat setzt in Absprache mit den Kantonen eine Kommission zur Prävention von exzessivem Geldspiel ein.</p>	<p>Die Art. 83–87 sind ersatzlos zu streichen.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 84	<p>Zusammensetzung und Ernennung</p> <p>1 Der Kommission gehören zwölf Mitglieder an.</p> <p>2 Sie setzt sich aus Fachleuten zusammen, die über die erforderlichen beruflichen und persönlichen Kompetenzen und Kenntnisse in den Bereichen Prävention von exzessivem Geldspiel und Behandlung der betroffenen Personen verfügen.</p> <p>3 Der Bundesrat ernennt die Kommissionsmitglieder. Die Hälfte der Mitglieder ernennt er auf Vorschlag der Kantone.</p> <p>4 Die Kommissionsmitglieder werden für vier Jahre ernannt. Sie können höchstens zweimal wiedergewählt werden.</p>	<p>Zusammensetzung und Ernennung</p> <p>1-Der Kommission gehören zwölf Mitglieder an.</p> <p>2-Sie setzt sich aus Fachleuten zusammen, die über die erforderlichen beruflichen und persönlichen Kompetenzen und Kenntnisse in den Bereichen Prävention von exzessivem Geldspiel und Behandlung der betroffenen Personen verfügen.</p> <p>3-Der Bundesrat ernennt die Kommissionsmitglieder. Die Hälfte der Mitglieder ernennt er auf Vorschlag der Kantone.</p> <p>4-Die Kommissionsmitglieder werden für vier Jahre ernannt. Sie können höchstens zweimal wiedergewählt werden.</p>	

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 85	<p>Aufgaben</p> <p>1 Die Kommission hat folgende Aufgaben:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Beratung der Vollzugsbehörden dieses Gesetzes, der Gesundheitsbehörden des Bundes und der Kantone sowie der Veranstalterinnen von Geldspielen in den Bereichen Prävention, Früherkennung und Behandlung von exzessivem Geldspiel; b. Erarbeitung von Empfehlungen zur Prävention, zur Früherkennung und zur Behandlung von exzessivem Geldspiel; c. Beobachtung und Analyse nationaler und internationaler Entwicklungen in den Bereichen Prävention, Früherkennung und Behandlung von exzessivem Geldspiel. <p>2 Die Kommission erstattet gegenüber Bundesrat und Kantonen jährlich Bericht über ihre Tätigkeit. Der Bericht ist öffentlich.</p>	<p>Aufgaben</p> <p>1 Die Kommission hat folgende Aufgaben:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Beratung der Vollzugsbehörden dieses Gesetzes, der Gesundheitsbehörden des Bundes und der Kantone sowie der Veranstalterinnen von Geldspielen in den Bereichen Prävention, Früherkennung und Behandlung von exzessivem Geldspiel; b. Erarbeitung von Empfehlungen zur Prävention, zur Früherkennung und zur Behandlung von exzessivem Geldspiel; c. Beobachtung und Analyse nationaler und internationaler Entwicklungen in den Bereichen Prävention, Früherkennung und Behandlung von exzessivem Geldspiel. <p>2 Die Kommission erstattet gegenüber Bundesrat und Kantonen jährlich Bericht über ihre Tätigkeit. Der Bericht ist öffentlich.</p>	
Art. 86	<p>Organisation und Arbeitsweise</p> <p>1 Die Kommission erfüllt ihre Aufgaben unabhängig. Sie ist administrativ dem EJPD zugeordnet.</p> <p>2 Sie regelt ihre Organisation und ihre Arbeitsweise in einer Geschäftsordnung. 3 Im Rahmen ihres Budgets kann sie Fachleute beizeihen.</p>	<p>Organisation und Arbeitsweise</p> <p>1 Die Kommission erfüllt ihre Aufgaben unabhängig. Sie ist administrativ dem EJPD zugeordnet.</p> <p>2 Sie regelt ihre Organisation und ihre Arbeitsweise in einer Geschäftsordnung. 3 Im Rahmen ihres Budgets kann sie Fachleute beizeihen.</p>	
Art. 87	<p>Kostentragung</p> <p>Bund und Kantone tragen die Kosten der Kommission je zur Hälfte.</p>	<p>Kostentragung</p> <p>Bund und Kantone tragen die Kosten der Kommission je zur Hälfte.</p>	

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 94a	Massnahmen zur Verhindernung von finanziellen Transaktionen	Der Bundesrat kann Massnahmen treffen zur Verhindernung von finanziellen Transaktionen für ausländische Interessenten gespielt werden können, sollen nicht nur technische Sperrungen eingereicht werden. Dies wird auch im Spielteilnehmer allzu leicht umgangen werden. Diese können von versierten Spielern, die in der Schweiz zugänglich, aber nicht bewilligt sind.	Um zu verhindern, dass von der Schweiz aus Online-Spiele über Massnahmen zur Verhindernung von finanziellen Transaktionen

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 99	<p>Befugnisse</p> <p>Die ESBK kann zur Erfüllung ihrer Aufgaben namentlich:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. von den Spielbanken und den Unternehmungen der Fabrikation und des Handels mit Spieleinrichtungen, welche die Spielbanken beliefern, die notwendigen Auskünfte und Unterlagen verlangen; b. bei den Spielbanken Kontrollen durchführen; c. von den Revisionsstellen der Spielbanken die notwendigen Auskünfte und Unterlagen verlangen; d. Sachverständige beziehen; e. der Revisionsstelle besondere Aufträge erteilen; f. Online-Verbindungen zum Monitoring der EDV-Anlagen der Spielbanken herstellen; g. für die Zeit einer Untersuchung vorsorgliche Massnahmen treffen und insbesondere die Konzession suspendieren; h. bei Verletzungen dieses Gesetzes oder bei Vorliegen sonstiger Missstände die notwendigen Massnahmen zur Herstellung des ordnungsgemäßen Zustands und zur Beseitigung der Missstände verfügen; i. in den Betrieb einer Spielbank eingreifen, sofern die Verhältnisse es erfordern; 	<p>Befugnisse</p> <p>Die ESBK kann zur Erfüllung ihrer Aufgaben namentlich:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. von den Spielbanken und den Unternehmungen der Fabrikation und des Handels mit Spieleinrichtungen, welche die Spielbanken beliefern, die notwendigen Auskünfte und Unterlagen verlangen; b. bei den Spielbanken Kontrollen durchführen; c. von den Revisionsstellen der Spielbanken die notwendigen Auskünfte und Unterlagen verlangen; d. Sachverständige beziehen; e. der Revisionsstelle besondere Aufträge erteilen; f. Online-Verbindungen zum Monitoring der EDV-Anlagen der Spielbanken herstellen; g. für die Zeit einer Untersuchung vorsorgliche Massnahmen anordnen; treffen und insbesondere die Konzession suspendieren; h. bei Verletzungen dieses Gesetzes oder bei Vorliegen sonstiger Missstände die notwendigen Massnahmen zur Herstellung des ordnungsgemäßen Zustands und zur Beseitigung der Missstände verfügen; i. in den Betrieb einer Spielbank eingreifen, sofern die Verhältnisse es erfordern; 	<p>Die ESBK soll ihre Aufsicht wahrnehmen, aber selbstverständlich nicht unmittelbar in den Betrieb einer Spielbank eingreifen können. Ein Eingreifen in das operative Geschäft würde die Zuständigkeit zwischen Geschäftsführung und Aufsichtsbehörde verwischen. Die Befugnisse der beiden Aufsichtsbehörden (Comlot, ESBK) müssen identisch sein.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
	<p>j. bei Nichtbefolgung einer von ihr erlassenen vollstreckbaren Verfügung nach vorausgegangener Mahnung:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. die angeordnete Handlung auf Kosten der Spielbank selber vornehmen, 2. öffentlich bekannt machen, dass sich die Spielbank der vollstreckbaren Verfügung widersetzt; k. gegen Verfügungen der interkantonalen Vollzugsbehörde gemäss Artikel 23 Beschwerde bei der zuständigen kantonalen oder interkantonalen richterlichen Behörde und anschliessend beim Bundesgericht erheben; l. gegen die Entscheide des Bundesverwaltungsgerichts in Anwendung dieses Gesetzes und seiner Ausführungserlasse Beschwerde beim Bundesgericht erheben. 	<p>j. bei Nichtbefolgung einer von ihr erlassenen vollstreckbaren Verfügung nach vorausgegangener Mahnung:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. die angeordnete Handlung auf Kosten der Spielbank selber vornehmen, 2. öffentlich bekannt machen, dass sich die Spielbank der vollstreckbaren Verfügung widersetzt; k. gegen Verfügungen der interkantonalen Vollzugsbehörde gemäss Artikel 23 Beschwerde bei der zuständigen kantonalen oder interkantonalen richterlichen Behörde und anschliessend beim Bundesgericht erheben; l. gegen die Entscheide des Bundesverwaltungsgerichts in Anwendung dieses Gesetzes und seiner Ausführungserlasse Beschwerde beim Bundesgericht erheben. 	
Art. 100	<p>Gebühren</p> <ol style="list-style-type: none"> 1 Die ESBK erhebt bei den Spielbanken Gebühren, welche die Aufsichtskosten decken. 2 Das EJPD setzt auf Antrag der ESBK die Gebühren jedes Jahr nach Massgabe der Aufsichtskosten des Vorjahres fest. 3 Die ESBK erhebt für ihre Verfügungen und Dienstleistungen kostendeckende Gebühren. Sie kann Vorschüsse verlangen. 	<p>Gebühren</p> <ol style="list-style-type: none"> 1 Die ESBK erhebt bei den Spielbanken Gebühren, welche die Aufsichtskosten decken. 2 Das EJPD setzt auf Antrag der ESBK die Gebühren jedes Jahr nach Massgabe der Aufsichtskosten des Vorjahres fest. 3 Die ESBK erhebt für ihre Verfügungen und Dienstleistungen kostendeckende Gebühren. Sie kann Vorschüsse verlangen. 4 Die gesamten Aufsichtskosten und Gebühren dürfen fünf Promille des Bruttospielertrages des letzten Jahres aller Spielbanken nicht übersteigen. 	<p>Die Aufsichtskosten der ESBK sind in den vergangenen Jahren massiv und weit stärker als die Teuerung gestiegen. Die Aufsichtskosten der ESBK sind auch viel stärker gewachsen als die Kosten der Bundesverwaltung insgesamt. Die Aufsichtskosten haben ein Ausmass erreicht, das nicht mehr akzeptabel ist. Es wird deshalb eine Begrenzung der Aufsichtskosten gefordert. Die Aufsichtskosten können entweder an den BSE oder an die Teuerung gekoppelt werden.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 101	<p>Verwaltungssanktionen</p> <p>1 Verstösst eine Konzessionärin gegen die gesetzlichen Bestimmungen, die Konzession oder gegen eine rechtskräftige Verfügung, so wird sie mit einem Betrag bis zu 15 Prozent des im letzten Geschäftsjahr erzielten Bruttospielertrags belastet. Der Gewinn, den die Konzessionärin durch den Verstoss erzielt hat, ist bei der Bemessung der Sanktion angemessen zu berücksichtigen.</p> <p>2 Verstösse werden vom Sekretariat untersucht und von der ESBK beurteilt.</p>	<p>10. Kapitel: Strafbestimmungen</p> <p>Art. 134a: Strafbarkeit der Konzessionärin</p> <p>1 Die Konzessionärin wird mit einer Busse bis zu CHF 1 Mio. bestraft, wenn sie:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. die Meldepflicht nach den Artikeln 13 oder 42 verletzt; b. Spiele anbietet, die den Vorgaben dieses Gesetzes widersprechen oder für die eine gültige Bewilligung fehlt; c. Schutzpflichten gemäss Kapitel 6 (Schutz der Spielerinne und Spieler vor exzessivem Spiel) verletzt; d. Personen spielt lässt, die mit einem Spielverbot gemäss Art. 51 unterliegen; e. bewirkt, dass eine rechtskräftige Veranlagung der Spielbankenabgabe unvollständig ist; f. einer unter Hinweis auf die Strafdrohung dieses Artikels an sie erlassenen Verfügung nicht Folge leistet. <p>2 Die zuständige Behörde bemisst die Busse insbesondere nach der Schwere der Tat, nach dem Verschulden sowie nach der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit des Unternehmens.</p> <p>2-Verstösse werden vom Sekretariat untersucht und von der ESBK beurteilt.</p>	<p>Die vorgesehenen „Verwaltungssanktionen“ sind nichts anderes als Strafen. Die Vorschrift ist deshalb als Strafnorm zu konzipieren und im 10. Kapitel („Strafbestimmungen“) einzuordnen.</p> <p>Im Übrigen genügt die Regelung dem Bestimmtheitsgebot nicht. Sie muss präzisiert werden.</p> <p>Zu den Details vgl. das Gutachten betreffend die geplanten Regelungen über die verwaltungsrechtlichen Sanktionen in einem künftigen Bundesgesetz über Geldspiele von Prof. Christof Riedo.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 102	<p>Datenbearbeitung</p> <p>Zur Erfüllung ihrer gesetzlichen Aufgaben kann die ESBK Personendaten, einschliesslich besonders schützenswerter Daten über die Gesundheit, Massnahmen der sozialen Hilfe, administrative oder strafrechtliche Verfolgungen und Sanktionen, sowie Persönlichkeitsprofile bearbeiten.</p>	<p>Datenbearbeitung</p> <p>Zur Erfüllung ihrer gesetzlichen Aufgaben kann die ESBK Personendaten, einschliesslich besonders schützenswerter Daten über die Gesundheit, Massnahmen der sozialen Hilfe, administrative oder strafrechtliche Verfolgungen und Sanktionen, sowie Persönlichkeitsprofile bearbeiten.</p>	<p>Die Datenhoheit soll bei den Spielbanken sein. Die ESBK soll zwar Einsicht in die von den Spielbanken erfassten Personendaten haben, sie soll diese aber nicht bearbeiten dürfen.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 104	<p>Internationale Amtshilfe</p> <p>1 Die ESBK kann die zuständigen ausländischen Behörden um die Informationen, einschliesslich besonders schützenswerter Daten, ersuchen, die sie zur Erfüllung ihrer gesetzlichen Aufgaben benötigt.</p> <p>2 Sie kann den für die Geldspiele zuständigen ausländischen Behörden Informationen, einschliesslich besonders schützenswerter Daten, weitergeben, wenn die folgenden Voraussetzungen erfüllt sind:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Die ausländische Behörde verwendet die Informationen ausschliesslich in einem Verwaltungsverfahren im Zusammenhang mit den Geldspielen; b. Sie ist an das Amtsgeheimnis gebunden; c. Sie gibt die Informationen nicht an Dritte weiter oder nur mit Einwilligung der ESBK; d. Die Informationen sind für den Vollzug der Geldspielgesetzgebung notwendig und umfassen keine Fabrikations- oder Geschäftsgeheimnisse. <p>3 Die ESBK kann von der Zusammenarbeit absehen, wenn kein Gegenrecht gewährt wird.</p>	<p>Internationale Amtshilfe</p> <p>1 Die ESBK kann die zuständigen ausländischen Behörden um die Informationen, einschliesslich besonders schützenswerter Daten, ersuchen, die sie zur Erfüllung ihrer gesetzlichen Aufgaben benötigt.</p> <p>2 Sie kann den für die Geldspiele zuständigen ausländischen Behörden Informationen, einschliesslich besonders schützenswerter Daten, weitergeben, wenn die folgenden Voraussetzungen erfüllt sind:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Die ausländische Behörde verwendet die Informationen ausschliesslich in einem Verwaltungsverfahren im Zusammenhang mit den Geldspielen; b. Sie ist an das Amtsgeheimnis gebunden; c. Sie gibt die Informationen nicht an Dritte weiter oder nur mit Einwilligung der ESBK; d. Die Informationen sind für den Vollzug der Geldspielgesetzgebung notwendig und umfassen keine Fabrikations- oder Geschäftsgeheimnisse. <p>3 Die ESBK kann von der Zusammenarbeit absehen, wenn kein Gegenrecht gewährt wird.</p>	<p>Diese Bestimmungen würden zu einer erneuten Benachteiligung der Schweizer Spielbanken führen, da vermutlich nur sie die entsprechenden Sperrlisten übernehmen würden.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 105	<p>Aufgaben des Sekretariats</p> <p>1 Das Sekretariat übt die unmittelbare Aufsicht über die Spielbanken aus und veranlagt die Spielbankenabgabe.</p> <p>2 Es bereitet die Geschäfte der ESBK vor, stellt ihr Anträge und vollzieht deren Entscheide.</p> <p>3 Es verkehrt mit Spielbanken, Behörden und Dritten direkt und erlässt selbstständig Verfügungen und Entscheide, soweit dies das Geschäftsreglement vorsieht.</p> <p>4 Es kann in den Betrieb einer Spielbank eingreifen, sofern die Verhältnisse es erfordern; es informiert die Kommission unverzüglich.</p> <p>5 Es vertritt die ESBK vor eidgenössischen und kantonalen Gerichten und ist zuständig für die Verfolgung der Delikte nach den Artikeln 131-134.</p> <p>6 Die ESBK kann dem Sekretariat weitere Aufgaben übertragen.</p>	<p>Aufgaben des Sekretariats</p> <p>1 Das Sekretariat übt die unmittelbare Aufsicht über die Spielbanken aus und veranlagt die Spielbankenabgabe.</p> <p>2 Es bereitet die Geschäfte der ESBK vor, stellt ihr Anträge und vollzieht deren Entscheide.</p> <p>3 Es verkehrt mit Spielbanken, Behörden und Dritten direkt und erlässt selbstständig Verfügungen und Entscheide, soweit dies das Geschäftsreglement vorsieht.</p> <p>4 Es kann in den Betrieb einer Spielbank eingreifen, sofern die Verhältnisse es erfordern; es informiert die Kommission unverzüglich.</p> <p>5 Es vertritt die ESBK vor eidgenössischen und kantonalen Gerichten und ist zuständig für die Verfolgung der Delikte nach den Artikeln 131-134.</p> <p>6 Die ESBK kann dem Sekretariat weitere Aufgaben übertragen.</p>	<p>Vgl. Bemerkung zu Art. 99</p>
Art. 105a		<p>Vertreter Comlot</p> <p>Der Bund entsendet einen Vertreter in die Comlot.</p>	<p>In der ESBK nimmt ein Vertreter der Kantone Einsitz. Vice versa muss auch ein Vertreter des Bundes in der Comlot Einsitz nehmen.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 110	<p>Verwaltungssanktionen</p> <p>1 Verstösst eine Veranstalterin von Grossspielen gegen die gesetzlichen Bestimmungen oder gegen eine rechtskräftige Verfügung, so wird sie mit einem Betrag bis zu 15 Prozent des im letzten Geschäftsjahr erzielten Bruttospielertrags belastet. Der Gewinn, den die Veranstalterin durch den Verstoss erzielt hat, ist bei der Bemessung der Sanktion angemessen zu berücksichtigen.</p> <p>2 Die Einnahmen aus den ausgesprochenen Verwaltungssanktionen werden gemäss den Bevölkerungszahlen der letzten eidgenössischen Volkszählung an die Kantone verteilt.</p> <p>3 Verstösse werden von der interkantonalen Vollzugsbehörde untersucht und beurteilt.</p> <p>4 Regelt das Konkordat zwischen den Kantonen das Verfahren nicht, so wendet die interkantonele Vollzugsbehörde das Verwaltungsverfahren des Kantons an, in dem der Verstoss begangen worden ist.</p>	<p>10. Kapitel: Strafbestimmungen</p> <p>Art. 134b: Strafbarkeit des Veranstalters oder der Veranstalterin von Grossspielen</p> <p>1 Die Veranstalterin oder Veranstalter von Grossspielen wird mit einer Busse bis zu CHF 1 Mio. bestraft, wenn sie oder er:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Spiele anbietet, für die eine gültige Bewilligung fehlt; b. die Pflichten zum Schutz der Spielenden vor exzessivem Spiel verletzt; c. den Reingewinn nicht volumnfänglich deklariert; d. einer unter Hinweis auf die Strafdrohung dieses Artikels an sie oder ihn erlassenen Verfügung nicht Folge leistet. <p>2 Die zuständige Behörde bemisst die Busse insbesondere nach der Schwere der Tat, nach dem Verschulden sowie nach der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit des Unternehmens.</p> <p>3 Die Einnahmen aus den ausgesprochenen Verwaltungssanktionen werden gemäss den Bevölkerungszahlen der letzten eidgenössischen Volkszählung an die Kantone verteilt.</p>	<p>Auch diese „Verwaltungssanktionen“ sind nichts anderes als Strafen. Die Vorschrift ist im 10. Kapitel („Strafbestimmungen“) zu plazieren.</p> <p>Im Übrigen genügt die Regelung dem Bestimmtheitsgebot nicht. Sie bedarf deshalb der Präzisierung.</p> <p>Zu den Details vgl. das Gutachten betreffend die geplanten Regelungen über die verwaltungsrechtlichen Sanktionen in einem künftigen Bundesgesetz über Geldspiele von Prof. Christof Riedo.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 120	<p>Grundsatz</p> <p>1 Der Bund erhebt auf den Bruttospielerträgen eine Abgabe (Spielbankenabgabe). Diese ist für die Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung bestimmt.</p> <p>2 Der Bruttospielertrag ist die Differenz zwischen den Spieleinsätzen und den rechtmässig ausbezahlten Spielgewinnen.</p> <p>3 Die von der Spielbank erhobenen Kommissionen bei Tischspielen und ähnliche Spielerträge bilden Bestandteil des Bruttospielertrags.</p>	<p>Grundsatz</p> <p>1 Der Bund erhebt auf den Bruttospielerträgen eine Abgabe (Spielbankenabgabe). Diese ist für die Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung bestimmt.</p> <p>2 Der Bruttospielertrag ist die Differenz zwischen den Spieleinsätzen und den rechtmässig ausbezahlten Spielgewinnen.</p> <p>3 Die von der Spielbank erhobenen Kommissionen bei Tischspielen und ähnliche Spielerträge sind nicht Bestandteil des Bruttospielertrags.</p> <p>4 Der Bruttospielertrag aus Geschicklichkeitsspielen unterliegt nicht der Spielbankenabgabe.</p>	<p>Die von den Spielbanken erhobenen Kommissionen dienen der Bereitstellung des Angebotes und sind nicht Bestandteil des Bruttospielertrages. Deshalb soll auf diesen Beträgen keine Spielbankenabgabe bezahlt werden müssen.</p> <p>Gemäss Art. 106 Abs. 6 BV gilt für die Gewinne aus Geschicklichkeitsspielen keine Zweckbindung. Dementsprechend unterliegen sie auch nicht der Spielbankenabgabe. Vgl. dazu auch Art. 126 Abs. 3 des Entwurfs.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 121	<p>Abgabesätze</p> <p>1 Der Bundesrat legt den Abgabesatz so fest, dass nach betriebswirtschaftlichen Grundsätzen geführte Spielbanken eine angemessene Rendite auf dem investierten Kapital erzielen können.</p> <p>2 Der Abgabesatz beträgt:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. mindestens 40 und höchstens 80 Prozent des Bruttospielertrags, der in einer Spielbank erzielt wird; b. mindestens 20 und höchstens 80 Prozent des Bruttospielertrags, der mit online durchgeführten Spielbankenspielen erzielt wird. <p>3 Der Abgabesatz kann während der ersten vier Betriebsjahre bis auf die Hälfte reduziert werden. Bei der Festlegung berücksichtigt der Bundesrat die wirtschaftlichen Rahmenbedingungen der einzelnen Spielbank. Eine Reduktion muss jährlich in Würdigung aller Umstände für die einzelnen oder für mehrere Spielbanken zusammen neu festgelegt werden.</p>	<p>Abgabesätze</p> <p>1 Der Bundesrat legt den Abgabesatz so fest, dass nach betriebswirtschaftlichen Grundsätzen geführte Spielbanken eine angemessene Rendite auf dem investierten Kapital erzielen können.</p> <p>2 Der Abgabesatz beträgt:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. mindestens 40 und höchstens 80 Prozent auf dem Bruttospielertrag von nicht online durchgeführten Spielen; b. mindestens 20 und höchstens 80 Prozent auf dem Bruttospielertrag der online durchgeführten Spiele. <p>3 Der Abgabesatz kann während der ersten vier Betriebsjahre bei online durchgeführten Spielen bis auf die Hälfte reduziert werden. Bei der Festlegung berücksichtigt der Bundesrat die wirtschaftlichen Rahmenbedingungen der einzelnen Spielbank. Eine Reduktion muss jährlich in Würdigung aller Umstände für die einzelnen oder für mehrere Spielbanken zusammen neu festgelegt werden.</p>	<p>Klarere Unterscheidung für die Besteuerung von landbasiert und online erzieltem Bruttospielertrag.</p> <p>Für den landbasiert erzielten BSE bestehen genügend Erfahrungswerte, so dass eine Abgabesatzermässigung nur bei online durchgeführten Spielen gerechtfertigt ist.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 122	<p>Abgabemässigungen für Spielbanken mit einer B-Konzession</p> <p>1 Der Bundesrat kann für Spielbanken mit einer B-Konzession den Abgabesatz um höchstens einen Viertel reduzieren, sofern die Erträge der Spielbank in wesentlichem Umfang für öffentliche Interessen der Region, namentlich zur Unterstützung kultureller Tätigkeiten, oder für gemeinnützige Zwecke verwendet werden.</p> <p>2 Ist die Standortregion der B-Spielbank wirtschaftlich von ausgeprägt saisonalem Tourismus abhängig, so kann der Bundesrat den Abgabesatz höchstens um einen Drittel reduzieren.</p> <p>3 Bei Kumulation der beiden Reduktionsgründe kann er den Abgabesatz höchstens um die Hälfte reduzieren.</p> <p>4 Die Abgabemässigungen nach den Absätzen 1 und 2 gelten nicht für online durchgeführte Spielbankenspiele.</p>	<p>Abgabemässigungen für Spielbanken mit einer B-Konzession</p> <p>1 Der Bundesrat reduziert den Abgabesatz für Spielbanken mit einer B-Konzession den Abgabesatz um höchstens einen Viertel reduzieren, sofern die Erträge der Spielbank in wesentlichem Umfang für öffentliche Interessen der Region, namentlich zur Unterstützung kultureller Tätigkeiten, oder für gemeinnützige Zwecke verwendet werden.</p> <p>2 Ist die Standortregion der B-Spielbank wirtschaftlich von ausgeprägt saisonalem Tourismus abhängig, so kann der Bundesrat den Abgabesatz höchstens um die Hälfte einen Drittel reduzieren.</p> <p>3 Bei Kumulation der beiden Reduktionsgründe kann er den Abgabesatz höchstens um die Hälfte reduzieren.</p> <p>4 Die Abgabemässigungen nach den Absätzen 1 und 2 gelten nicht für online durchgeführte Spielbankenspiele.</p>	<p>Die Unterscheidung zwischen A- und B-Konzession verliert an Bedeutung. Die Abgabemässigungen in Art. 122 sollen deshalb für beide Konzessionsarten möglich sein.</p> <p>Spielbanken in Tourismusgebieten sind wirtschaftlich nur überlebensfähig, wenn der Abgabesatz stärker als nach geltendem Recht gesenkt werden kann.</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 126	<p>Verwendung der Reingewinne für gemeinnützige Zwecke</p> <p>1 Die Kantone verwenden die Reingewinne aus Lotterien und Sportwetten vollumfänglich für gemeinnützige Zwecke namentlich in den Bereichen Kultur, Soziales und Sport.</p> <p>2 Die Verwendung der Reingewinne zur Erfüllung gesetzlich vorgesehener öffentlicher Aufgaben ist ausgeschlossen, ausser sie werden in den Bereichen gemäss Absatz 1 nur ergänzend zur Finanzierung solcher Aufgaben eingesetzt.</p> <p>3 Die Reingewinne von Geschicklichkeitsspielen unterliegen keiner Zweckbindung nach diesem Gesetz.</p>	<p>Verwendung der Reingewinne für gemeinnützige Zwecke</p> <p>1 Die Kantone verwenden die Reingewinne aus Lotterien und Sportwetten vollumfänglich für gemeinnützige Zwecke namentlich in den Bereichen Kultur, Soziales und Sport.</p> <p>2 Die Verwendung der Reingewinne zur Erfüllung gesetzlich vorgesehener öffentlicher Aufgaben ist ausgeschlossen. <i>„ausser sie werden in den Bereichen gemäss Absatz 1 nur ergänzend zur Finanzierung solcher Aufgaben eingesetzt.“</i></p> <p>3 Die Reingewinne von Geschicklichkeitsspielen unterliegen keiner Zweckbindung nach diesem Gesetz.</p>	<p>Hier findet ein Paradigmenwechsel statt, der abgelehnt wird. Das geltende Lotteriegesetz verbietet die Finanzierung von gesetzlich vorgeschriebenen Aufgaben durch Lotteriegelder ausdrücklich.</p> <p>Art. 106 Abs. 6 schreibt vor, dass die Reinerträge aus Lotterien und Sportwetten <i>vollumfänglich für gemeinnützige Zwecke</i> verwendet werden müssen. Die Zweckentfremdung für gesetzlich vorgeschriebene Aufgaben ist damit verfassungswidrig.</p>
Art. 130	<p>Verwendung der Reingewinne von Kleinspielen</p> <p>1 Die Veranstalterinnen von Kleinlotterien und lokalen Sportwetten, die die Reingewinne dieser Spiele für ihre eigenen Zwecke verwenden wollen, müssen gemeinnützige Zwecke verfolgen.</p> <p>2 Reingewinne von Geldspielturnieren unterliegen keiner Zweckbindung.</p>	<p>Verwendung der Reingewinne von Kleinspielen</p> <p>1 Die Veranstalterinnen von Kleinlotterien und lokalen Sportwetten, die die Reingewinne dieser Spiele für ihre eigenen Zwecke verwenden wollen, müssen gemeinnützige Zwecke verfolgen.</p> <p><i>2 Reingewinne von Geldspielturnieren unterliegen keiner Zweckbindung.</i></p>	<p>Streichung im Zusammenhang mit der Streichung der Geldspielturniere. (vgl. Artikel 35 ff.)</p>

Artikel	Gesetzesentwurf	Antrag	Begründung
Art. 131	<p>Verbrechen und Vergehen</p> <p>1 Mit Freiheitsstrafe bis zu drei Jahre oder mit Geldstrafe wird bestraft, wer vorsätzlich:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. ohne die dafür nötigen Konzessionen oder Bewilligungen Grossspiele oder Spielbankenspiele organisiert, veranstaltet oder zur Verfügung stellt; b. im Wissen um den geplanten Verwendungszweck die technischen Mittel zur Veranstaltung von Gross- oder Spielbankenspielen Personen zur Verfügung stellt, die nicht über die nötigen Konzessionen oder Bewilligungen verfügen; c. durch unwahre Angaben oder auf andere Weise die Erteilung einer Konzession oder Bewilligung erschleicht. <p>2 Wird die Tat gewerbs- oder bandenmässig begangen, so ist die Strafe Freiheitsstrafe bis zu fünf Jahren oder Geldstrafe nicht unter 180 Tagessätzen.</p> <p>3 Wer in den Fällen nach Absatz 1 Buchstabe a fahrlässig handelt, wird mit Geldstrafe bis zu 180 Tagessätzen bestraft.</p>	<p>Verbrechen und Vergehen</p> <p>1 Mit Freiheitsstrafe bis zu drei Jahre oder mit Geldstrafe wird bestraft, wer vorsätzlich:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. ohne die dafür nötigen Konzessionen oder Bewilligungen Geldspiele organisiert, veranstaltet oder zur Verfügung stellt; b. im Wissen um den geplanten Verwendungszweck die technischen Mittel zur Veranstaltung von Gross- oder Spielbankenspielen Personen zur Verfügung stellt, die nicht über die nötigen Konzessionen oder Bewilligungen verfügen. <p>2 Wird die Tat gewerbsmässig – oder bandenmässig begangen, so ist die Strafe Freiheitsstrafe bis zu fünf Jahren oder Geldstrafe nicht unter 180 Tagessätzen.</p> <p>3 Wer in den Fällen nach Absatz 1 Buchstabe a fahrlässig handelt, wird mit Geldstrafe bis zu 180 Tagessätzen bestraft.</p> <p>4 Mit Geldstrafe bis zu 180 Tagessätzen wird bestraft, wer vorsätzlich durch unwahre Angaben oder auf andere Weise die Erteilung einer Konzession oder Bewilligung erschleicht.</p>	<p>Die vorgeschlagene Sanktionsdrohung ist allzu rigide, soweit es sich um Straftaten handelt, die innerhalb einer konzessionierten Unternehmung begangen werden: In diesen Fällen werden ja zusätzlich empfindliche „Verwaltungssanktionen“ ausgesprochen, und es droht zudem ein Konzessionsentzug.</p> <p>Vgl. im Übrigen das Gutachten betreffend die geplanten Strafnormen in einem künftigen Bundesgesetz über Geldspiele von Prof. Christof Riedo.</p>

Art. 132	<p>Übertretungen</p> <p>1 Mit Busse bis zu 500 000 Franken wird bestraft, wer vorsätzlich:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. ohne die dafür nötigen Bewilligungen Kleinspiele organisiert, veranstaltet oder zur Verfügung stellt; b. Werbung für in der Schweiz nicht bewilligte Geldspiele macht oder Werbung für solche Spiele vermittelt oder publiziert; c. Werbung für bewilligte Geldspiele macht, die sich an gesperrte Personen oder Minderjährige richtet; d. Personen, die das gesetzliche Alter nach Artikel 69 Absätze 2 und 3 nicht erreicht haben oder gestützt auf Artikel 77 mit einer Spielsperre belegt sind, spielen lässt oder einen Gewinn, der über dem Schwellenwert in Sinne von Artikel 77 Absatz 3 liegt, an solche Personen auszahlt; e. bewirkt, dass ein Reingewinn, der für gemeinnützige Zwecke bestimmt ist, nicht vollumfänglich deklariert wird; f. die in diesem Gesetz oder dessen Ausführungsbestimmungen vorgesehenen Sorgfaltspflichten gegen die Geldwäscherie verletzt; g. eine vorgeschriebene Meldung an die zuständige Behörde unterlässt oder einer Aufforderung der zuständigen Behörde, den ordnungsgemässen Zustand wiederherzustellen oder die Missstände zu beseitigen, nicht nachkommt; h. ohne Ermächtigung der Bewilligungsinhaberin oder des Bewilligungsinhabers oder der von ihr oder ihm ermächtigten Dritten Grossspiele verkauft; 	<p>Übertretungen</p> <p>1 Mit Busse bis zu 500 000 Franken wird bestraft, wer vorsätzlich:</p> <p>a. ohne die dafür nötigen Bewilligungen Kleinspiele organisiert, veranstaltet oder zur Verfügung stellt;</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Werbung für in der Schweiz nicht bewilligte Geldspiele macht oder Werbung für solche Spiele vermittelt oder publiziert; b. ohne Ermächtigung der Bewilligungsinhaberin oder des Bewilligungsinhabers oder der von ihr oder ihm ermächtigten Dritten Grossspiele verkauft; c. ohne die notwendige Konzession oder Bewilligung eine Vermittlungsplattform betreibt, über die Privatpersonen gegeneinander um Geld spielen. <p>2 Wer in den Fällen von Absatz 1 Buchstaben a–c und e–i fahrlässig handelt, wird mit Busse bis zu 250 000 Franken bestraft.</p> <p>3 Mit Busse bis zu 100 000 Franken wird bestraft, wer vorsätzlich:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Werbung für bewilligte Geldspiele macht, die sich gezielt an gesperrte Personen oder Minderjährige richtet; b. Personen, die das gesetzliche Alter nach Artikel 69 Absätze 2 und 3 nicht erreicht haben oder gestützt auf Artikel 77 mit einer Spielsperre belegt sind, spielen lässt oder einen Gewinn, der über dem Schwellenwert in Sinne von Artikel 77 Absatz 3 liegt, an solche Personen auszahlt; c. bewirkt, dass ein Reingewinn, der für gemeinnützige Zwecke bestimmt ist, nicht 	<p>Wiederum ist die vorgeschlagene Sanktionsdrohung für Straftaten innerhalb von Unternehmen mit einer Konzession bzw. Bewilligung unangemessen hoch.</p> <p>Abs. 1 lit. a ist zu streichen, da Kleinspiele nun von Art. 131 Abs. 1 lit. a erfasst sind.</p> <p>Vgl. dazu die Bemerkung zu Art. 131 und im Übrigen das Gutachten betreffend die geplanten Strafnormen in einem künftigen Bundesgesetz über Geldspiele von Prof. Christof Riedo.</p>
----------	--	--	---

	<p>i. ohne die notwendige Konzession oder Bewilligung eine Vermittlungsplattform betreibt, über die Privatpersonen gegeneinander um Geld spielen.</p> <p>2 Wer in den Fällen von Absatz 1 Buchstaben a–c und e–i fahrlässig handelt, wird mit Busse bis zu 250 000 Franken bestraft.</p> <p>3 Versuch und Gehilfenschaft sind strafbar.</p>	<p>vollumfänglich deklariert wird;</p> <p>d. die in diesem Gesetz oder dessen Ausführungsbestimmungen vorgesehenen Sorgfaltspflichten gegen die Geldwäscherie verletzt;</p> <p>e. eine nach Art. 13, 42 oder 62 dieses Gesetzes vorgeschriebene Meldung an die zuständige Behörde unterlässt oder einer Aufforderung der zuständigen Behörde, den ordnungsgemäßen Zustand wiederherzustellen oder die Misstände zu beseitigen, nicht nachkommt.</p> <p>4 Wer in den Fällen von Absatz 3 fahrlässig handelt, wird mit Busse bis zu 50 000 Franken bestraft.</p> <p>5 Versuch und Gehilfenschaft sind strafbar.</p>	
Art. 133	<p>Widerhandlungen in Geschäftsbetrieben</p> <p>1 Fällt eine Busse von höchstens 100 000 Franken in Betracht und würde die Ermittlung der nach Artikel 6 des Bundesgesetzes vom 22. März 197413 über das Verwaltungsstrafrecht (VStrR) strafbaren Personen Untersuchungsmassnahmen bedingen, die im Hinblick auf die verhängte Strafe unverhältnismässig wären, so kann die Behörde von einer Verfolgung dieser Personen absehen und an ihrer Stelle den Geschäftsbetrieb zur Bezahlung der Busse verurteilen.</p> <p>2 Die Artikel 6 und 7 VStrR gelten auch bei der Strafverfolgung durch kantonale Behörden.</p>	<p>Widerhandlungen in Geschäftsbetrieben</p> <p>Die Artikel 6 und 7 des Bundesgesetzes vom 22. März 1974 über das Verwaltungsstrafrecht (VStrR) sind anwendbar.</p>	<p>Die vorgesehene Regelung ist unnötig kompliziert und muss deshalb vereinfacht werden.</p> <p>Vgl. dazu das Gutachten betreffend die geplanten Strafnormen in einem künftigen Bundesgesetz über Geldspiele von Christof Riedo.</p>

Art. 135	<p>Bei Widerhandlungen im Rahmen der Spielbankenspiele</p> <p>1 Bei Widerhandlungen im Rahmen der Spielbankenspiele ist das VStrR anwendbar.</p> <p>2 Verfolgende Behörde ist das Sekretariat der ESBK, urteilende Behörde die Kommission.</p>	<p>Zuständigkeit</p> <p>Die Verfolgung und Beurteilung von Widerhandlungen gegen dieses Gesetz obliegt den Strafbehörden des Bundes.</p> <p><i>Gleichzeitig ist Art. 23 der Schweizerischen Strafprozessordnung vom 5. Oktober 2007 (StPO) anzupassen.</i></p> <p>Variante:</p> <p>Bei Widerhandlungen im Rahmen der Spielbankenspiele</p> <p>1 Das Bundesgesetz über das Verwaltungsstrafrecht (VStrR) ist anwendbar.</p> <p>2 Verfolgende Behörde ist das Sekretariat, urteilende Behörde die Kommission.</p>	<p>Die ESBK ist als Aufsichtsbehörde nicht die geeignete Strafverfolgungsbehörde. Am sinnvollsten ist es, die Strafbehörden des Bundes als zuständig zu bezeichnen.</p> <p>Vgl. dazu die eingehende Begründung im Gutachten betreffend die geplanten Strafnormen in einem künftigen Bundesgesetz über Geldspiele von Prof. Christof Riedo.</p>
Art. 136	<p>Bei Widerhandlungen im Rahmen der Grossspiele und der Kleinspiele</p> <p>1 Die Verfolgung und die Beurteilung der Straftaten im Rahmen der Grossspiele und der Kleinspiele obliegen den Kantonen. Die kantonalen Strafverfolgungsbehörden können die interkantonale Vollzugsbehörde zur Untersuchung beziehen.</p> <p>2 Die zuständige interkantonale Vollzugsbehörde verfügt im Strafverfahren über dieselben Verfahrensrechte wie die Privatklägerschaft. Sie kann überdies gegen einen Strafbefehl Einsprache erheben. Die Staatsanwaltschaft teilt der interkantonalen Vollzugsbehörde die Einleitung eines Vorverfahrens mit.</p>	<p>Streichen</p> <p>Variante:</p> <p>Bei Widerhandlungen im Rahmen der Grossspiele und der Kleinspiele</p> <p>Verfolgung und Beurteilung der Straftaten obliegen den Kantonen. Die kantonalen Strafverfolgungsbehörden können die interkantonale Vollzugsbehörde zur Untersuchung beziehen.</p>	<p>Den kantonalen Staatsanwaltschaften fehlt das für eine wirksame Strafverfolgung erforderliche Spezialwissen. Am sinnvollsten scheint es, auch diese Delikte durch die Strafbehörden des Bundes verfolgen und beurteilen zu lassen.</p> <p>Vgl. dazu das Gutachten betreffend die geplanten Strafnormen in einem künftigen Bundesgesetz über Geldspiele von Prof. Christof Riedo.</p>

Art. 137	<p>Verfolgungsverjährung Die Übertretungen verjähren nach fünf Jahren.</p>	<p>Verfolgungsverjährung Verbrechen und Vergehen verjähren nach sieben, Übertretungen nach fünf Jahren.</p>	<p>Mit dieser Regelung würde die Verfolgung von Verbrechen und Vergehen frühestens nach 10 Jahren verjähren. Eine derart lange Frist ist für die fraglichen Tatbestände nicht angemessen. Vgl. dazu das Gutachten betreffend die geplanten Strafnormen in einem künftigen Bundesgesetz über Geldspiele von Prof. Christof Riedo.</p>
Art. 140	<p>Spielbanken</p> <p>1 Auf der Grundlage des Spielbankengesetzes vom 18. Dezember 200015 erteilte Konzessionen laufen am 31. Dezember 2023 ab.</p> <p>2 Die Ausübung der mit der Konzession verliehenen Rechte und Pflichten richtet sich nach dem vorliegenden Gesetz.</p> <p>3 Die Spielbanken passen ihre Konzepte, Verfahren und Abläufe an das vorliegende Gesetz an. Sie unterbreiten die Änderungen der ESBK bis spätestens ein Jahr nach dessen Inkrafttreten.</p>	<p>Spielbanken</p> <p>1 Auf der Grundlage des Spielbankengesetzes vom 18. Dezember 200015 erteilte Konzessionen laufen am 31. Dezember 2023 ab.</p> <p>2 Die Ausübung der mit der Konzession verliehenen Rechte und Pflichten richtet sich nach dem vorliegenden Gesetz.</p> <p>3 Die Spielbanken passen ihre Konzepte, Verfahren und Abläufe an das vorliegende Gesetz an. Sie unterbreiten die Änderungen der ESBK bis spätestens ein Jahr zwei Jahre nach dessen Inkrafttreten.</p>	<p>Der Zeitrahmen von einem Jahr zur Anpassung der Konzepte, Verfahren und Abläufe ist bei laufendem Spielbetrieb zu knapp. Die Anpassungsfrist ist auf zwei Jahre zu verlängern, wie bei den Grossspielen gemäss Art. 143.</p>
Art. 141	<p>Gesuche um den Betrieb von online durchgeführten Spielen</p> <p>Die konzessionierten Spielbanken können ab Inkrafttreten dieses Gesetzes Gesuche um Erweiterung der Konzession um das Recht einreichen, Spielbankenspiele online durchzuführen.</p>	<p>Gesuche um den Betrieb von online durchgeführten Spielen</p> <p>Die konzessionierten Spielbanken können ab Inkrafttreten dieses Gesetzes Gesuche um Erweiterung der Konzession um das Recht einreichen, Spielbankenspiele online durchzuführen.</p>	<p>Das Online-Verbot muss so rasch als möglich aufgehoben werden.</p>

Art. 146	<p>Referendum und Inkrafttreten</p> <p>1 Dieses Gesetz untersteht dem fakultativen Referendum.</p> <p>2 Der Bundesrat bestimmt das Inkrafttreten.</p>	<p>Referendum und Inkrafttreten</p> <p>1 Dieses Gesetz untersteht dem fakultativen Referendum.</p> <p>2 Der Bundesrat bestimmt das Inkrafttreten.</p> <p>3 Die Bestimmungen für die Erweiterungen der Konzession um das Recht, Spiele online durchzuführen, werden vorgezogen in Kraft gesetzt.</p>	<p>Nebst der vorgezogenen Inkraftsetzung muss im Anhang des Geldspielgesetzes „Aufhebung und Änderung anderer Erlasse“ das Online-Verbot im Spielbankengesetz aufgehoben werden.</p>
----------	--	---	--

* * *